

La création de capacités et la formation des éducateurs d'adultes

Situation actuelle et recommandations pour l'avenir en Afrique, en Asie et dans le Pacifique

Heribert Hinzen, Hanno Schindele (éds.)

Institut de Coopération internationale de la Confédération allemande pour l'Éducation des Adultes

Perspectives internationales de l'éducation des adultes (Internationale Perspektiven der Erwachsenenbildung – IPE)

Nous publions dans cette collection des rapports, des études et des documents présentant des aspects internationaux de l'éducation des adultes, essentiels pour l'évolution des activités théoriques et pratiques des universités populaires et, inversement, des textes importants pour l'éducation des adultes au plan international. L'élargissement de l'information et de la communication a pour objectif d'enrichir les connaissances, d'approfondir la compréhension et d'améliorer la coopération dans le secteur international de l'éducation des adultes.

Revue éditée par
l'Institut de coopération internationale de la Confédération allemande pour l'éducation des adultes (IIZ/DVV)

Rédaction: Prof. (H) Dr Heribert Hinzen
Assistante de rédaction: Gisela Waschek
Production: Leppelt Druck + Repro GmbH, Bonn

Le contenu des textes signés relève exclusivement de la responsabilité de leurs auteurs et ne reflète pas forcément l'opinion de l'éditeur et de la rédaction. Si vous souhaitez les reproduire, dans leur intégralité ou par extraits, nous vous prions de mentionner leur source et de nous faire parvenir un exemplaire justificatif.

Informations bibliographiques de la Deutsche Bibliothek:
la Deutsche Bibliothek répertorie cette publication dans la Deutsche Nationalbibliografie dont vous pouvez consulter les détails sur Internet à l'adresse www.ddb.de, sous la rubrique «Kataloge und Sammlungen».

ISBN: 3-88513-796-8

© 2006 IIZ/DVV

Adresse de l'éditeur, de la rédaction et de l'expéditeur:
IIZ/DVV
Obere Wilhelmstrasse 32
53225 Bonn
Allemagne
Tél.: +49 (0) 228/97569-0
Fax: +49 (0) 228/97569-55
E-mail: iiz-dvv@iiz-dvv.de
Internet: www.iiz-dvv.de

Imprimé sur papier recyclé, blanchi sans chlore.
Tous les droits des photos publiées dans ce volume sont la propriété de l'IIZ/DVV

Table des matières

Préface	5
<i>Frank Youngman</i> Changer les choses: les programmes de développement et la formation des éducateurs d'adultes	9
<i>John Aitchison</i> La formation des formateurs d'adultes en Afrique, en Asie et dans le Pacifique	23
<i>Bernard Hagnonnou</i> La formation des formateurs d'adultes en Afrique de l'Ouest francophone	83
<i>Anthony Okech</i> La formation des formateurs d'adultes en Afrique de l'Est	114
Annexes	171

Préface

La création de capacités, c'est-à-dire le renforcement des compétences des personnels et des institutions par la formation continue, le développement organisationnel et la mise en place de réseaux, est une activité essentielle dans le domaine de la coopération au développement. Elle donne aux gens et aux organisations les moyens de participer à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et des objectifs de l'éducation pour tous (EPT). C'est en outre l'une des activités premières de l'éducation, dont bénéficie le personnel de ce secteur et qui contribue en outre au développement de structures sociales.

La formation initiale et la formation continue des éducateurs d'adultes font partie des activités principales de l'Institut de coopération internationale de la Confédération allemande pour l'éducation des adultes (IIZ/DVV). Cette démarche s'applique à tous les projets et régions, même si ses objectifs, contenus et formes se sont modifiés au fil des décennies.

Dans un premier temps, durant les années soixante, en pleine décolonisation, des éducateurs d'adultes africains bénéficièrent d'un moyen de qualification important : ils purent venir en Allemagne au centre de séminaires de Ghörde, qui était doté d'un foyer où ils pouvaient résider, pour y suivre pendant un an des cours sanctionnés par un diplôme. Au début des années soixante-dix, le centre de séminaires de Rendsburg proposa une formation continue similaire à des éducateurs d'adultes latino-américains. Depuis les années quatre-vingt, des institutions et organisations dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont reçu un soutien au niveau des formations continues associées à un ou plusieurs projets connexes. Il convient particulièrement de signaler ici les activités engagées dans plusieurs universités d'Afrique, qui se sont traduites par l'attribution de bourses d'études et l'élaboration de matériels d'enseignement. Citons ici aussi l'excellente collaboration à la collection *African Perspectives on Adult Learning* (APAL), produite à l'université du Botswana qui a déjà publié des manuels largement reconnus et utilisés dans de nombreuses universités d'Afrique (www.kalahari.net/promo/adult-edu – site en anglais). Mentionnons également, bien que dans un tout autre domaine de la formation initiale et de la formation continue, le projet TEACH (*Teaching Adult Educators in Continuing and Higher Education* – enseignement pour les éducateurs d'adultes dans l'éducation continue et l'enseignement supérieur). L'IIZ/DVV opère ici au sein d'un groupe sous la direction de l'université Torún en Pologne qui conçoit les nouveaux cursus de licence et de maîtrise en éducation des adultes pour les modules de l'union européenne (www.teach.pl). Ces quelques remarques devraient suffire à illustrer clairement que, comme nous l'avons dit au début, l'Institut accorde une très grande place à la formation initiale et à la formation continue.

Nous avons profité de l'année 2005 pour donner une nouvelle orientation à ce domaine au niveau des projets correspondants. Nous avons pour cela entamé un processus systématique d'études, de consultations et de conférence. Il convenait d'examiner la pratique courante, de se demander ce qu'il fallait y changer et de se concerter sur la faisabilité de nouvelles propositions et démarches.

Toutefois, pour concevoir notre nouvelle proposition de projet en matière de formation initiale et de formation continue, il fallait par-dessus tout se pencher sur les grands défis inhérents à la réalisation des OMD et de l'EPT en matière d'éducation et de développement, et les intégrer dans un concept réalisable. En outre, il fallait harmoniser ce projet, à vocation mondiale et dont le thème avait un caractère transversal, avec les grands programmes régionaux de l'Institut en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe, où de nombreuses formations initiales et continues sont offertes aux personnels de l'éducation des adultes des ONG, des établissements spécialisés et des organismes publics. Ce processus ne s'est pas encore achevé, mais nous avons pu lui donner une nouvelle direction que les études, les conférences et les consultations intenses avec nos partenaires ont accélérée et permise de cibler.

La production de matériels pour préparer et organiser des conférences a pris d'immenses proportions qui ont engendré une apparente confusion, ce qui ne surprend pas si l'on tient compte du vaste espace géographique et de l'énorme diversité culturelle couverts par les sept études commandées par l'Institut dans le cadre de ces activités (trois d'entre elles portaient sur l'ouest, l'est et le sud de l'Afrique, trois autres étaient consacrées au centre, au sud et au sud-est de l'Asie et la septième était sur le Pacifique). Ces études furent présentées en avril 2005 à la conférence du Cap dont le professeur John Aitchison a rédigé un compte-rendu brillant dans lequel il a résumé le foisonnement d'informations importantes, les intégrant dans les propos critiques tenus par les participants au sujet des possibilités qu'offrirait l'amélioration de la formation initiale et de la formation continue des éducateurs d'adultes dans les différents pays.

Nous souhaitons aussi expressément attirer l'attention sur le discours liminaire tenu par le professeur Frank Youngman qui, partant de différentes conférences de l'ONU sur le développement, les droits de l'homme, le genre et l'environnement, et des conférences mondiales de l'UNESCO et du CIEA sur l'éducation des adultes, a dégagé cinq thèmes clés : qualité de la formation, rôles multiples de l'éducateur d'adultes, reconnaissance et professionnalisation, politiques nationales en matière de formation, coopération internationale et réseaux.

Durant cette même année 2005 deux conférences régionales pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est permirent de continuer sur cette lancée. Au mois d'août, une conférence se déroula à la suite de cela à Bamako. Elle devait permettre d'examiner la situation particulière en Afrique francophone de l'Ouest et de trouver des perspectives pour une coopération future. Bernard Hagnonnou a rédigé à ce sujet un rapport saisissant dans lequel il présente les engagements et exigences des participants dont l'essentiel est formulé dans les recommandations et dans le programme

minimum d'action. En décembre, ce processus de consultations s'acheva provisoirement au terme de la conférence de Nairobi, sur laquelle Anthony Okech a rédigé un rapport, lui aussi excellent, qui résume les situations dans les différents pays, telles qu'elles sont ressorties des présentations et des discussions, et qui indique également la voie à suivre en présentant des recommandations. Dans les deux cas, il est essentiel de noter que ce volume ne rassemble qu'un choix limité de textes. Nous vous conseillons par conséquent de vous adresser à nos antennes régionales de Conakry et d'Addis-Abeba via notre site Internet www.iiz-dv.de.

Le moment est à présent venu de passer aux remerciements. Nous tenons d'abord non seulement à remercier les trois directeurs régionaux de l'IIZ/DVV : Wolfgang Leumer au Cap, Henner Hildebrand à Conakry et le Dr Bernd Sandhaas à Addis-Abeba ainsi que leurs collaborateurs, mais aussi nos partenaires locaux et nationaux à qui incombait la mission aussi vaste que gratifiante d'organiser ces conférences. Les réactions des participants ne permettent de conclure qu'une chose : ensemble, ils se sont parfaitement bien acquittés de cette tâche, ce qu'illustrent clairement les rapports dont les auteurs, nos confrères Aitchison, Hagnonnou et Okech, étaient déjà le gage d'une bonne qualité de la forme et des contenus. Remercions encore tous ceux qui ont réalisé et présenté les études, permettant ainsi l'approfondissement nécessaire des débats : les professeurs Stanley Mpofo et Frank Youngman pour l'Afrique anglophone, Bernard Hagnonnou pour l'Afrique francophone, Uwe Gartenschlaeger pour l'Asie centrale, le Dr Mandakini Pant pour l'Asie du Sud, le professeur Chia Mun Onn pour l'Asie du Sud-Est et Heide Arnaudon pour le Pacifique. Enfin, n'oublions pas non plus tous ceux qui, par leurs présentations ou leur participation aux débats, en tant que spécialistes ou animateurs, ont su créer une atmosphère stimulante qui a permis à la conférence de bénéficier de l'engagement et de l'expertise de ses participants.

En Allemagne, le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) fournit depuis de longues années un appui financier constant à l'IIZ/DVV dans le cadre du soutien aux structures sociales. Dès le début des années soixante, le BMZ a considéré la consolidation des structures sociales comme un élément essentiel de la politique de développement et de la coopération. Il a choisi pour cela des ONG allemandes spécialisées, disposant d'une expertise et d'une expérience professionnelles solides pour l'aider dans les activités qu'il mène avec ses partenaires dans le domaine de la coopération au développement. Nous remercions le BMZ de cela et de son soutien à l'éducation des adultes, à la création de capacités et à la formation des éducateurs d'adultes.

Pour finir, remercions aussi tous ceux qui ont contribué à produire ce volume avec la créativité, la précision et la patience nécessaires à une telle entreprise. Nous espérons qu'il sera largement diffusé et suscitera de nombreuses réactions de manière à ce que la collaboration et les réseaux puissent continuer d'évoluer.

Heribert Hinzen, Hanno Schindele

Impressions de la Conférence du Cap



Frank Youngman

Changer les choses: les programmes de développement et la formation des éducateurs d'adultes



Frank Youngman

C'est pour moi un plaisir et un privilège de tenir aujourd'hui un discours à l'occasion de cette conférence. Je souhaite remercier l'Institut de coopération internationale de la Confédération allemande pour l'éducation des adultes (IIZ/DVV) de m'avoir invité à le faire et adresser tous mes compliments au professeur Hinzen et à ses collègues pour le concept et l'organisation de la conférence. Je pense qu'elle constituera une étape décisive dans l'évolution de la formation des éducateurs d'adultes, non seulement en Afrique et dans la région Asie/Pacifique, mais aussi au plan international. Depuis 1997, les débats internationaux sur l'éducation des adultes se sont de plus en plus polarisés sur la formation des éducateurs, et je crois que les résultats de cette conférence fourniront une contribution essentielle aux discussions en cours.

Aujourd'hui, je souhaite soulever principalement deux questions d'une importance capitale à mon sens pour le thème qui nous intéresse à cette conférence. Premièrement, pourquoi la formation des éducateurs d'adultes est-elle d'un intérêt essentiel? Deuxièmement, pourquoi faut-il la renforcer?

Je commencerai par dire que ces deux questions ont été cruciales dans les activités professionnelles que j'ai exercées dans le domaine de l'éducation des adultes. Depuis mes débuts au département d'éducation des adultes de l'université du Botswana en 1975, je me suis principalement consacré à la formation des éducateurs d'adultes sous tous ses aspects: enseignement dans des cours en face à face et des programmes d'éducation à distance, direction d'ateliers de courte durée et d'un programme universitaire sur quatre ans, collaboration avec des éducateurs d'adultes à la base et des étudiants en doctorat, et enfin, enseignement dans des lieux par exemple aussi divers que des salles des fêtes avec des toits en tôle ondulée sous lesquels la chaleur

s'accumule ou des salles de classes pimpantes d'apprentissage en ligne, avec air conditionné. Dans toutes ces situations je me suis demandé pourquoi notre travail valait la peine et si nous pouvions faire mieux; questions que j'ai aussi posées à mes collègues.

Au fil des ans, j'ai rencontré un grand nombre des participants à cette conférence. C'est pour moi une source de grande énergie que de partager avec vous un but commun et d'avoir le sentiment que nous collaborons pour faire évoluer nos différents secteurs d'activité. Il me semble que nous partons tous du principe que l'éducation des adultes peut contribuer de manière positive à l'évolution de nos sociétés. Pour que ce potentiel puisse se déployer, il est logique de veiller à la présence d'éducateurs d'adultes bien préparés à développer et à mettre en place des programmes d'excellente qualité qui auront de l'impact. Je pense pour cette raison que la formation des éducateurs d'adultes peut compter dans la réalisation des objectifs de développement socio-économique et améliorer le monde.

Par conséquent, j'ai intitulé mon discours «*Changer les choses: les programmes de développement et la formation des éducateurs d'adultes*».

Éducation des adultes et programmes de développement

La cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (connue sous l'abréviation CONFINTEA V) organisée par l'UNESCO en 1997 dans la ville de Hambourg en Allemagne a été ces dernières années l'événement le plus passionnant au plan international dans le domaine de l'éducation des adultes. Un certain nombre des personnes présentes ici aujourd'hui ont eu le privilège d'assister à la CONFINTEA V, et celles qui n'ont pas eu cette chance ont été influencées par ses résultats, recueillis dans le document intitulé «*Déclaration de Hambourg et plan d'action*» (UNESCO, 1997). Vous vous souviendrez certainement que la CONFINTEA V fut suivie de tout un ensemble de conférences majeures organisées à la fin du siècle par les Nations unies sur des thèmes clés du développement: éducation pour tous (Jomtien, 1990), environnement (Rio, 1992), droits de l'homme (Vienne 1993), population (Le Caire, 1994), développement social (Copenhague, 1995), femmes (Pékin, 1995), peuplement (Istanbul, 1996) et alimentation (Rome, 1996). Toutes ces conférences ont établi des programmes qui impliquaient, entre autres, que les adultes acquièrent des savoirs, apprennent des techniques et adoptent de nouvelles attitudes. Par exemple, la protection et la promotion actives des droits de l'homme envisagées à la conférence de Vienne exigeaient la mise en place d'un programme soutenu d'éducation publique sur ce thème. Il est apparu clairement à l'époque que l'éducation des adultes était essentielle pour la réalisation de chacun de ces programmes d'action sectoriels. L'importance de la CONFINTEA V tient au fait qu'elle a reproduit cette idée et

formulé une nouvelle vision de l'éducation des adultes en tant que domaine multisectoriel faisant partie intégrante des programmes de développement.

Depuis la CONFINTEA V, en 1997, le programme international de développement qui a eu la plus grande influence a été celui contenu dans les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les OMD portent principalement sur la pauvreté, l'éducation, l'égalité des sexes, la santé, l'environnement et la coopération internationale en tant que thèmes clés du développement. Ils ont contribué à mobiliser le secteur du développement et fourni des outils pour quantifier les progrès effectués. Le sommet prévu en septembre 2005 par l'ONU pour dresser un bilan intermédiaire des résultats obtenus cinq ans après la mise en place des OMD montrera sans aucun doute les problèmes rencontrés dans leur mise en oeuvre et les entraves à leur progrès, mais aussi un certain nombre de réussites. Bien entendu, il existe aussi des programmes de développement mondial alternatifs tels que ceux associés au Forum social international comme, par exemple, l'Appel mondial à l'action contre la pauvreté (AMAP). L'AMAP est un réseau d'organisations de la société civile et de mouvements sociaux distincts des gouvernements et les Nations unies, et dont l'action est plus largement axée sur la justice économique et la participation populaire. Il est également important de noter qu'il existe des programmes nationaux de développement qui reflètent la situation spécifique des différents pays. S'ils présentent des similarités à un niveau très général, par exemple en ce qui concerne la réduction de la pauvreté, ces programmes ne se ressemblent pas du tout si l'on compare disons ceux mis sur pied en Afrique du Sud et en Inde avec ceux qui existent au Tchad et au Myanmar. Nous ne devons jamais perdre cette diversité de vue quand nous réfléchissons à la manière dont l'éducation des adultes peut contribuer au développement.

Le rapport entre l'éducation des adultes et le développement au Sud est un sujet sur lequel je me suis penché longuement dans mon ouvrage intitulé «*The Political Economy of Adult Education*» (L'Économie politique de l'éducation des adultes, Youngman, 2000). (Je devrais peut-être remarquer à ce stade que le concept de «développement» utilisé dans le Sud est simplement un exemple particulier de raisonnement social envisageant une société plus désirable et réfléchissant à la manière de la réaliser. Le principe de l'action destinée à améliorer la société est toutefois aussi pertinent pour le Nord, avec des implications similaires pour les éducateurs d'adultes et leur formation.) Dans mon livre, j'ai montré qu'il existe différents points de vue concernant la signification du développement et comment réaliser ce dernier. J'y affirme aussi que la nature de l'éducation des adultes est le fruit des débats sur le développement et de ses réalités. Dans les pays où, par exemple, le paradigme néolibéral prédomine, l'apprentissage lié à l'activité professionnelle offert par des établissements privés constitue l'un des principaux domaines de l'éducation des adultes. Je soutiens également que l'éducation des adultes peut façonner la nature du développement. Dans de nombreux pays, par exemple, les organisations non gou-

vernementales mues par une vision du développement axée sur les gens fournissent des programmes d'éducation des adultes qui leur donnent les moyens de rechercher la justice sociale. Les choix en rapport avec les intentions, le contenu, les méthodes, les participants et le mode d'organisation de l'éducation des adultes ne sont par conséquent pas des décisions d'ordre technique prises au plan social en vase clos, elles sont profondément influencées par les paradigmes du développement. Ainsi ai-je conclu dans mon ouvrage en disant qu'une question fondamentale se pose à nous, à savoir: quel type d'éducation des adultes convient à quel type de développement? Dans le contexte de cette conférence, j'ajouterai une seconde question: quel type de formation faut-il offrir aux éducateurs d'adultes?

Renforcer la formation des éducateurs d'adultes

À mon sens, la CONFINTEA V a eu des effets importants sur la formation des éducateurs d'adultes. Non seulement elle a mis un nouvel accent sur le rôle de l'éducation des adultes dans la réalisation des programmes de développement, mais elle a aussi mis en lumière le besoin d'améliorer l'évolution professionnelle des éducateurs d'adultes dans le domaine général qui recouvre «l'amélioration des conditions et de la qualité de l'éducation des adultes». Bien que la conférence n'ait pas mis l'accent sur ce point, j'en ai conclu que si nous voulons que l'éducation des adultes ait l'impact souhaité au niveau du développement, il faut que les éducateurs d'adultes conviennent à la situation et soient bien préparés.

Cette question était le thème principal de mon article intitulé «*La formation des éducateurs d'adultes à la suite de la CONFINTEA*» qui fut publié dans le numéro 54 de la revue de l'IIZ/DVV Éducation des Adultes et Développement (Youngman, 2000). Dans cet article, j'affirme que la vision de l'éducation des adultes à la CONFINTEA V ne peut se concrétiser que si nous avons des éducateurs d'adultes bien formés pour mettre en oeuvre les politiques et programmes dans ce domaine. D'un autre côté, les points clés de la CONFINTEA V doivent, eux, servir de socle pour élaborer les curriculums de programmes de formation de base et d'éducation permanente. Par exemple, la formation d'un éducateur d'adultes après la CONFINTEA doit comporter des volets sur la justice sociale et sur l'importance des activités menées dans le cadre de partenariats multisectoriels. Sur ce point, j'ai soulevé un certain nombre de questions liées à l'organisation, aux types et processus de formation, aux contenus et matériels pédagogiques, et à l'emploi des nouvelles technologies. Je conclus l'article en affirmant l'importance de la coopération internationale Nord-Sud et Sud-Sud.

Ces idées étaient en phase avec celles alors émergentes au sein de l'IIZ/DVV qui cherchait de nouvelles voies pour son programme de formation des éducateurs. Depuis, l'IIZ/DVV a soutenu de nombreuses initiatives liées à ces nouveaux modes de formation. En 2001, par exemple, il a demandé au département d'éducation des

adultes de l'université du Botswana d'organiser à Gaborone pour ses partenaires africains un atelier sur le développement de réseaux et la création de matériels. Bon nombre d'entre vous, aujourd'hui présents, y ont participé. Son principal résultat fut la rédaction d'une nouvelle collection de manuels intitulée *African Perspectives on Adult Learning*, lancée à l'occasion de cette conférence et qui est le fruit d'un passionnant partenariat entre l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation, l'Institut de coopération internationale de la Confédération allemande pour l'éducation des adultes, le département d'éducation des adultes de l'université du Botswana et Pearson Education South Africa, une maison d'édition. Ce projet cherche à créer des capacités pour la rédaction de manuels, à promouvoir le développement de curriculums et à produire des manuels de qualité, à des prix abordables et pertinents pour l'Afrique.



Groupe de travail à la Conférence du Cap

L'IIZ/DVV a également financé la participation de documentalistes venus de trois continents à un atelier qui s'est déroulé à Ochos Rios, Jamaïque, dans le cadre de la sixième Assemblée mondiale du Conseil international d'éducation des adultes. Cet atelier s'intitulait «*Former l'éducateur d'adultes post-CONFINTEA*». Un groupe international composé d'éducateurs d'adultes s'y est penché sur les aspects de la formation sous l'angle de la CONFINTEA V. Ses membres se sont accordés à dire que la formation des éducateurs méritait une plus grande attention aux niveaux national et international. Ils ont examiné un certain nombre de sujets, y compris le besoin de veiller à la diversité des formations offertes, celles-ci pouvant aller de cours universitaires pour des professionnels à plein temps à des ateliers non formels destinés à des activistes engagés dans des mouvements sociaux. Pour moi, c'est un point très important du fait que les intérêts des établissements d'enseignement supérieur dominent parfois les débats sur la formation des éducateurs d'adultes, à l'exclusion des nombreux autres modes de formation nécessaires. L'atelier a aussi souligné qu'il était essentiel de développer des capacités aux niveaux de la recherche et de la création de matériels pour assurer la pertinence des programmes de formation dans les contextes locaux. Il a aussi principalement recommandé que le CIEA crée un réseau thématique sur la formation des éducateurs d'adultes. Malheureusement, les problèmes d'ordre financier et organisationnel du CIEA l'ont empêché de le faire. Je continue toutefois de croire qu'un réseau international puissant qui réunirait les acteurs concernés constituerait un mécanisme essentiel pour la coopération professionnelle et la création de capacités. J'espère que cette conférence ranimera cette idée et proposera une forme d'organisation viable pour sa réalisation.

La Conférence d'évaluation à mi-parcours de la CONFINTEA, qui s'est déroulée en 2003 à Bangkok, est l'événement le plus récent qui a permis d'avoir une vue d'ensemble sur la formation des éducateurs d'adultes. Un atelier a été organisé sur ce thème durant la conférence. Les présentations d'Amérique latine, d'Asie du Sud, d'Afrique et d'Europe du Nord fournirent la base d'un aperçu interrégional des thèmes clés. Les comptes-rendus de l'atelier viennent juste d'être publiés par l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation dans une plaquette intitulée «*Strengthening the training of adult educators: Learning from an inter-regional exchange of experience*» (Renforcer la formation des éducateurs d'adultes: tirer des enseignements des échanges d'expériences interrégionaux – Youngman et Singh, 2005). Je pense que ce document reproduit le point de vue international le plus actuel sur la formation des éducateurs et je souhaiterais ici mettre en relief cinq domaines clés qui sont d'actualité à cette conférence.

a) La qualité des programmes de formation

L'atelier a conclu que les programmes de formation proposés actuellement ont un certain nombre de points faibles et, par conséquent,

«qu'il est nécessaire de disposer de programmes de formation plus innovants, comportant des volets théoriques et pratiques, permettant un apprentissage combiné et participatif, abordant les valeurs personnelles de l'éducateur d'adultes et faisant preuve d'un plus grand souci du rôle social et politique de l'éducation des adultes.» (Youngman et Singh, 2005, p. 4)

Je pense que cette déclaration fournit un repère à cette conférence compte tenu des rapports d'étude.

b) Les programmes de formation et les rôles multiples de l'éducateur d'adultes

Le point de vue plus large de la CONFINTEA sur l'éducation des adultes exige une conception elle aussi plus vaste de l'éducateur d'adultes, qui englobe un grand nombre de personnes et de rôles de différentes natures. Ce concept rassemble des gens travaillant dans différents secteurs (par exemple la santé et l'agriculture) et dans différents contextes (il peut s'agir par exemple aussi bien de professionnels à plein temps que de leaders communautaires). Leur tâche consiste non seulement à enseigner, organiser, conseiller, évaluer, animer, coacher et mobiliser les apprenants, mais aussi à entreprendre des recherches et à élaborer des matériels pédagogiques. L'atelier a préconisé que les programmes de formation abordent ces rôles multiples en termes de curriculums et de modes d'enseignement, un point que nous ne devons pas perdre de vue durant cette conférence compte tenu de la situation actuelle en Afrique et dans la région Asie/Pacifique.

c) Reconnaissance et professionnalisation des éducateurs d'adultes

L'atelier a remarqué que les éducateurs d'adultes se trouvaient souvent dans une position d'infériorité liée à leurs faibles salaires, qu'ils étaient touchés par l'insécurité de l'emploi et l'absence d'une professionnalisation de leur métier. Cette mésestime se répercute lourdement sur leur efficacité. Par conséquent, il existe un lien entre la formation et la question plus large de la position et des conditions de travail des éducateurs d'adultes. En outre, la reconnaissance sociale de l'éducation des adultes en soi joue un rôle assurément important dans le développement socio-économique. L'atelier a avancé que les éducateurs d'adultes doivent eux-mêmes être plus proactifs dans l'influence qu'ils exercent sur la politique et la promotion de leurs propres intérêts. Ils doivent pour cela s'engager au niveau des syndicats et des puissantes associations nationales d'éducateurs d'adultes. Ici aussi, je pense que ce thème devrait être abordé durant la conférence.

d) Politiques nationales concernant la formation des éducateurs d'adultes

D'un point de vue international il apparaît que très peu de politiques nationales sont menées en ce qui concerne la formation des éducateurs d'adultes. La Namibie, avec sa Politique nationale de l'éducation des adultes qui comporte un volet de développement des ressources humaines dans le secteur du personnel enseignant, constitue ici une exception notable. L'atelier a proposé que tous les dépositaires d'enjeux rédigent des déclarations nationales sur la formation des éducateurs d'adultes afin de donner une direction aux efforts entrepris et de les concentrer. Les participants à cette conférence souhaiteront peut-être se pencher sur l'utilité des politiques nationales concernant la formation des éducateurs d'adultes et, s'ils les jugent utiles, sur la manière de les créer. Par exemple, l'atelier de Bangkok a avancé que leur création pourrait être placée sous l'égide de la Commission nationale de l'UNESCO.

e) La coopération internationale et les réseaux

En ce qui concerne la formation des éducateurs d'adultes, la coopération internationale est inégalement déployée. Par exemple, l'Amérique latine et les Caraïbes disposent d'un réseau de coopération régionale bien développé qui repose sur l'Office régional de l'UNESCO, le Centre régional de coopération pour l'éducation des adultes en Amérique latine et dans les Caraïbes (CREFAL) et le Conseil d'Amérique latine pour l'éducation des adultes (CEAAL), et qui a contribué à organiser des conférences sur des questions relatives à la formation. D'autres régions ne semblent pas aussi bien organisées. Alors que les avantages d'une coopération accrue sont clairs, nous devons nous pencher sur les questions organisationnelles. Vaut-il mieux par exemple créer de nouveaux réseaux ou des services spécialisés au sein de ceux qui existent déjà? Faut-il se consacrer principalement au développement de la coopération au niveau régional, au niveau international ou à ces deux niveaux en même temps? Les réseaux doivent-ils relier des organismes, des individus ou les deux?

L'une des principales préoccupations à cette conférence devra consister à produire des recommandations concernant la manière d'organiser et de soutenir la coopération internationale.

Ces points ont fait l'objet d'un atelier thématique qui s'est déroulé à la Conférence d'évaluation à mi-parcours de la CONFINTEA en 2003 à Bangkok. Le compte-rendu général de la conférence, intitulé «*Recommitting to adult education and learning*» (Reprendre parti pour l'éducation et l'apprentissage des adultes) contenait la déclaration suivante:

«Réussir à créer des programmes d'éducation des adultes de haute qualité dépend dans une large mesure de la présence d'éducateurs d'adultes bien informés, habiles, sensibles et engagés socialement. Cependant, leur formation n'est toujours pas une priorité.» (UNESCO, 2003, p. 13)

Notre conférence au Cap, cette semaine, accorde la priorité à la formation des éducateurs d'adultes au niveau international, d'où son importance. Et je souhaite encore féliciter l'IIZ/DVV pour cette initiative.

Changer les choses?

Au début de ce discours, j'ai dit qu'à mon sens, si les éducateurs d'adultes étaient bien préparés, ils produiraient des programmes d'excellente qualité qui aideraient à leur tour à réaliser les objectifs de développement. Toutefois, il est juste, me semble-t-il, de remarquer que cette hypothèse nécessite des preuves supplémentaires. Si nous voulons affirmer ceci avec assurance et convaincre les politiques et les bailleurs de fonds, nous devons disposer d'informations pour étayer nos arguments. Par conséquent, je pense que nous devons accorder un rôle prioritaire à la recherche qui nous fournira les preuves qu'il nous faut. Deux types de recherche sont nécessaires: des études d'évaluation des besoins et des études finales. J'illustrerai ceci avec quelques exemples tirés du travail de mes collègues à l'université du Botswana.

L'importance des études d'évaluation des besoins tient au fait qu'elles démontrent que la conception de la formation vise spécifiquement à améliorer les performances pratiques. Si nous sommes en mesure de montrer que nos activités liées à la formation sont conçues pour répondre à la réalité professionnelle des éducateurs d'adultes, je pense que nous disposerons d'une partie des preuves nécessaires pour démontrer que la formation peut changer les choses. Par exemple, ma collègue Flora Tladi a entrepris des recherches de doctorat sur les compétences dont doivent disposer les agents de développement agricole selon les superviseurs et les fermiers avec lesquels ils travaillent. Son étude a relevé des catégories de comportements utilisés par ces superviseurs et fermiers pour évaluer l'efficacité de leurs agents de développement agricoles, entre autres, l'esprit d'initiative, la connaissance du travail, l'intérêt qu'ils portent aux fermiers et la motivation. Cette étude a également identifié les compé-

tences techniques (p. ex. la rédaction de rapports et la planification) et personnelles (p. ex. les bonnes relations de travail et la fiabilité) qui sont importantes aux yeux des superviseurs et des fermiers. Tladi (2004) indique que ces résultats devraient être utilisés pour réaliser une évaluation complète des besoins permettant d'assurer la pertinence de la formation avant l'entrée en fonction de l'éducateur et pendant qu'il exerce son activité. Je pense que si nous pouvons prouver que notre formation repose sur les rôles véritables d'un groupe donné d'éducateurs d'adultes et sur les compétences complètes que nous exigeons d'eux, nous aurons commencé à fournir les preuves nécessaires. Toutefois, ces preuves doivent aussi montrer que les résultats de la formation ont produit une amélioration des performances et un changement socio-économique. Ceci requiert des études de traçage qui suivent les personnes formées et des études d'impact qui évaluent l'influence véritable des éducateurs d'adultes sur les programmes d'enseignement et, tour à tour, sur des aspects spécifiques du développement tels la nutrition ou les niveaux de revenus. Ma collègue Oitshpile Modise achève actuellement sa thèse de doctorat intitulée «*Labor market demand and incipient professionalization in African adult education: Tracing graduates of University of Botswana adult education programs*» (Demande sur le marché du travail et professionnalisation naissante de l'éducation des adultes en Afrique: traçage des diplômés des programmes d'éducation des adultes de l'université du Botswana). Elle se penche sur le rôle des programmes de formation universitaire dans la professionnalisation de l'éducation des adultes et sur la mesure dans laquelle ils répondent aux besoins du marché de l'emploi et disposent des compétences requises pour élaborer et mettre en place des programmes d'éducation des adultes. Elle demande si les programmes de formation améliorent le bien-être et la productivité de leurs bénéficiaires et, en particulier, si les employeurs et les anciens étudiants

«sentent que leur formation et leur expérience leur permettent d'apporter des compétences et savoirs qui sont manifestement utiles sur le terrain à la résolution des problèmes liés à l'éducation des adultes et dont les gens qui n'ont pas suivi la même formation qu'eux ne disposent pas.» (Modise, 2004, p. 12)

En d'autres termes, leur formation les rend-elle différents de ceux qui ne l'ont pas suivie? Ce type d'étude de traçage doit s'accompagner d'études d'impact et d'évaluation permettant d'examiner si les programmes organisés par



Groupe de travail à la Conférence du Cap

des éducateurs d'adultes formés apportent vraiment une amélioration au niveau du développement.

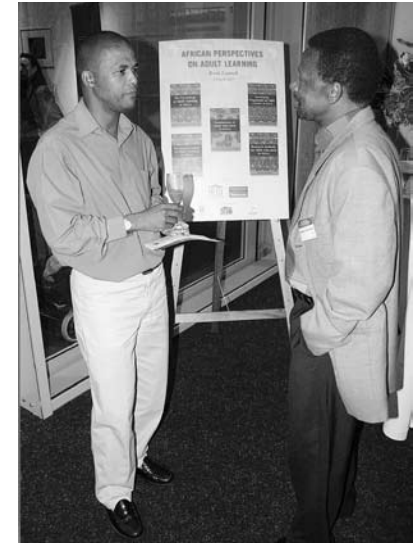
À mon sens, ce type de recherche appliquée est nécessaire pour nous assurer, nous et nos dépositaires d'enjeux, que la formation des éducateurs d'adultes change bien les choses. Je souhaite demander aux participants à cette conférence d'aborder ce thème et de faire des recommandations pour la pratique.

Le défi de l'apprentissage tout au long de la vie

Avant de conclure, je souhaite formuler quelques réflexions sur le défi que constitue l'apprentissage tout au long de la vie pour la formation des éducateurs d'adultes. Le concept de l'apprentissage tout au long de la vie a pris beaucoup d'importance au début des années 90, en particulier au Nord où les mutations économiques et technologiques ont stimulé le besoin de formation élargie et de recyclage au sein de la population adulte. Son renouveau d'importance a beaucoup influencé la CONFINTEA V. La *Déclaration de Hambourg sur l'éducation des adultes* indiquait que l'éducation des adultes et l'éducation des enfants sont chacune des «*éléments nécessaires à une nouvelle vision de l'éducation dans laquelle l'apprentissage se déroule vraiment tout au long de la vie*» (UNESCO, 1997, p.2). Il a clairement été exprimé que l'éducation des adultes fait partie d'un processus qui dure toute la vie. Depuis, l'importance de l'éducation pour tous tout au long de la vie a continuellement été défendue tant dans les riches pays du Nord que dans les pauvres du Sud, notamment dans les travaux de Rose Maria Torres qui l'a résumée voici peu dans son étude intitulée «*Lifelong learning in the South: Critical issues and opportunities for adult education*» (Apprentissage tout au long de la vie dans le Sud: sujets critiques et possibilités de l'éducation des adultes – Torres, 2004). Bon nombre d'entre nous pensent qu'il s'agit d'un progrès historique pour la conceptualisation de l'éducation et des systèmes de formation, et en particulier pour l'éducation des adultes.

Néanmoins, dans le débat sur l'apprentissage tout au long de la vie, nous relevons une propension croissante à parler sans distinction d'«*apprentissage tout au long de la vie*» et d'«*éducation et apprentissage des adultes*». Nous notons même que l'expression «*apprentissage tout au long de la vie*» a tendance à supplanter cette dernière dans les politiques, programmes et structures organisationnelles. La promotion fructueuse du concept d'éducation tout au long de la vie menace d'exacerber le problème concernant l'identité et la reconnaissance de l'éducation des adultes. De plus en plus de gens exercent l'activité d'éducateur d'adultes, mais ils sont de moins en moins nombreux à s'identifier comme tels, si bien que nous sommes partout et nulle part en même temps! Ceci se répercute sur l'éducation des adultes en tant que filière d'études et domaine d'activité professionnelle distincts. Aux USA, par exemple, les départements universitaires traditionnels d'éducation des adultes disparaissent ou

sont amalgamés à d'autres unités de formation (Milton, Watkins, Studdard et Burch, 2003). L'un des départements les plus puissants de ce pays, à l'université de Géorgie, a récemment été incorporé dans le département d'éducation tout au long de la vie, d'administration et de politique. Dans le monde universitaire, les limites définies pour l'éducation des adultes en tant que filière d'études et forme institutionnelle sont en train de se modifier, à un moment où les compétences professionnelles des gens formés pour travailler avec des apprenants adultes sont de plus en plus importantes dans de nombreux secteurs. À mon avis, cette tendance devrait faire l'objet d'un examen approfondi durant la conférence.



Lancement du série «Éducation des adultes selon une perspective africaine»

Conclusion

Nous nous sommes réunis ici dans le but d'examiner la situation actuelle de la formation des éducateurs d'adultes en Afrique et dans la région Asie/Pacifique, et de formuler des recommandations pour l'avenir. Je suis certain que nous identifierons clairement les tendances actuelles dans le secteur de la formation des éducateurs d'adultes et que nous fournirons une analyse critique sur la manière de progresser. J'espère que les recommandations qui seront formulées à la conférence nous aideront à renforcer nos institutions et programmes, et qu'elles proposeront des moyens pratiques nous permettant de développer la coopération internationale. Par-dessus tout, j'espère que cette conférence renforcera les liens entre les programmes de développement et la formation des éducateurs d'adultes pour que nous puissions, ensemble, véritablement changer les choses.

Références

- Milton, J.; Watkins, K.E; Studdard, S.S. et Burch, M. (2003). The ever widening gyre: Factors affecting change in adult education graduate programs in the United States. *Adult Education Quarterly*, 54,1, pp. 23–41.
- Modise, O.M. (2004). *Labor market demand and incipient professionalization in African adult education: Tracing graduates of University of Botswana adult education programs*. Thèse présentée au Department of Educational Leadership and Policy Studies, université de Floride, en vue de l'obtention du diplôme de docteur ès lettres.

Tladi, F. M. (2004). Competency requirements for extension agents in eastern Botswana as perceived by supervisors and farmers. *Journal of Extension Systems*, 20, pp. 32-41.

Torres, R.M. (2004). *Lifelong learning in the South: Critical issues and opportunities for adult education*. Stockholm: SIDA.

UNESCO. (1997). *Déclaration de Hambourg et Agenda pour l'avenir*. Hambourg: Institut de l'UNESCO pour l'éducation.

UNESCO. (2003). *Recommitting to adult education and learning*. Hambourg: Institut de l'UNESCO pour l'éducation.

Youngman, F. (2000). *The political economy of adult education and development*. Londres: Zed.

Youngman, F. (2000). *La formation des éducateurs d'adultes à la suite de la CONFINTEA*. *Éducation des adultes et développement*, 54, p. 309-326.

Youngman, F. et Singh, M. (2005). *Strengthening the training of adult educators. Learning from an inter-regional exchange of experience*. Hambourg: Institut de l'UNESCO pour l'éducation.

Conférence:

«La formation des éducateurs d'adultes en Afrique, en Asie et dans le Pacifique:

Situation actuelle et recommandations pour l'avenir»

Le Cap, Afrique du Sud, 11 – 13 avril 2005

John Aitchison: La formation des formateurs d'adultes en Afrique, en Asie et dans le Pacifique

Les études et rapports par région	24
Objectif des études régionales.....	24
Méthodologie de réalisation des études régionales	25
Réalisation des études.....	26
• Les questionnaires	26
• Afrique anglophone	27
• Afrique francophone	28
• Asie centrale.....	28
• Asie du Sud	29
• Asie du Sud-Est.....	29
• Pacifique Sud.....	31
Les rapports régionaux	31
Afrique anglophone	31
Afrique francophone	35
Asie centrale.....	38
Asie du Sud	43
La conférence: résumé des questions les plus importantes	49
Contexte et préoccupations	50
Éducation des adultes et agendas de développement	54
Perspectives	57
Recommandations pour le futur	60
L'étude internationale.....	61
Politique et institutionnalisation	63
Coopération, échanges et formation du personnel enseignant.....	66
Curriculums et apprentissage	70
Recherche et publications.....	73
Financement et ressources.....	74
Autres recommandations	74
Thèmes émergents	74
Références bibliographiques	76

John Aitchison

La formation des formateurs d'adultes en Afrique, en Asie et dans le Pacifique

L'Institut de coopération internationale de la Confédération allemande pour l'éducation des adultes (IIZ/DVV) qui entretient des rapports de longue date avec des partenaires en Afrique, en Asie, dans le Pacifique et ailleurs dans le monde, envisage à présent de rendre ses programmes de coopération plus efficaces et plus efficaces à travers le renforcement des capacités institutionnelles des structures en charge du développement de l'éducation des adultes.

Cette coopération s'est traduite au cours des dernières décennies entre autres, par un appui à la formation des éducateurs d'adultes à travers un programme initié dès 1982, d'attribution de bourses à des praticiens d'éducation des adultes sélectionnés à travers l'Afrique anglophone, afin de leur donner accès à des formations qualifiantes dans des institutions de l'enseignement supérieur. Ce programme a permis à plus de 3000 étudiants de bénéficier de bourses et de s'inscrire dans 12 institutions universitaires à travers 11 différents pays.

Un effort complémentaire a été fait visant à fournir un appui institutionnel à ces structures universitaires d'accueil, qui ont reçu des ouvrages didactiques et un abonnement au périodique *Éducation des Adultes et Développement* de l'IIZ/DVV. Au milieu des années 90, le programme de bourses fit l'objet d'une évaluation complète, qui a permis d'identifier de nouveaux domaines de coopération, notamment l'appui à l'élaboration et à la production de matériel didactique, qui s'est matérialisée par le lancement récent d'une collection de manuels didactiques intitulée *Éducation des adultes selon une perspective africaine* (PAEA) dont le sigle anglais le plus usité est APAL ou *African Perspective on Adult Learning*.

L'intérêt de l'IIZ/DVV pour l'éducation des adultes s'est accru grâce à sa conviction que celle-ci constituait un instrument primordial de renforcement des capacités et de développement des ressources humaines, et pouvait en outre, apporter une contribution essentielle à la réalisation des «*Objectifs de développement pour le mil-*



John Aitchison

lénaire», notamment à travers la réduction de la pauvreté, l'accès universel à l'éducation, l'égalité des genres, la sauvegarde d'un environnement durable de même que la réduction du VIH/SIDA (voir le rapport relatif à la conférence internationale portant sur le thème «Éducation des adultes et réduction de la pauvreté: une priorité à l'échelle mondiale», organisée conjointement par l'IIZ/DVV, l'UNESCO, la Banque mondiale et l'Université du Botswana en juin 2004).

Soucieuse de poursuivre l'extension de ce programme de formation des formateurs d'adultes tout en renforçant son efficacité et son efficacité à travers une professionnalisation accrue, l'IIZ/DVV décida vers mi-2004, de lancer une étude visant un état des lieux exhaustif et actualisé des offres existantes de formation des formateurs d'adultes. Ladite étude visait spécifiquement à établir un répertoire des offres de formation de formateurs d'adultes développées par des institutions universitaires et non universitaires à travers l'Afrique anglophone, l'Afrique francophone, l'Asie centrale, l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est et le Pacifique Sud. Les résultats de cette étude furent par la suite analysés lors d'une conférence organisée du 11 au 13 avril 2005 au Cap en Afrique du Sud.

Le présent rapport résume les conclusions des différentes sections de cette étude internationale, de même que les résolutions et recommandations de la conférence du Cap.

Les études et rapports par région

Objectif des études régionales

Les résultats attendus de chacune des six études régionales (Afrique anglophone, Afrique francophone, Asie centrale, Asie du Sud, Asie du Sud-Est et Pacifique Sud) sont les suivants:

- établir un répertoire descriptif des institutions universitaires et non universitaires ayant des offres de formation de formateurs d'adultes, présenter leurs structures organisationnelles, leurs curriculums et objectifs andragogiques, les bénéficiaires des formations, les grades conférés, de même que le degré de professionnalisation des cursus et les approches didactiques appliquées;
- cerner les tendances lourdes actuelles en matière d'offres de formation des formateurs d'adultes, et
- formuler des recommandations aux fins de favoriser un renforcement des capacités institutionnelles de même qu'une amélioration notable des programmes existants

tants d'une part, et accroître la coopération en la matière aux plans national, régional et international d'autre part.

Par ailleurs, les objectifs globaux escomptés par l'IIZ/DVV au regard des retombées de tout le processus afférent à cette étude internationale, de même que les résolutions et recommandations qui seraient issues de la conférence du Cap sont les suivants:

- fournir des informations pertinentes de nature à éclairer le processus de planification et de développement institutionnel de l'IIZ/DVV, de même que son activité de coopération internationale et la mobilisation des ressources requises pour la réalisation de ses objectifs;
- faciliter l'extension et le développement des initiatives prises par des acteurs et institutions impliqués dans des activités d'éducation des adultes à travers les différentes régions concernées;
- favoriser l'amélioration des échanges aux niveaux régional et sous-régional pour renforcer à terme, une coopération plus soutenue entre les institutions d'éducation des adultes dans les secteurs universitaires et non universitaires de différents pays et au plan international;
- contribuer à l'émergence d'une littérature comparée internationale relative à l'éducation des adultes.

Méthodologie de réalisation des études régionales

L'objectif fixé au départ était de répertorier et de décrire le plus grand nombre d'offres de FDF développées tant par des institutions universitaires que non universitaires à travers une analyse mettant en évidence la nature des formations (de courte et/ou de longue durée), de même que les types de thématiques de formation (de caractère général et/ou spécifique).

Concernant les institutions non universitaires, et considérant leur nombre potentiel élevé, seulement une dizaine devait être sélectionnée et répertoriée par pays. Dans cette logique, il était également prévu que la préférence irait aux institutions de portée régionale dont l'activité s'étendait par exemple à l'échelle de toute l'Afrique ou de l'Asie/Pacifique.

Vers la fin de l'année 2004, différents partenaires dans les régions ciblées reçurent pour mandat de réaliser un répertoire descriptif des opportunités et offres existantes de formation des formateurs d'adultes (FDF) dans leurs régions respectives, de même, des consultants furent commis à la tâche sur la base de contrats dont les délais d'exécution étaient stricts.

Ainsi, les rapports, comportant la formulation de recommandations appropriées, devaient être déposés à temps pour faire l'objet de discussions lors d'une confé-

rence internationale projetée par l'IIZ/DVV pour les 11, 12 et 13 avril 2005 à Cape Town en Afrique du Sud, et à laquelle prendraient part des représentants de certaines des institutions répertoriées.

Réalisation des études

Les questionnaires

Les études furent réalisées sur la base de questionnaires initialement conçus par l'IIZ/DVV et produits sous deux formes (l'une destinée aux institutions universitaires – universités et centres de formation – et l'autre réservée aux autres types d'institutions de formation).

Les questionnaires furent ensuite finalisés à partir des observations formulées par les équipes de chercheurs déjà à pied d'œuvre dans les différentes régions concernées, et furent ensuite distribués par courrielle électronique, avec une lettre d'engagement. Il était convenu qu'ils soient remplis et retournés par courrier électronique.

Informations générales

Informations générales concernant l'institution, sa structure organisationnelle, les mutations passées ou futures devant marquer sa structure organisationnelle (questions 1-5)

Effectif du personnel enseignant et types de programmes de développement des ressources humaines prévus (6-7)

Programmes formels

Programmes formels de formation de formateurs d'adultes, leurs curriculums et taux de succès (8-10)

Bibliothèque et matériel didactique (11)

Détails des composantes théoriques et pratiques des programmes formels (12)

Formation continue

Les offres de formation continue des éducateurs d'adultes, leurs contenus, le rapport théorie/pratique, et les taux de réussite (13-16)

Groupes bénéficiaires des programmes formels

Effectif total des étudiants, nombre d'étudiants étrangers, leurs âges et sexes, leurs expériences

ces préalables et leurs références professionnelles, et les activités envisagées après la formation (17-23)

Activités spécifiques

Axes de recherches, thèses de doctorat, publications, séminaires à caractère national, régional et international, (etc.) au cours des trois dernières années (24-28)

Coopération et échanges à l'intérieur du pays et avec l'extérieur (29-31)

Problèmes et recommandations

Analyse des problèmes, des insuffisances, des besoins en terme d'améliorations à apporter, etc. (32)

Recommandations visant les différentes formes de coopération, d'échanges et d'appui que devraient entreprendre l'IIZ/DVV, les autres agences de coopération internationale, de même que les institutions de l'enseignement supérieur engagées dans la formation des formateurs d'adultes (33-35)

Le questionnaire destiné aux institutions universitaires comportait 35 questions couvrant les aspects ci-après:

Toutes les études régionales font état des limites quantitatives des données collectées (situation due entre autres, aux difficultés d'accès aux adresses électroniques, à la complexité et à la longueur du questionnaire, et en partie, à l'incapacité de certaines organisations à fournir les données requises). Cela pose le problème de la représentativité de l'échantillonnage.

Afrique anglophone

Basés à l'Université du Botswana, les chercheurs impliqués dans la réalisation de l'étude ont entrepris d'identifier à travers l'Afrique anglophone toutes les institutions de l'enseignement supérieur ayant des offres de formation qualifiante en éducation des adultes. La collecte des données a été effectuée par des recherches sur Internet, à quoi se sont ajoutées des informations fournies par le personnel de l'IIZ/DVV et par d'autres personnes ressources opérant dans ce domaine, pour compléter les données dont disposaient les chercheurs eux-mêmes.

Ainsi, leurs efforts ont permis de recueillir et de compiler les coordonnées de 35 institutions dans 16 pays, auxquelles les questionnaires furent adressés par courrier électronique. Des accusés de réception par téléphone ou courrier électronique ont été enregistrés en provenance de 25 institutions de 13 pays, quoique les données réellement recueillies à terme ne provenaient que de 14 instituts, centres de formation et départements, situés dans 9 pays.

Ce faible taux de collecte de données est attribuable à la défaillance des systèmes de connexion Internet dans certaines régions d'Afrique (dans nombre de cas, il a été rapporté que de nombreux messages électroniques n'étaient pas parvenus à leurs destinataires), et dans certains autres cas, les questionnaires envoyés par courrier électronique ne sont pas parvenus non plus aux institutions visées; dans quelques cas, enfin, il fut déploré un manque d'esprit de coopération pur et simple de la part de certaines des institutions ciblées dans le cadre de l'enquête.

Par ailleurs, les informations incomplètes fournies par certaines institutions laissent supposer des failles dans leurs propres systèmes de gestion et de mise à jour des statistiques, à moins qu'il ne s'agisse une fois encore, d'un manque pur et simple d'esprit de coopération de la part des institutions concernées. Quelles que soient les raisons, les résultats recueillis s'évaluent à peine à la moitié des données quantitatives escomptées au départ.

Toutefois, en dépit de ce faible taux de collecte de données et du caractère incomplet des renseignements fournis par chaque institution ciblée, et que par ailleurs, les informations fournies laissaient paraître des incohérences, les chercheurs affirment que

Le tableau dressé à cette étape reflète de manière appropriée la situation actuelle, quoique d'un point de vue quantitatif, cet état des lieux ne soit pas exhaustif ou totalement exact au niveau de certaines institutions.

Afrique francophone

L'étude a été réalisée de novembre 2004 à la mi-février 2005, à travers des questionnaires électroniques adressés aux universités et instituts de formation dans les pays francophones en Afrique du Nord, de l'Ouest et du Centre. De nombreuses difficultés ont jalonné la collecte des données, notamment l'impossibilité d'accès à des sites web non fonctionnels dans certains pays, l'absence de réaction et/ou les lenteurs de transmission des données tant par les institutions universitaires que par les instituts indépendants de formation.

Les données collectées sont, en termes quantitatifs, en deçà des résultats escomptés et pourraient ne pas refléter un tableau exhaustif des offres de FDF disponibles dans toutes les sous-régions de l'Afrique francophone. Toutefois, les offres les plus anciennement connues dans la sous-région ont été recensées et décrites, soit 16 au total, dont 2 universités, 8 instituts indépendants de formation, et plusieurs ONG.

Asie centrale

L'identification des institutions éducatives du secteur formel et des organisations impliquées dans l'éducation non formelle a été réalisée avec l'aide d'agences d'appui à l'éducation, de projets de financement de programmes de FDF, mais aussi à travers Internet ou encore, par la méthode boule de neige. L'enquête préliminaire a ciblé 71 agences d'appui (28 au Kazakhstan, 14 au Kirghizstan, 10 au Tadjikistan, et 19 en Ouzbékistan). Ainsi, des données furent recueillies sur 113 organisations pourvoyeuses de FDF (37 au Kazakhstan, 20 au Kirghizstan, 27 au Tadjikistan, et 29 en Ouzbékistan).

Conformément aux termes de référence, il avait été projeté d'enquêter auprès de 10 institutions de formation du secteur formel et deux du secteur non formel par pays, soit un total de 48 institutions dans quatre pays d'Asie centrale.

La méthode d'administration des questionnaires par courrier électronique s'est révélée difficile, la plupart des structures ciblées ne réagissant pas. Les seules structures à réagir remplissaient les questionnaires seulement à moitié, occultant les questions qui nécessitaient beaucoup de temps de réponse, de même que celles perçues comme les plus difficiles. Le nombre projeté des institutions ciblées a été atteint seulement en Ouzbékistan où il était possible d'interviewer directement les interlocuteurs.

Les chercheurs ayant anticipé des difficultés avec les questionnaires électroniques, ils ont recueilli des informations complémentaires sur Internet, parallèlement au proces-

sus d'enquête électronique. Ainsi, l'enquête a été menée auprès de 42 organisations dont 34 ont rempli et renvoyé les questionnaires.

Asie du Sud

Dans cette région, des institutions universitaires et non universitaires pourvoyeuses d'offres de formation de formateurs d'adultes ont été identifiées sur la base de la méthode boule de neige, à travers des contacts et sur Internet, principalement en Inde, au Pakistan, au Bangladesh, au Népal, et au Sri Lanka. Environ 92 universités ont été contactées. Sur Internet, près de 70 ONG ont été ciblées en Inde, 15 dans chacun des autres pays à savoir, le Pakistan, le Bangladesh, le Sri Lanka et le Népal. Les questionnaires furent envoyés par la poste aux structures n'ayant pas d'adresses électroniques.

Lorsque les institutions ne renvoyaient pas les questionnaires remplis, et ne réagissaient pas aux relances fréquentes, la décision était alors prise de procéder à une collecte de données en rendant directement visite aux institutions sur le terrain, en Inde. En définitive, des données furent fournies par huit départements d'universités indiennes proposant des programmes d'éducation des adultes, de formation continue et des études de vulgarisation, de même que 10 ONG. Au Bangladesh et au Pakistan, deux ONG seulement ont rempli les questionnaires en dépit des relances constantes.

Les chercheurs en ont conclu que les questionnaires étaient trop complexes, exigeaient beaucoup de temps, et parfois, n'étaient pas pertinents dans leur contexte; par ailleurs, le faible taux de collecte de données signifie que l'échantillonnage était de taille réduite dans permettre de dresser un état des lieux suffisamment représentatif des tendances de formation de formateurs d'adultes en Asie du Sud; une des raisons entre autres, étant liée en particulier à l'absence totale de données provenant du Sri Lanka et du Népal, et seulement un questionnaire rempli respectivement au Bangladesh et au Pakistan.

Asie du Sud-Est

Une première phase a consisté à définir le concept de formateur, qui selon le coordinateur de la recherche, est perçu à la fois comme un professionnel dont la tâche consiste à former, à instruire ou à doter un groupe cible de compétences spécifiques;



Formation continue pour directeurs d'écoles professionnelles en Ouzbékistan

les formateurs sont également perçus comme des personnes assumant une fonction ou un rôle/une compétence dans des domaines spécifiques et dans des contextes différents (bien que toutes ces personnes ne pourraient être, en principe, considérées comme des formateurs). Cet essai de définition a donc permis de délimiter le type d'institutions pouvant être considérées comme pourvoyeuses de FDF, à savoir celles ayant des offres dans différents domaines :

- formations qualifiantes dans le domaine de l'appui au développement, de même qu'en éducation des adultes;
- formation professionnelle assurée par des institutions universitaires d'enseignement théorique et de formation pratique;
- institutions publiques, privées et non gouvernementales constituant une composante du système de développement des ressources humaines (DRH).

Un réseau de coordinateurs nationaux fut établi à Brunei, en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines, à Singapour et en Thaïlande, avec d'une part pour mission d'identifier les institutions les plus représentatives de l'enseignement supérieur et les ONG ayant des offres de formation des formateurs d'adultes (au sens le plus large du terme) et de l'autre, d'envoyer les questionnaires aux institutions retenues.

La tâche visant à persuader les institutions ciblées de fournir les informations requises se révéla difficile en dépit des efforts fournis pour leur expliquer le bien fondé de l'étude. Des quatre institutions contactées à Brunei, seul l'Institut de la fonction publique réagit. Tandis qu'à Singapour, 3 sur 13 répondirent (un questionnaire étant nul); 4 sur 6 réagirent aux Philippines; 2 sur 8 en Indonésie et aucune réponse de Malaisie. En Thaïlande, 2 sur 10 (une université et une institution publique d'éducation non formelle). Au total, 11 organisations ont réagi sur les 45 ciblées.

Eu égard à la taille réduite de l'échantillon, les résultats ne peuvent être considérés comme représentatifs des offres disponibles sur l'ensemble de la région. Cependant, ces résultats illustrent les préoccupations relatives à la formation des formateurs, notamment celles ayant trait à l'amélioration de leurs capacités professionnelles.

Selon les chercheurs, le taux de réponses enregistré est dû à une combinaison de facteurs, en dépit des efforts particuliers de certains coordinateurs nationaux. Le taux appréciable de réactions des ONG est le reflet de leurs capacités accrues en matière de relations publiques et de mobilisation de ressources – elles sont mieux préparées à fournir des informations pour ce type d'enquête. Les réactions appréciables enregistrées en Thaïlande et aux Philippines pourraient être attribuables à la culture du partage de l'information qui y prévaut plus que dans les autres pays, notamment dans ceux où un visa officiel est exigé pour toute obtention d'informations. Quant aux Philippines, la maîtrise de l'anglais a pu être un atout favorable.

Pacifique Sud

L'étude se rapportant à cette région a été réalisée par le Bureau Pacifique Sud/Asie pour l'éducation des adultes (ASPBAE). Des difficultés ont été relevées: entre autres, les délais restrictifs fixés pour la réalisation de l'étude, le manque de technologie appropriée (adresse électronique) ayant empêché de nombreuses institutions d'éducation professionnelle pour adultes de réagir. Par ailleurs, nombre de ces institutions ne disposaient pas de statistiques actualisées afin de fournir en temps réel les informations recherchées dans le cadre de la présente étude.

De plus, l'on a pu observer une insuffisance de personnel professionnel devant remplir les questionnaires; en outre, il est apparu, suite à l'examen des questionnaires remplis, que certains de ces employés n'étaient pas capables de distinguer réellement la nature des formations d'adultes faisant l'objet de l'étude, des autres types de formation développées au sein de leurs institutions respectives. Par conséquent, une grande proportion des données traitées dans le présent rapport a été compilée à partir des interviews réalisées avec les directeurs d'institutions de l'enseignement supérieur et de l'éducation non formelle d'une part, et de l'autre, avec les éducateurs et les formateurs eux-mêmes.



Orateur lors d'une cérémonie de remise des diplômes d'alphabétisation à Malaita, Îles Salomon

Les rapports régionaux

Les six rapports de l'étude internationale furent envoyés aux délégués avant la conférence du Cap et leur contenu présenté sous une forme synthétique (quoique certains rapports devaient être actualisés par la suite). Les sections ci-après présentent de brefs résumés des différents rapports, de même que des éléments tirés des présentations faites durant la conférence. Les recommandations formulées dans les différents rapports feront l'objet d'un examen détaillé dans un autre chapitre.

Afrique anglophone

L'étude a été réalisée par Stanley Mpfu avec la collaboration de Frank Youngman de l'Université du Botswana.

Le rapport s'est limité aux institutions de l'enseignement supérieur, de fait, à 11 universités d'État de pays anglophones d'Afrique. Il reflète un état consolidé de programmes d'éducation des adultes conçus et mis en oeuvre dans des départements relevant de l'enseignement universitaire formel (un nombre réduit de ces départements, il est vrai, n'a pas encore atteint le stade d'une démultiplication en sections); par ailleurs, le rapport présente des centres d'éducation des adultes (dont certains sont issus des centres d'études extra muraux, et sont encore tributaires de certaines approches didactiques d'éducation non formelle).

Du point de vue historique, la plupart de ces départements ont contribué à la formation d'un nombre relativement important de fonctionnaires d'État tels que les agents de vulgarisation. Mais ils n'ont pas subi beaucoup de réformes au cours des années récentes et ne semblent pas devoir faire l'objet de changements dans un avenir proche (quoique des mutations structurelles puissent éventuellement résulter de la tendance actuelle observée dans l'enseignement supérieur et visant à transformer les petits départements en de grandes écoles de disciplines connexes.)

Les institutions universitaires sont structurées en hiérarchies traditionnelles de professeurs, de maîtres de conférences et de maîtres assistants (la dernière catégorie étant la plus large de la structure pyramidale du personnel); ce personnel enseignant est en majorité permanent et utilisé à plein temps. Les opportunités de formation continue du personnel enseignant, notamment à travers des formations pour l'obtention de grades supérieurs, la participation à des conférences et séminaires, des stages d'études à l'étranger, etc. sont limitées.

Les qualifications conférées sont également très standardisées à savoir: certificats du premier cycle, licences, (avec l'éducation des adultes généralement comme une simple option), maîtrises et doctorats. Les 11 institutions auprès desquelles l'enquête a été effectuée comptent un total cumulé de 3587 étudiants inscrits au cours de l'année universitaire (2004 et 2005).

De même, 644 certificats d'études du premier cycle, 1334 diplômes professionnels, 1191 licences, 37 maîtrises, 287 masters et 94 Ph.D ont été délivrés. L'on observe une tendance marquée pour la quête de diplômes supérieurs en éducation des adultes, surtout au sein des départements les plus anciens.

Toutefois, le fait que les programmes donnant droit à des certificats intermédiaires continuent de bénéficier d'un intérêt accru, certificats qui constituent une passerelle entre les qualifications sans base professionnelle de fin d'études des lycées, et les diplômes de l'enseignement supérieur, laissent à penser que la plupart des systèmes éducatifs concernés n'ont pas atteint les niveaux universitaires supérieurs requis pour satisfaire les besoins variés et croissants de formation.

Par ailleurs, les curriculums de la plupart des différents cycles restent tout aussi standardisés, reflétant ainsi la trame traditionnelle typique du système anglo-saxon d'éducation des adultes qui s'articule autour:

- des fondements théoriques de l'éducation des adultes,
- de la formation des adultes,
- des curriculums et de la méthodologie de l'éducation des adultes,
- du management de l'éducation, à quoi s'ajoutent d'autres disciplines pouvant varier, notamment,
- la pratique professionnelle,
- l'encadrement andragogique,
- la formation à la recherche, et
- des études ayant trait aux questions de développement et à la mondialisation.

Il ne semble pas y avoir eu beaucoup de réformes curriculaires – seules quatre institutions ont subi une réforme profonde. Quant à l'équilibre entre théorie, pratique et recherche, il varie d'une institution et d'un programme à l'autre. Aussi, la tendance qui consiste à réduire l'enseignement théorique pour accroître la composante de la recherche à mesure que l'étudiant évolue vers les cycles supérieurs, n'est-elle pas fortement accentuée dans plusieurs des institutions où l'enseignement théorique reste prédominant même dans les cycles supérieurs.

La plupart des programmes universitaires sont répartis en semestres, et les cours sont dispensés soit à plein temps, soit à temps partiel, ou à distance, ou encore selon une combinaison de ces différentes modalités. Des anomalies sont observées dans des cas où des étudiants inscrits à plein temps et d'autres à temps partiel obtiennent leurs diplômes dans le même laps de temps. D'une manière générale, le taux de réussite dans le système formel est élevé.

Outre les bibliothèques généralistes, plusieurs institutions disposent de bibliothèques spécialisées, quoique de taille réduite, pour la filière d'éducation des adultes. Par contre, la plupart d'entre elles disposent d'un nombre limité de revues d'éducation des adultes. Six départements ont élaboré du matériel didactique ou de lecture pour les étudiants de la filière. Quant aux équipements audiovisuels et informatiques, ils sont très sommaires dans la plupart des départements de FDF. Quatre départements



Cérémonie de remise des diplômes à l'université de Lesotho

seulement disposent de magnétoscopes, de projecteurs vidéo et de rétroprojecteurs. Dix départements de FDF offrent l'accès aux ordinateurs, bien que cette possibilité soit très limitée une fois de plus.

La formation permanente est disponible soit

- sous forme de séminaires/ateliers de courte durée et sans unités de valeur (six départements de FDF), soit
- sous forme de formation qualifiante formelle de longue durée (quatre départements de FDF).

Par ailleurs, il est intéressant de relever au nombre des bénéficiaires de cette dernière modalité, des personnes qui ne sont généralement pas considérés comme des éducateurs d'adultes, en l'occurrence, il s'agit d'enseignants de l'école formelle.

Les effectifs d'étudiants comptent une grande majorité de nationaux et seulement quelques étrangers dans les cycles postlicence. Quant à la répartition par genre, il semble y avoir plus d'étudiants de sexe féminin sur l'ensemble des effectifs cumulés de toutes les institutions, tandis qu'une parité est observée dans quatre départements, une supériorité d'étudiants de sexe masculin dans un seul département, et une supériorité d'étudiants de sexe féminin dans deux départements.

De façon prévisible, la grande majorité des étudiants est située dans la tranche d'âges de 21 à 50 ans; cependant, deux départements recrutent des étudiants faisant leur première entrée à l'université. Si non, la plupart des étudiants ont déjà une expérience professionnelle en rapport avec l'éducation des adultes, notamment dans les domaines de la formation, de la vulgarisation, du développement rural, de l'administration et de la gestion de projets par les ONG et les organisations de la société civile, et généralement, ils retournent pour la plupart à ces mêmes activités après cette formation.

La plupart sont employés par l'administration publique, y compris le nombre croissant d'enseignants de l'école formelle qui s'inscrivent dans la filière d'éducation des adultes à l'université. La plupart des départements de la filière ont conduit des recherches visant à retrouver les traces de leurs anciens étudiants. Il ressort de ces recherches que lorsque les étudiants en fin de formation ne retournent pas à des emplois déjà acquis, ils ont des difficultés à s'intégrer sur le marché du travail, ce qui laisse supposer que les débouchés pour les éducateurs d'adultes sont saturés dans certains contextes nationaux.

Les activités relatives à la recherche et les publications y afférentes ne sont pas fortement développées par les départements universitaires de la filière FDF. Les sujets de recherche faisant l'objet de publications plus ou moins régulières, ont plutôt trait à l'alphabétisation et à l'éducation de base, au développement communautaire, au genre, à l'enseignement/apprentissage et à l'apprentissage libre.

L'on observe par ailleurs un faible engagement des institutions de FDF à organiser systématiquement des séminaires et conférences. Ainsi, au cours des trois dernières années, seulement deux conférences internationales ont été organisées par deux des institutions ayant répondu aux questionnaires.

Dans le domaine de la coopération universitaire, un nombre limité de partenariats existe entre les institutions; ainsi, quatre départements seulement entretiennent des liens formels de partenariat universitaire avec d'autres institutions. Quelques départements entretiennent des formes variées de collaboration de type national, régional et international, avec d'autres structures et réseaux.

Quatre institutions universitaires, à savoir, le *Centre for Adult and Continuing Education* (CACE) de l'Université de Western Cape, le *Centre for Adult Education* de l'Université du KwaZulu-Natal, (Afrique du Sud), le *Department of Adult Education* d'Ibadan et le *Department of Adult Education* de l'Université du Botswana constituent des centres d'excellence dans le domaine de l'alphabétisation et de l'élaboration de matériel didactique d'enseignement/apprentissage.

Au regard des défis à relever, les départements de FDF ayant rempli les questionnaires évoquent des difficultés internes ayant trait au financement, à l'insuffisance et à la formation du personnel enseignant, à l'insuffisance de matériel didactique et d'équipements informatiques. Le seul défi externe est lié, selon l'une des institutions, à la marginalisation de l'éducation des adultes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'université.

Les domaines majeurs de collaboration évoqués par la plupart des institutions, et dans lesquels elles souhaiteraient bénéficier de l'appui de l'IIZ/DVV et d'autres agences concernent: les échanges d'enseignants, de chercheurs et de ressources, la collaboration en matière de recherche, de manuels et de matériel didactiques, les opportunités de formation du personnel enseignant, les échanges de programmes et de personnel.

Afrique francophone

L'étude relative à cette sous-région a été réalisée entre novembre 2004 et février 2005 par Bernard Hagnonnou, un chercheur en éducation des adultes.

En dépit des limites dues à sa focalisation sur l'Afrique de l'Ouest, cette étude reflète un état des lieux fidèle de la structure logique formelle des trois catégories d'approches d'éducation des adultes développées par différentes institutions de formation, à savoir:

- des offres de FDF développées par un nombre très limité d'universités (Afrique de l'Ouest et à Madagascar) et s'inscrivant dans une approche holistique d'éducation des adultes,

- des offres développées par une ou deux universités et se focalisant sur l'alphabétisation, et enfin,
- des offres relatives au transfert de compétences techniques au profit d'agents de développement, notamment ceux opérant dans des ONG et des programmes d'éducation à la citoyenneté proposés par des instituts indépendants de formation.

Enfin, l'étude décrit les offres de FDF s'adressant à des praticiens d'alphabétisation de terrain et qui sont proposées par des ONG dont on ne peut s'attendre à ce qu'elles soient des structures de conception et de développement de curriculums de formation des formateurs d'adultes, au sens strict du terme.

Un autre aspect intéressant de l'étude sur l'Afrique francophone a trait à la description du contexte historique dans lequel ont émergé les approches de différentes typologies de formation de formateurs d'adultes en Afrique francophone. Ainsi,

- la première phase historique (du milieu des années 70 au milieu des années 90) correspond à la période post-indépendance au cours de laquelle se sont développées les campagnes d'éradication de l'analphabétisme. La formation des formateurs d'adultes était sommaire et focalisée sur les compétences d'alphabétisation.
- La seconde phase historique a vu se développer une approche plus générale et holistique d'éducation des adultes, de même que des curriculums universitaires et des méthodes d'évaluation y afférents (de la fin des années 90 au début des années 2000).
- La troisième phase enfin, correspond d'une part à une approche visant à répondre aux besoins d'éducation à la citoyenneté en vue d'une consolidation de la démocratie pluraliste et de l'autre, à une formation pour le renforcement des capacités de développement communautaire. Toutefois, ces deux dernières tendances ne se sont pas succédées dans un ordre de subséquence mécanique mais se sont développées simultanément. (des années 60 à aujourd'hui).

Par ailleurs, l'étude examine en détail les curriculums et qualifications proposés à travers les différentes offres des institutions pourvoyeuses de programmes de FDF. Ainsi, les caractéristiques spécifiques à chaque catégorie d'offres sont soulignées, à savoir que:

- les offres de formation aux compétences d'alphabétisation mettent fortement l'accent sur l'acquisition des outils d'analyse linguistique (description et transcription des langues);
- les offres holistiques d'éducation des adultes quant à elles mettent l'accent sur l'acquisition d'outils théoriques, de compétences professionnelles et de la capacité des bénéficiaires à procéder à une analyse critique d'un environnement éducatif et à entreprendre une recherche pertinente en éducation;

- les offres de renforcement des capacités de développement enfin, encouragent l'appropriation des méthodes participatives et des compétences et stratégies relatives à l'appui au développement local, de même que les compétences relatives à l'éducation à la citoyenneté pour le renforcement de la démocratie pluraliste.

Les offres de formation développées par les ONG dont le nombre est en augmentation constante, comprennent quant à elles différents types de formation initiale et continue au profit des praticiens d'alphabétisation et d'éducation non formelle qui interviennent dans l'appui au développement local. À ce sujet, il est à noter que les critères d'admission des candidats aux différentes formations proposées par ces ONG sont bien moins limitatifs que ceux exigés par les institutions universitaires dont la tendance est d'imposer des conditions de qualifications plus élevées d'accès aux formations. En général, les formateurs encadrés par ces ONG sont déjà employés dans des programmes existants ou, le cas contraire, ils peuvent avoir accès à des opportunités d'emplois dans des programmes spécifiques locaux.

- Par ailleurs, l'étude tente une analyse des forces et faiblesses des différents types d'offres de FDF. À cet égard, les avantages et inconvénients suivants ont été mis en évidence.

Les programmes de formation de cycle long de l'enseignement supérieur ont pour avantages, entre autres, de

- rendre les étudiants capables d'analyser un environnement éducatif complexe;
- renforcer la capacité de ces étudiants à répondre aux besoins réels de formation des communautés cibles;
- amener les étudiants à pouvoir mettre en œuvre des pratiques formatives créatrices et efficaces.

Les inconvénients de ces formations de cycle long sont les suivants:

- un coût relativement élevé,
- des ressources humaines et techniques limitées,
- le risque d'un accent excessif sur les cours théoriques et d'un accent insuffisant sur la pratique,
- des difficultés d'accès aux publications de recherches, aux bibliothèques et aux outils des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Les formations en éducation non formelle de courte durée proposées quant à elles par les ONG ont des avantages qui sont d'être:

- accessibles aux praticiens de terrain,
- accessibles à un grand nombre de bénéficiaires.

Par contre, leur inconvénients sont liés à:

- leur courte durée et leur caractère sommaire;

- le risque d'un manque d'approfondissement des connaissances enseignées;
- la précarité des compétences mal consolidées.

Les sources de financement de la formation des éducateurs d'adultes varient selon le type d'institutions pourvoyeuses. Ainsi, les offres proposées par les universités et instituts universitaires spécialisés sont financées grâce aux allocations du budget public que viennent compléter des subventions extérieures. Les étudiants quant à eux bénéficient de bourses attribuées tant par l'État que par des partenaires au développement. Les instituts indépendants obtiennent des financements publics et privés. Les ONG enfin, obtiennent des financements de partenaires au développement et des communautés bénéficiaires de leurs prestations.

Le matériel didactique est généralement inadéquat, et comme l'éducation à distance est très faiblement développée, il y a très peu de matériel d'apprentissage conçu et élaboré à cet effet.

Les activités en matière de recherches et de publication sont insignifiantes voire inexistantes, car il n'y a pas d'instituts de recherche consacrés à l'éducation des adultes et à la formation des éducateurs d'adultes (quoique l'Université de Ouagadougou qui devient depuis quelques années un centre d'attraction pour les chercheurs, formateurs et bénéficiaires de l'éducation des adultes, et de ce fait, a des atouts pour devenir un pôle d'excellence en Afrique de l'Ouest, envisage de créer un institut de recherche sur l'éducation des adultes).

Le renforcement continu de la professionnalisation se fait à travers la recherche et l'acquisition de nouvelles compétences. Les ONG disposent de peu de personnel qualifié mais utilisent des agents ayant acquis une expérience de terrain appréciable.

Le rapport de l'étude conclut que l'Afrique francophone, qui ne connaissait pas de tradition d'éducation des adultes, semble avoir accumulé un retard considérable en matière de développement des ressources institutionnelles et humaines pour la formation des formateurs d'adultes, surtout en raison de l'absence de curriculums y afférents dans la majorité des universités francophones d'Afrique.

Asie centrale

L'état des lieux des institutions formelles et non formelles engagées dans la formation des formateurs d'adultes a été réalisé à travers le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan par le *Centre for Social Research* ou Centre de recherche sociale (Tahlil) basé à Tachkent, en Ouzbékistan; et le rapport a été élaboré par Uwe Gartenschlaeger, chef du bureau sous-régional de l'IIZ/DVV pour l'Asie centrale et le Caucase.

Le rapport relatif à cette région d'Asie centrale décrit un état des lieux sensiblement différent de celui des autres régions dans lesquelles l'étude a été menée. En effet, les quatre pays d'Asie centrale à savoir le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan affichent tous des caractéristiques similaires au regard du contexte et des différents aspects de leurs programmes d'éducation des adultes à savoir:



Formation de tourneur pour chômeurs en Ouzbékistan

- la fin du système d'éducation précédemment financé par l'État dans l'ex-Union soviétique;
- l'absence déplorables de synergie entre les institutions éducatives publiques développant des programmes de formation professionnelle et d'éducation permanente d'une part et de l'autre, le secteur non réglementé de structures à but non lucratif et/ou à but lucratif développant une gamme très variée d'offres et de programmes d'éducation ciblant des adultes;
- l'absence d'institutions se consacrant à la formation des praticiens d'éducation des adultes et enfin,
- les énormes opportunités qui existent, dans le même temps, et qui pourraient permettre d'initier et de mettre en œuvre un nouveau système d'éducation des adultes.

Alors que la région jouit d'un héritage appréciable de niveau général éducatif élevé (en conséquence de quoi les besoins d'éducation de base et d'alphabétisation des adultes sont très infimes), cependant, les structures impliquées dans l'éducation des adultes éprouvent des problèmes dans le contexte actuel, à savoir

- des difficultés de mobilisation des ressources nécessaires à la formation des professionnels de l'éducation des adultes et du financement des programmes de formation des formateurs d'adultes;
- la précarité des ressources financières des structures de gestion des programmes d'éducation non formelle qui reste préoccupante, notamment parce que leurs seules sources de financement au stade actuel dépendent dans une large mesure des subventions des partenaires au développement;
- le caractère prohibitif du système payant de formation pour la majorité des populations;
- un accès et une utilisation limités des technologies de l'information et de la communication et, enfin,

- l'inexistence d'institutions formelles pouvant offrir des programmes de formation des formateurs.

Quoique des réformes aient été appliquées dans les systèmes éducatifs de ces pays, il n'existe pas encore de cadre institutionnel pour l'éducation des adultes. La plupart des programmes d'éducation des adultes sont financés par des partenaires au développement qui appuient les programmes dont l'éducation des adultes ne constitue parfois qu'un des volets. Cependant, les besoins en matière d'éducation des adultes continuent de se faire sentir dans la région, notamment:

- des formations qualifiantes pouvant accroître les chances d'accès des bénéficiaires à des emplois (en particulier lorsque ces formations intègrent l'utilisation des nouvelles technologies), ou encore
- des formations relatives aux activités génératrices de revenus pour des opérateurs du secteur informel.

Les structures s'impliquant dans le développement des offres d'éducation des adultes sont de plusieurs types. Une typologie peut être retenue pour classer ces différentes structures, à savoir:

- institutions spécialisées dans l'éducation non formelle et de taille relativement importante: gérées comme des entreprises commerciales, elles ont pour vocation de former des cadres de gestion (y compris des fonctionnaires d'État) et disposent de ressources adéquates y compris des locaux, des équipements et du personnel qualifié;
- institutions non formelles de taille modeste, qui ne sont pas spécialisées en éducation ou dans la formation, et qui disposent de centres de consultation et de prestations de services pour le secteur privé;
- institutions éducatives du secteur formel et de taille importante: ayant des infrastructures et des capacités dépassées, de même que des ressources financières limitées, elles visent à coopérer avec les structures publiques et n'ont que très peu de relations avec les secteurs privés et non gouvernementaux. Certaines de ces institutions proposent des programmes de formation supérieure d'études commerciales, et disposent de capacités financières et de ressources appréciables;
- Institutions non gouvernementales de petite taille: n'ayant pas comme activité principale l'éducation des adultes, elles s'attellent plutôt à aider des groupes communautaires spécifiques cibles à trouver des solutions à leurs problèmes sociaux. Leur caractère éclectique et leur manque de spécialisation s'expliquent par leur dépendance presque totale des subventions des partenaires au développement d'une part et de l'autre, par leur précarité financière qui résulte de cette dépendance. Leurs infrastructures d'accueil sont très limitées, quoique meilleures par rapport à

celles des structures éducatives publique de même statut. Leur faiblesse est liée à un personnel peu qualifié et n'ayant pas accès à des formations systémiques.

Toutes ces institutions considèrent l'éducation et la formation comme importantes et recourent à des formateurs qualifiés en éducation des adultes (souvent sur une base contractuelle à durée déterminée). Le recours à des sources extérieures de financement pour recruter des formateurs d'adultes est compréhensible en raison de leur fragilité financière. Lorsque certains employés sont permanents, ils exercent parfois des fonctions liées à l'éducation des adultes seulement comme une partie de leurs tâches.

Ils sont généralement spécialisés dans un domaine spécifique, souvent autre que l'éducation des adultes, et ont, par conséquent, besoin d'acquérir des compétences accrues dans le domaine de l'éducation des adultes. Les autres caractéristiques de ces offres sont les suivantes:

- les principales modalités actuelles de renforcement des compétences professionnelles sont des stages d'étude à l'étranger, des séminaires et ateliers de formation de courte durée;
- les programmes de formation et les curriculums sont essentiellement axés sur une gamme variée de sujets qui comportent, outre les démarches méthodologiques d'éducation des adultes, la même trame de composantes curriculaires;
- les modalités de formation sont essentiellement marquées par des ateliers de formation de courte durée;
- les effectifs moyens de stagiaires par groupe de formation au cours des deux dernières années varient de 30 à 50;
- l'âge moyen des stagiaires varie de 20 à 40 ans et les femmes en représentent la majorité (une croyance populaire consiste à considérer les professions enseignantes comme des fonctions féminines);
- les critères d'admission tendent à inclure soit des qualifications de l'enseignement supérieur, soit une expérience professionnelle. Les enseignants et les professionnels de l'éducation constituent la majorité des stagiaires. Par contre, les agents des ONG et autres leaders communautaires semblent peu nombreux parmi les participants à ces formations;
- la nécessité s'impose de procéder à un diagnostic des besoins et au suivi/évaluation des programmes de formation;
- l'accréditation des formations est largement assurée au Kazakhstan, par contre, dans les autres pays de la région, la proportion de programmes de formation accrédités varie de 30 à 40%, avec, de façon surprenante, l'accréditation la plus importante accordée aux programmes des ONG.

Plusieurs des institutions produisent du matériel didactique, des publications, des lettres d'information et des résultats de recherches. Des conférences et séminaires sont organisés. Les équipements informatiques et audio-visuels sont rares et peu utilisés. Quoique 30 à 80 % des institutions de la région disposent d'ordinateurs, leur utilisation dans les formations reste limitée. Les ressources bibliothécaires relatives à l'éducation des adultes sont également très limitées et dépendent généralement des partenaires au développement.

Les institutions ayant fait l'objet de la présente étude entretiennent des relations de partenariat avec d'autres institutions, en particulier avec des partenaires multilatéraux qui sont les principaux donateurs apportant un appui financier, technologique et méthodologique aux institutions pourvoyeuses d'offres de formation des formateurs. Toutefois, le partenariat avec les médias locaux, les syndicats et les organisations communautaires locales semble limité.

L'étude a identifié une série de problèmes en matière de formation des formateurs d'adultes dans la région, à savoir:

- absence de diagnostic rationnel des besoins actuels des formateurs et éducateurs et de projection des besoins de formation de ces spécialistes;
- insuffisance quantitative d'institutions éducatives devant assurer la formation, le recyclage et l'amélioration des compétences professionnelles des éducateurs et des formateurs d'adultes;
- différences entre les secteurs d'éducation formelle et non formelle rendant difficile le partenariat et l'articulation de ces deux secteurs, de même que la création d'un cadre institutionnel approprié;
- absence d'un cadre institutionnel approprié;
- problèmes d'ordre organisationnel essentiellement dûs à des faiblesses en termes de capacité institutionnelle, d'infrastructures, de mise en réseau et de communication;
- problèmes de précarité financière dans le secteur non formel;
- rareté des ressources y compris un accès inadéquat à des ressources éducatives;
- insuffisances en termes de méthodes et de techniques de formation et de matériel didactique;
- insuffisance de formateurs qualifiés d'éducateurs d'adultes, et d'opportunités d'amélioration des compétences professionnelles de ces derniers.

Les problèmes décrits ci-dessus empêchent la généralisation de l'éducation des adultes et constituent un frein à la réalisation d'une formation de qualité au bénéfice des

formateurs d'adultes. Cet état de fait engendre des faiblesses typiques dans le système de formation des spécialistes de l'éducation des adultes.

Dans la plupart des pays d'Asie centrale concernés par la présente étude, l'éducation des adultes est encore loin de bénéficier de toute l'attention requise auprès des institutions gouvernementales et publiques et n'est pas encore une composante intégrée au système d'éducation permanente. L'État dans ces pays doit apporter un appui conséquent à l'éducation des adultes à travers diverses institutions publiques impliquées, de même, il devrait encourager une diversification des formes variées d'éducation des adultes, plutôt que d'exercer un monopole et un contrôle total et strict sur ce domaine d'activité éducative.

L'éducation des adultes pour être efficace dans cette région requiert des dispositions précises, à savoir qu'elle doit:

- devenir une préoccupation constante au niveau des institutions gouvernementales et de l'ensemble de la société civile;
- s'intégrer dans une synergie avec les autres composantes du système éducatif, y compris du système d'éducation permanente;
- prendre appui sur les fondements théoriques des sciences de l'éducation et de l'éducation des adultes en particulier;
- s'intégrer dans un marché libéralisé et opérationnel des prestations de services éducatives avec des infrastructures adéquates.

Enfin, les pays d'Asie centrale doivent:

- rebâtir sur de nouveaux fondements un système holistique et intégré d'éducation des adultes;
- s'assurer qu'un tel processus s'inscrive dans la durée, ce qui implique:
- l'identification des besoins prioritaires, et
- le déploiement d'efforts synergiques soutenus.

Asie du Sud

L'étude relative à cette région a été réalisée par le Dr Mandakini Pant de la *Society for Participatory Research in Asia* (Société de recherche participative en Asie) de New Delhi en Inde. Les enquêtes ont été menées auprès de huit universités et de dix ONG en Inde et d'une ONG respectivement au Bangladesh et au Pakistan.

L'Asie du Sud est une région où des millions de personnes vivent dans une pauvreté frappante. Cette région compte la moitié des analphabètes du monde, et est livrée à une série de conflits interethniques. Les impératifs de la mondialisation y ont en-

traîné la disparition de l'État-providence et, par voie de conséquence, la restriction des services sociaux.

L'éducation des adultes qui représente à la fois un domaine de pratique et un champ d'étude, est assurée par des institutions formelles et non formelles qui à divers degrés, proposent des offres spécifiques de formation soit pour leurs propres membres, soit pour l'ensemble de la communauté, ou encore pour les deux à la fois.

L'éducation des adultes dans l'enseignement supérieur est fortement subventionnée par l'État. Ainsi, en Inde, les institutions de l'enseignement supérieur en charge de l'éducation des adultes bénéficient de subventions substantielles par le biais de la Commission des subventions aux universités, qui a veillé à la mise en place de 92 départements ou centres d'éducation des adultes, d'éducation permanente et de vulgarisation. Ces départements dispensent des formations de premier et de second cycle en matière d'éducation des adultes, d'éducation non formelle et de techniques de vulgarisation.

Par ailleurs, ces institutions ont joué un rôle important dans le cadre de la mise en oeuvre d'initiatives nationales variées relatives à l'éducation des adultes et à l'alphabétisation, au nombre desquelles le Programme national d'alphabétisation de 1978, le Programme des 20 points de 1983 à 1989, de même que la Campagne d'éradication totale de l'alphabétisation réalisée par la Mission nationale d'alphabétisation de 1992 à 1997. Actuellement, le dixième plan d'action de la Commission des subventions aux universités est opérationnel.

Les universités accordent des subventions directes à des étudiants au titre des études menées dans le cadre de curriculums formels, de même qu'à des étudiants inscrits dans des programmes d'éducation permanente assurés par des institutions non formelles. Le principal objectif est de familiariser les bénéficiaires avec les aspects conceptuels et opérationnels des programmes d'éducation des adultes.

Les formateurs de formateurs d'adultes pour ce qui les concerne, ont suivi eux-mêmes des formations d'éducation des adultes à travers un cursus formel, et sont supposés avoir une grande maîtrise des connaissances approfondies relatives aux disciplines fondatrices de la théorie de l'éducation des adultes. En outre, ceux intervenant dans l'enseignement supérieur sont également impliqués dans la recherche et sont membres de réseaux scientifiques. Ils sont aussi impliqués dans les processus de diagnostic des besoins, de planification et de mise en oeuvre des programmes, de budgétisation des ressources, de sélection des impétrants devant intégrer les groupes d'apprenants des filières d'éducation des adultes, de même que les facilitateurs et d'autres personnels spécialisés; ils sont aussi impliqués dans la formation des formateurs, la recherche et l'évaluation, de même que la conception/élaboration de matériel didactique.

Malheureusement, le système universitaire en Inde n'offre pas de grandes opportunités de promotion professionnelle pour les formateurs d'adultes. Le nombre de départements au sein des universités offrant des cours réguliers de niveau supérieur est relativement faible et leur capacité d'absorption des demandes d'inscription reste tout aussi faible. Il en résulte les constats ci-après, à savoir:

- le peu d'importance accordée aux départements d'éducation des adultes au sein des universités;
- l'insuffisance d'enseignants et de personnel qualifiés au niveau des facultés;
- l'insuffisance de ressources financières nécessaires à l'amélioration des infrastructures et à la conception de programmes novateurs de formation.

Toutes les insuffisances mentionnées ci-dessus réduisent davantage les chances de renforcement de l'éducation des adultes.

Les grades et qualifications conférés dans le cadre des cursus des programmes formels d'éducation des adultes incluent la série standard de licence, maîtrise et certificats de DESS, troisième cycle et doctorats, quoi qu'il n'y ait pas d'harmonisation nationale de ces grades. Beaucoup de ces cursus mettent fortement l'accent sur les cours théoriques, et les formations sont généralement gratuites. Les bénéficiaires sont souvent des agents de vulgarisation et de développement rural, avec des profils et une expérience professionnelle variés qui sont des atouts favorables à leur succès dans ces formations, et qui les poussent généralement à retourner à leurs emplois précédents.

La plupart de ces institutions de formation disposent de bibliothèques spécialisées bien fournies, de même que du matériel didactique bien conçu et d'équipements audio-visuels appropriés. Cependant, l'accès aux outils informatiques et à l'Internet pour les étudiants est limité, et seulement quatre des institutions auprès desquelles l'enquête a été menée ont confirmé la disponibilité de ces outils. Un faible accent est mis sur la recherche sauf au niveau du PH.D. D'une manière générale, les résultats des recherches au niveau des départements d'éducation des adultes restent faibles.

Les institutions de l'enseignement supérieur ayant des offres d'éducation des adultes proposent également des cours d'éducation permanente ayant trait à une gamme



Production de coir par les membres d'un groupe de femmes au Kerala, Inde

variée de thématiques de formation, et selon des modalités d'enseignement et des durées de formation variées, à savoir:

- cours résidentiels,
- formations extra-muros,
- combinaison de ces deux modalités,
- formation de terrain ou encore,
- éducation à distance.
- Les critères d'admission sont très peu limitatifs sauf pour les formations diplômantes.

Certaines des offres relatives à l'éducation permanente et aux techniques de vulgarisation visent essentiellement à sensibiliser les bénéficiaires sur les problèmes sociaux (droits humains, protection de l'environnement, égalité des genres, VIH/SIDA, droits des consommateurs, harmonie au sein des collectivités, etc.); ces offres sont par ailleurs développées en concertation avec les administrations publiques, les organisations de la société civile, les réseaux d'ONG, et d'autres structures professionnelles, aux fins de trouver des solutions aux problèmes sociaux.

Malheureusement, le contenu de la formation continue en éducation des adultes a peu de pertinence pour les besoins des personnels déjà en activité. En effet, la formation est réduite à l'acquisition de compétences opérationnelles relatives aux programmes en cours d'exécution sur le terrain, et les personnels en fonction y gagnent très peu en termes de savoirs et d'expertises professionnelles. Les compétences qu'ils acquièrent peuvent tout au plus les aider à assumer des fonctions minimales mais, demeurent insuffisantes pour les préparer au plan professionnel à affronter les défis techniques qui émergent d'un domaine d'éducation des adultes très vaste et en pleine expansion.

Les départements au sein des universités entretiennent des partenariats relativement actifs avec d'autres institutions similaires, et aussi avec des administrations publiques et des programmes tels que la Mission nationale d'alphabétisation (quoique des plaintes aient été enregistrées au sujet d'un manque de soutien de la part de cette dernière aux acteurs dans le besoin); ces partenariats existent également avec des institutions paragonnementales, de même qu'avec des agences de développement international.

Les recommandations faites par les institutions universitaires à l'endroit de l'IIZ/DVV sont les suivantes:

- organiser des séminaires internationaux;
- faciliter et financer les échanges entre facultés et avec des étudiants d'autres pays;

- appuyer les partenariats pour la recherche;
- créer une association internationale des éducateurs d'adultes;
- promouvoir les publications de travaux significatifs;
- accorder des subventions de recherche aux institutions pour des travaux novateurs;
- appuyer des programmes et la formation des formateurs de terrain.



Animateurs de cours d'alphabétisation au nord de l'Inde

Les structures non gouvernementales impliquées dans la formation des éducateurs d'adultes comprennent à la fois des institutions autonomes et des organisations de volontaires pour le développement. Ces institutions offrent des programmes d'éducation et de formation non formelles d'une part et de l'autre, mobilisent et renforcent les capacités des communautés bénéficiaires (en particulier celles qui sont les plus marginalisées). Leurs prestations sont le plus utilisées par les agences d'alphabétisation en Inde, au Bangladesh et au Pakistan. Elles offrent des programmes et du matériel didactique d'alphabétisation, de post/alphabétisation, ainsi que d'autres programmes variés d'éducation permanente et de formation professionnelle. La plupart de leurs offres ne sont pas payantes.

Des centres publics de ressources autonomes mettent à disposition des ressources universitaires et techniques pour les programmes d'alphabétisation.

Des ONG ayant une nouvelle vision jouent un rôle catalytique dans l'approche des problèmes liés à la raréfaction des facilités offertes du temps ou prévalait l'État-providence.

Ces ONG valorisent les animateurs qualifiés. Les formateurs de ces institutions non universitaires ont généralement une expertise dans des domaines différents de celui de l'éducation des adultes à savoir, les domaines de la gestion, de la santé, de l'agriculture, de l'environnement, du renforcement des capacités organisationnelles, etc.

Ils s'attèlent à la formation des formateurs, assurent le suivi et l'évaluation des programmes, et appuient les animateurs dans l'encadrement des apprenants adultes. Ils collaborent et développent des partenariats stratégiques avec des acteurs clés dans leurs domaines respectifs d'intervention, afin de renforcer les meilleures pratiques de formation.

Cependant, l'un des problèmes majeurs auxquels sont confrontés ces instituts et organisations est la rétribution des formateurs, des praticiens et des chercheurs les plus qualifiés et les plus expérimentés. En effet, les offres salariales et les avantages que ces organisations sont capables de proposer à ces personnes qualifiées sont bien modestes. En outre, les possibilités d'évolution et de promotion professionnelle sont limitées. Par conséquent, la plupart des formateurs quittent leurs postes pour aller chercher de meilleures carrières et des salaires plus compétitifs et aussi pour entreprendre des études supérieures. Malheureusement, ces organisations ne peuvent ni offrir les ressources nécessaires au financement d'études supérieures, ni les bourses ou les soutiens financiers requis. Il en résulte que l'équipe résiduelle de formateurs est souvent surchargée de travail et que la qualité des programmes de formation s'en ressent.

Les structures non universitaires (ONG) adoptent une approche participative de formation. Cela se traduit par un accent sur l'apprentissage expérimental et sur la participation des populations à la structuration de leur propre avenir. La formation participative met l'accent non seulement sur l'acquisition du savoir mais aussi sur la prise de conscience, le savoir faire et le renforcement des compétences propres des agents de développement. Ces méthodes facilitent la conception de programmes adaptés aux contextes locaux des communautés ciblées.

Les formations sont focalisées sur l'acquisition de compétences opérationnelles spécifiques relatives aux divers aspects de la structure administrative et financière des programmes de terrain. Les ONG interrogées affirment que leurs programmes de formation sont accrédités par les organes appropriés. Cependant, les composantes universitaires des programmes de formation ne sont pas assurées comme il se doit. De même, l'insuffisance des ressources financières pèse sur la qualité des programmes de formation.

Il importe donc que les ONG reçoivent l'appui institutionnel nécessaire, et s'engagent à opérer dans des conditions de transparence et de gestion responsable. La création d'un institut de formation destiné à servir le secteur des ONG pourrait être un élément positif.

La plupart des ONG actives dans la formation disposent de bibliothèques spécialisées ou de centres de ressources et d'équipements audiovisuels de base. Certaines de ces ONG disposent de matériel informatique, mais très peu les utilisent dans le cadre des formations.

Les ONG entreprennent parfois une certaine forme de recherche, et entretiennent une coopération active avec d'autres institutions aux niveaux local, régional, et international. Toutefois, il serait nécessaire de prendre des dispositions pour créer/renforcer des réseaux pouvant se constituer en groupes de pression.

Les organisations internationales et les bailleurs jouent également un rôle significatif dans l'éducation des adultes. Dans ce cadre, ils s'impliquent dans des dialogues sur les politiques relatives à l'éducation des adultes et à l'alphabétisation (pour le partage des expériences globales) et négocient avec d'autres partenaires afin de mobiliser et de transférer des ressources destinées à soutenir les réseaux d'acteurs impliqués dans l'éducation des adultes.

Les ONG interrogées lors de l'enquête ont formulé des recommandations à l'intention de l'IIZ/DVV à qui il est suggéré de:

- organiser des séminaires/ateliers au niveau international et d'appuyer l'élaboration de matériel didactique;
- faciliter et financer des échanges entre départements de différents pays;
- apporter un appui à des projets de collaboration pour la recherche;
- promouvoir la publication de travaux significatifs de recherche;
- accorder des subventions aux institutions pour des travaux novateurs;
- soutenir des programmes de terrain et la formation de leurs agents.

La conférence: résumé des questions les plus importantes

La conférence qui s'est réunie du 11 au 13 avril 2005 au Cap en Afrique du Sud visait à examiner les résultats et les conclusions des rapports régionaux, et a rassemblé 41 délégués comprenant:

- 7 membres du personnel de l'IIZ/DVV, dont 4 de ses représentants basés en Afrique (Éthiopie, Guinée, et Afrique du Sud) et un en Ouzbékistan à Tachkent, les autres membres du personnel venant d'Europe;
- 23 délégués venant d'Afrique anglophone dont 14 pour l'Afrique du Sud, 2 du Botswana, 2 du Nigeria et 1 délégué de chacun des pays suivants: Kenya, Lesotho, Tanzanie, Ouganda et Zambie;
- 4 délégués d'Afrique francophone, provenant du Bénin, du Burkina Faso, du Niger et du Sénégal;
- 1 délégué du Mozambique et
- 3 délégués venant chacun d'Asie du Sud (Inde), d'Asie du Sud-Est, (Singapour) et du Pacifique Sud (Australie).

Contexte et préoccupations

La conférence a été officiellement ouverte par le Dr Adama Ouane de l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation à Hambourg/Allemagne. Cette ouverture officielle fut suivie d'un discours introductif sur le thème: «*La formation des formateurs d'adultes, expériences et attentes, repères, préoccupations et réflexions*»¹, présentée par le professeur Heribert Hinzen du siège central de l'IIZ/DVV à Bonn/Allemagne.

Le discours du professeur Hinzen a retracé un bref historique du projet de formation des formateurs d'adultes de l'IIZ/DVV, par rapport au contexte actuel marqué par le Cadre d'action de Dakar 2000 et des engagements de la communauté internationale relatifs à la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous (EPT), dont deux font une référence spécifique à l'éducation des adultes notamment:

- assurer la satisfaction des besoins d'éducation de tous, jeunes et adultes, grâce à un accès équitable à des programmes d'éducation et de compétences utiles pour la vie;
- améliorer de 50 pour cent les niveaux d'alphabétisation des adultes d'ici à 2015, particulièrement pour les femmes, et assurer un accès équitable à une éducation de base et à une éducation permanente pour tous les adultes.

La plupart des pays sont loin d'atteindre ces objectifs. Par ailleurs, les Objectifs de développement pour le millénaire des Nations Unies (adoptés également en 2000), bien que focalisés beaucoup plus sur la réduction de la pauvreté, l'accès universel à l'éducation primaire, l'égalité des genres, la sauvegarde d'un environnement durable et la réduction du VIH/SIDA, représentent aussi des défis pour les éducateurs d'adultes, considérant que l'éducation et la formation constituent des instruments primordiaux pour le renforcement des capacités et le développement des ressources humaines. L'éducation et la formation des adultes peuvent en effet contribuer à la réalisation de ces objectifs de développement.

L'une des missions les plus importantes de l'Institut de coopération internationale de la Confédération allemande pour l'éducation des adultes (IIZ/DVV) est d'apporter un appui aux structures en charge de l'éducation des adultes dans les pays dits en développement et qui connaissent des changements à travers l'Afrique, l'Asie, l'Amérique Latine et l'Europe. À cet effet, les principes importants qui gouvernent ses actions sont:

- une souci constant du développement de partenariats
- une orientation claire de développement
- des perspectives d'apprentissage tout au long de la vie

¹ Éducation des Adultes et Développement 2005, 64

- des domaines de coopération multiforme, à savoir:
 - le renforcement des capacités institutionnelles des programmes de formation
 - le matériel didactique et la communication
 - la recherche et l'évaluation
 - l'appui au développement des infrastructures
 - la promotion et la défense des droits, et le lobbying

Les échanges d'expériences s'effectuent à travers le renforcement de la communication, les consultations et les échanges.

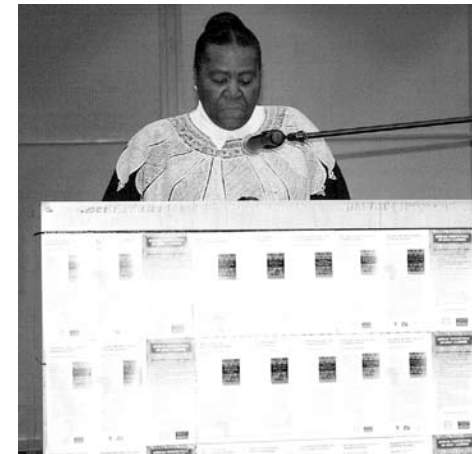
La stratégie de travail de l'IIZ/DVV a évolué au cours des quatre dernières décennies; elle avait commencé par des formations résidentielles dans un collège en Allemagne, et s'est poursuivie plus tard avec l'appui à la formation dans des universités africaines à travers l'octroi de bourses et la conception/élaboration de matériel didactique.

Plus récemment, suite à l'évaluation et à la réorientation intervenues après le milieu des années 1990, une collection a été créée en vue de concevoir et de produire des manuels didactiques universitaires s'inscrivant dans une *Éducation des adultes selon une perspective africaine* (PAEA), dont le sigle anglais est APAL, collection officiellement lancée par la ministre sud-africaine de l'Éducation, Naledi Pandor, à l'occasion d'une cérémonie organisée lors de la clôture de la conférence du Cap sus-mentionnée.

L'IIZ/DVV est actuellement en pleine réflexion pour la réorientation de son Programme de formation des formateurs d'adultes/et de formation des formateurs (FDF), programme exécuté en collaboration avec des partenaires dans plusieurs pays, essentiellement en Afrique, depuis plusieurs années. Les études régionales représentent un essai de recherche visant une collecte de données en prélude à la formulation d'une nouvelle stratégie pour les années à venir.

Après cette introduction, des messages ont été délivrés par des représentants de chacun des continents concernés, à savoir l'Afrique et l'Asie/Pacifique.

- Le Dr Anne Katahoire de l'Université de Makerere (Kampala/Ouganda) a souligné dans son intervention la pauvreté, le manque de progrès et, de fait, la régression aggravée par les effets néfastes du VIH/SIDA que l'on observe à travers le continent africain.
- Le Dr Mandakini Pant de la *Society for Participatory Research in Asia*, de New Delhi en Inde, a mis en évidence dans son message le grand nombre de personnes



Naledi Pandor, Ministre sud-africaine de l'Éducation

L'IIZ/DVV avait préparé une série de questions relatives à 14 préoccupations majeures, à savoir:

1. Au niveau des politiques d'éducation des adultes concernant l'apprentissage tout au long de la vie, faut-il envisager plus d'activités de promotion et de défenses des droits et de soutien pour le développement accru d'offres de meilleure qualité de formation des formateurs d'adultes et de programmes de FDF? Les initiateurs et institutions de formation doivent-ils s'engager eux-mêmes dans un tel processus?
2. Comment assurer une meilleure adéquation de la formation au niveau universitaire et non universitaire avec les besoins du marché du travail, aux fins de créer des opportunités d'emploi pour les éducateurs d'adultes?
3. Les institutions universitaires sont-elles à considérer comme des structures de formation d'éducateurs d'adultes au même titre que les structures non gouvernementales et non formelles de formation? Est-il nécessaire et utile que ces deux catégories se complètent par des échanges réguliers afin de bénéficier d'effets synergiques mutuellement bénéfiques?
4. Faut-il appuyer des réseaux à dimensions nationale et/ou régionale de structures de FDF aux fins de favoriser un échange de vues et d'expériences entre elles, et de les amener à entreprendre des activités de promotion et de défense des droits dans le but d'obtenir un meilleur soutien des gouvernements et des partenaires au développement?
5. Le cas échéant, comment organiser des échanges aux plans international et interrégional sous la forme de voyages d'études de visites de contact, de séminaires, et de conférences, etc., afin d'améliorer les compétences des formateurs d'éducateurs d'adultes, des enseignants et des étudiants?
6. Faut-il sélectionner les institutions de formation les plus compétentes et les plus expérimentées pour en faire des centres de services pour leurs régions respectives? Ceci pourrait-il se faire en y associant des structures spécialisées dans les domaines d'élaboration de matériel didactique, de la recherche, de l'évaluation et des communications?

Au regard du processus de formation, les questions suivantes peuvent être examinées:

7. Faut-il intégrer dans l'articulation des curriculums un meilleur équilibre théorie/pratique, y compris des formations de terrain, des projets de recherche et des sujets de travaux pratiques dans les cursus de formation?
8. Faut-il intégrer les principaux blocs de disciplines dans la majorité des programmes à savoir, méthodologie d'enseignement/apprentissage, savoir-faire professionnel et compétences sociales?

9. Faut-il fonder les méthodologies de formation sur des approches participatives, créatives et novatrices, et le contenu des formations sur des exemples pratiques?
10. Faut-il combiner les modalités formelles et non formelles d'enseignement/apprentissage dans les programmes de formation? Faut-il adapter la durée des formations et les modalités d'enseignement/apprentissage aux besoins spécifiques de formation des apprenants?
11. Lesquelles des formes modernes d'enseignement/apprentissage faut-il prendre en considération à savoir, apprentissage en ligne, Internet, université virtuelle, éducation à distance?
12. Comment le matériel d'enseignement/apprentissage, qu'il soit imprimé ou sous forme audiovisuelle, peut-il être le plus approprié, et le mieux adapté aux situations, aux besoins et au contexte culturel des apprenants?
13. Comment assurer que le personnel enseignant des institutions de formation en éducation des adultes puisse régulièrement bénéficier d'une formation continue afin d'actualiser ses connaissances et d'améliorer ses performances?
14. Comment assurer une coopération étroite entre institutions dans les domaines respectifs d'élaboration de cours, de curriculums et de matériel didactique, afin d'économiser de l'énergie et des ressources financières?

De plus, eu égard au grand nombre de domaines à examiner et au nombre limité de sources de financement, il est urgent de répondre aux questions suivantes:

- Comment intégrer les programmes nationaux et régionaux de l'IIZ/DVV en Afrique et en Asie, qui incluent des composantes de renforcement des capacités institutionnelles et de formation, dans un programme plus global de FDF?
- Quelle implication une telle démarche aurait-elle pour les deux principales catégories de formations à travers les institutions universitaires et non universitaires?
- Quels sont les types d'offres de formations les plus réussies et les plus adaptées aux besoins dans leurs pays/régions respectifs et qui pourraient faire l'objet d'une dissémination?
- Comment améliorer et harmoniser l'appui aux programmes partenaires avec et /ou sans la contribution de l'IIZ/DVV et d'autres agences régionales ou internationales?

vivant dans la pauvreté, de même que la fin de l'État-providence et la baisse des investissements dans les services sociaux, les inégalités entre les genres, les faibles taux d'alphabétisation et les ravages du VIH/SIDA à travers l'Asie/Pacifique.

Elle a par ailleurs fait remarquer la marginalisation et l'insuffisance de financement de l'éducation des adultes, qui est souvent réduite, par confusion, à l'alphabétisation tout court et au transfert de compétences. Elle a noté également le risque que les objectifs de l'EPT ne soient pas atteints dans les délais prévus, le faible accès aux opportunités de FDF et le manque d'ambition et la mauvaise compréhension qu'avaient certains éducateurs d'adultes des questions émergentes de développement (en raison d'un manque de perspective politique).

Suite à ces deux interventions, la conférence s'est poursuivie par la présentation inaugurale de Franck Youngman, professeur émérite d'éducation des adultes.

Éducation des adultes et agendas de développement

Le professeur Frank Youngman de l'Université du Botswana à Gaborone, a tenu un discours liminaire sur le thème «*Les agendas de développement et l'éducation des adultes: comment faire la différence*».²

Il a tenté à travers cette présentation de poser une série de questions ayant trait à l'importance de la formation des éducateurs d'adultes et aux voies et moyens pour la renforcer et la mettre en adéquation avec le développement.

Le professeur Youngman a examiné le rôle de l'éducation des adultes par rapport à différents agendas de développement des Nations Unies. De même, il a examiné les questions de professionnalisation des formations pour les mettre en adéquation avec le développement.

Il est évident, a-t-il fait remarquer, au regard des agendas définis lors des conférences sectorielles organisées depuis Jomtien en 1990, que l'apprentissage des adultes était un élément central dans la réalisation de chacun de ces programmes sectoriels. Ainsi, la conférence de Hambourg sur l'éducation des adultes CONFINTEA V de 1997, revêt une importance particulière en ce qu'elle a permis de

- cerner cette problématique éducation et développement, et
- d'énoncer une nouvelle vision de l'éducation des adultes devant s'inscrire dans une approche multisectorielle et intégrale visant à faciliter la réalisation des agendas internationaux de développement.

Cependant, eu égard à la diversité des agendas de développement et des offres d'éducation des adultes, de même qu'à la multiplicité des discours (tel le néolibéra-

Titres dans la série *Éducation des adultes selon une perspective africaine*:

- *Developing Programmes for Adult Learners in Africa (Concevoir des programmes pour les apprenants adultes en Afrique)* par Mathew Gboku and Nthogo Lekoko
- *Foundations of Adult Education in Africa (Fondements de l'éducation des adultes en Afrique)* par Fredrick Nafukho, Maurice Amutabi et Ruth Otunga
- *The Psychology of Adult Learning in Africa (Psychologie de l'éducation des adultes en Afrique)* par Thomas Fasokun, Anne Katahoire et Akpovire Oduaran
- *Research Methods for Adult Educators in Africa (Méthodes de recherches pour les formateurs d'adultes en Afrique)* par Bagele Chilisa et Julia Preece
- *The Social Context of Adult Learning in Africa (Le contexte social de l'éducation des adultes en Afrique)* par Sabo Indabawa et Stanley Mpofo

v. aussi www.kalahari.net/promo/adult-edu



lisme) qui déterminent l'éducation des adultes et façonnent l'opinion de la société civile,

- quelle est la relation entre éducation des adultes et développement?
- Quel type d'éducation des adultes pour quel développement?
- Quel type de formation pour les éducateurs d'adultes?

L'argumentation de Youngman a consisté à montrer que la CONFINTEA V a des implications très importantes pour la formation des éducateurs d'adultes. Cette conférence a non seulement insufflé une dynamique et une perception nouvelles du rôle de l'éducation des adultes dans la poursuite et la réalisation des agendas de développement, mais elle a aussi souligné la nécessité d'améliorer les compétences professionnelles des éducateurs d'adultes dans la perspective de la thématique globale de «*l'amélioration des conditions et de la qualité de l'éducation des adultes*».

Le professeur Youngman a alors conclu en soulignant la nécessité pour les éducateurs d'adultes les mieux sélectionnés d'être bien formés, et d'être engagés à contribuer à plus de justice sociale et à travailler dans le cadre de partenariats multisectoriels, si l'on voudrait que l'éducation des adultes ait l'impact attendu sur le développement.

Ces idées ont rencontré un écho favorable chez les responsables de l'IIZ/DVV au moment où cette institution réfléchit aux nouvelles orientations relatives à son programme de formation des formateurs d'adultes. L'une des retombées positives de cette vision nouvelle est le lancement de la nouvelle collection APAL de manuels didactiques, (*Éducation des adultes selon une perspective africaine*).

² voir p. 9 de cette édition et *Éducation des Adultes et Développement* 2005, 65

S'inscrivant dans une approche de renforcement des capacités éditoriales et de promotion du développement de curriculums, ce projet vise à produire des manuels didactiques adaptés au contexte africain, de haute qualité et à des prix compétitifs pour les besoins de formation en Afrique.

L'IIZ/DVV a aussi pris part à un atelier du Conseil international pour l'éducation des adultes organisé en 2001 et portant sur le thème: «*Formation de l'éducateur d'adultes après la CONFINTEA*», orientation soulignant entre autres, la nécessité de proposer des offres et opportunités variées de formation pour des professionnels à temps plein au niveau des institutions universitaires, et des séminaires non formels pour les militants des mouvements civils. La CONFINTEA a également souligné l'importance du renforcement des capacités pour la recherche et l'élaboration de matériel didactique, afin de garantir la pertinence des contenus de formation et leur adéquation avec chaque contexte local.

L'évènement le plus récent ayant permis de passer en revue globalement la question de la formation des formateurs d'adultes a été la réunion d'examen à mi-parcours de la CONFINTEA qui s'est tenue à Bangkok en Thaïlande en 2003. Cinq aspects ont été passés en revue, à savoir:

- la qualité des programmes de formation (ces programmes doivent être plus novateurs, participatifs, intégrant théorie et pratique, et prenant en compte les valeurs individuelles et sociales, de même que les rôles politiques des participants);
- les programmes de formation doivent prendre en compte les rôles multiples des éducateurs d'adultes;
- la reconnaissance et la professionnalisation des éducateurs d'adultes (eu égard à leur statut actuel faiblement considéré, à leurs mauvaises conditions de travail et à l'inexistence de syndicats et d'associations);
- les politiques nationales relatives à la formation des éducateurs d'adultes (leur inexistence);
- la coopération internationale et la mise en réseaux (les deux sont nécessaires).

Le professeur Youngman a ensuite examiné son postulat selon lequel: la formation conduit à la conception de bons programmes, qui aboutissent à un développement réussi, grâce à la réalisation des objectifs fixés à cet effet. Pour justifier la validité d'un tel postulat, il faut des données matérielles et des preuves, et cela peut être obtenu à travers deux types de recherche, à savoir:

- un diagnostic des besoins (quelles sont les compétences requises dans le domaine de formation des formateurs d'adultes) et

- des études pour évaluer les acquis (performances améliorées); pour repérer les anciens stagiaires; (la formation a-t-elle réellement apporté un changement notable?).

Il a par ailleurs examiné la question de l'éducation tout au long de la vie: ce concept a acquis une grande notoriété au début des années 90, notamment dans l'ensemble des pays du Nord où les progrès économiques et technologiques ont stimulé les besoins de formation accrue et de recyclage de la population adulte.

L'importance renouvelée du concept d'apprentissage tout au long de la vie a fortement marqué la CONFINTEA V. Cependant, dans le discours sur l'apprentissage tout au long de la vie, l'on note une tendance grandissante à utiliser indifféremment ce concept, et celui d'éducation et d'apprentissage des adultes, et plus inquiétant encore, le premier tend à supplanter le second dans les documents de politique, les programmes et les organigrammes.

Le succès qu'a connu la promotion de ce concept menace d'exacerber le problème persistant de l'identité et de la reconnaissance de l'éducation des adultes. En effet, de plus en plus de gens s'engagent dans des activités d'éducation des adultes, mais un nombre de plus en plus restreint s'identifie comme éducateurs d'adultes. Nous nous trouvons dans la situation peu enviable d'être partout et nulle part à la fois. Cela pose le problème de l'éducation des adultes comme champ distinct d'étude et de pratique professionnelle.

Le professeur Youngman a conclu son intervention en exprimant l'espoir que la conférence puisse nous aider à renforcer nos institutions et nos programmes, en permettant d'identifier les modalités pratiques de renforcement de coopération internationale, et par-dessus tout, que nous puissions renforcer les liens entre les agendas de développement et la formation des éducateurs d'adultes de sorte que, ensemble, nous puissions réellement apporter des changements notables.

Perspectives

La conférence s'est achevée par un panel de discussions sur les Perspectives de la formation des formateurs d'adultes en Afrique et en Asie/Pacifique, et par la présentation d'une synthèse des travaux par un rapporteur général.

Le Dr Mandakini Pant (de la *Society for Participatory Research in Asia*, de New Delhi en India) estime au nombre des défis à relever:

- la nécessité d'élargir le champ de l'éducation des adultes et
- la nécessité d'améliorer le savoir, la capacité d'appréhension des nouvelles préoccupations et les compétences des praticiens d'éducation d'adultes;

- la nécessité que les programmes d'éducation des adultes alternent de façon équilibrée théorie et pratique, et que
- les institutions universitaires et celles de la société civile puissent collaborer et adopter des approches plus holistiques, et qu'elles puissent renforcer leurs capacités institutionnelles.

En général, la nécessité d'un renforcement professionnel et organisationnel s'impose. Son institution s'engage à organiser des séminaires de haut niveau.

Heidi Arnaudon (du Bureau sous-régional Asie Pacifique/Sud pour l'éducation des adultes à, Canberra, en Australie) a souligné la nécessité d'un réseau régional et d'organisations centrales dans les domaines de l'éducation et de la formation technique et professionnelle. Des besoins existent en matière de ressources et de matériel de formation en alphabétisation (dans les langues locales), de même que des ressources et du matériel informatique. L'accréditation des formations et des programmes demeure un problème; des études d'impact seraient également utiles. Enfin, si la professionnalisation est nécessaire, elle doit être inclusive.

Bernard Hagnonnou (de l'Institut Alpha-Dev, Cotonou, Bénin) a estimé que l'Afrique francophone devrait bâtir un système d'éducation des adultes sur des bases entièrement nouvelles. Pour cela, un plan d'action serait nécessaire qui impliquerait les organisations régionales et qui prendrait en compte les objectifs de l'EPT, dont la formation des formateurs paraît être une des conditions préalables de réussite. Pour enclencher un tel processus, des actions de sensibilisation et de promotion et défense des droits, de même qu'une réflexion opérationnelle sont nécessaires.

Bernd Sandhaas (du bureau régional Afrique de l'Est de l'IIZ/DVV, Addis Abeba, Éthiopie) a estimé qu'un plan global était nécessaire. Il a en outre suggéré une professionnalisation accrue dans les domaines clés de l'éducation des adultes et du développement communautaire. De même, l'alphabétisation, les activités génératrices de revenus, l'éducation à la paix constituent selon lui, des domaines importants. Enfin, il a noté que mener des activités de promotion et défense des droits supposait d'avoir des domaines à défendre.

Au cours des discussions qui ont suivi l'évocation de ces perspectives, les commentateurs ont porté sur:

- l'absence d'une culture politique fondée sur la recherche – situation qu'il fallait changer;
- la nécessité de réaliser des études sur le marché de l'emploi qui permettraient de situer les capacités d'absorption d'éducateurs d'adultes par ce secteur.
- autres nécessités: augmentation de la quantité de documents de référence, partager les expériences et la mise en réseaux.

Des observations ont été faites sur:

- le risque de bureaucratisation qui accompagne parfois la professionnalisation,
- l'hypothèque que pourrait faire peser une telle professionnalisation et une intrusion des universitaires dans l'éducation des adultes, sur la tradition de mouvement social qui accompagne l'éducation des adultes.

Au regard de ces risques, il a été suggéré que la professionnalisation de la fonction d'éducateur d'adultes soit fondée sur une vision claire et des missions précises.

Le rapporteur général, le professeur John Aitchison (de l'Université du Natal, Pietermaritzburg, en Afrique Sud) a alors présenté son appréciation des résultats et les recommandations de la conférence au regard des perspectives d'avenir. Il a estimé que toutes les conférences sont par définition des succès dans la mesure où elles offrent aux participants l'opportunité d'échanger des informations et des expériences. La question est donc de savoir, non pas si la conférence était un succès, mais plutôt de savoir si la conférence a été «*crédible*», c'est-à-dire si elle a été l'occasion de faire des propositions pertinentes de nature à permettre aux participants d'améliorer leurs activités de formation des éducateurs d'adultes à travers le monde.

Raisonnant à partir d'une perspective spécifique aux éducateurs d'adultes d'Afrique du Sud, il a montré comment:

ces derniers sont passés, en un laps de temps relativement court de 10 ans, des cimes d'un enthousiasme caractéristique de la période de libération post-Apartheid, au cours de laquelle:

- ils croyaient volontiers que l'éducation des adultes serait considérée comme une composante majeure des stratégies de reconstruction et de développement de leur pays, et que
- des politiques, des systèmes, et par-dessus tout, des programmes éducatifs seraient adoptés qui feraient de leur pays une nouvelle nation où les adultes sont bien éduqués,

à une situation dans laquelle les éducateurs d'adultes se sont vus marginalisés dans l'enseignement supérieur et au sein des organisations de la société civile. Cette situation spécifique reflétant nombre des tendances plus répandues examinées au cours de cette conférence.

Selon lui, la conférence est devenue plus excitante et pertinente à mesure que les parti-



Cérémonie d'ouverture

cipants s'engageaient, pour citer le rapport d'Afrique francophone «*dans l'analyse des situations éducatives complexes*», analyse qui a montré:

- comment des éducateurs d'adultes exerçant dans l'enseignement supérieur se sont rendus à l'évidence que leur existence même était menacée,
- que leurs contributions à l'allègement des difficultés des plus pauvres et des marginalisés étaient hypothéquées dès que les universités avaient commencé à parler de ne retenir que les programmes le plus rentables,
- il en a conclu qu'il était plus que jamais vital de défendre la vision, les missions et la passion des éducateurs d'adultes.

Il est ensuite passé à l'examen des résultats attendus des études régionales et des recommandations de la conférence qui feront l'objet d'un compte rendu dans le prochain chapitre du présent rapport.

Enfin, Henner Hildebrand du bureau régional/Afrique de l'Ouest de l'IIZ/DVV, basé à Conakry en Guinée, a prononcé le discours de clôture de la conférence, en rappelant les deux défis pour la prochaine décennie, à savoir:

- le lien entre l'éducation des adultes et la réduction de la pauvreté d'une part et de l'autre,
- l'identification des expériences réussies.

Recommandations pour le futur

L'un des objectifs majeurs de la conférence était de formuler des recommandations pour les perspectives d'avenir tant pour l'ensemble du secteur de l'éducation des adultes que pour la planification des projets spécifiques de l'IIZ/DVV, notamment pour le développement de son programme de formation des formateurs d'adultes.

Les recommandations recueillies et analysées ici proviennent de trois catégories d'acteurs, à savoir:

- les institutions auprès desquelles l'enquête a été menée (en particulier au regard des réponses qu'elles ont fournies aux questions ayant trait à la coopération (au plan national, régional et international), de même que leurs requêtes pour les échanges et l'appui qu'elles attendent de l'IIZ/DVV, des autres agences internationales de coopération, et d'autres institutions de l'enseignement supérieur engagées dans la formation des formateurs d'adultes;
- les auteurs des rapports à travers leurs propres analyses des données recueillies dans le cadre des études;

- les délégués à la conférence à travers leurs réactions et leurs interventions sur les différents rapports, de même que leurs contributions aux discussions pendant la conférence.

Pour des raisons pratiques, les recommandations ont été regroupées selon les catégories ci-après:

1. L'étude internationale
2. Politique et institutionnalisation
3. Coopération, interactions et formation du personnel enseignant
4. Curriculums, méthodologie d'enseignement et matériel didactique
5. Recherche et publications
6. Financement et ressources
7. Autres
8. Questions émergentes

Pour illustrer l'intérêt de ces différentes catégories de recommandations, des tableaux illustrent l'importance accordée à chacune des recommandations par les six études régionales.

1. L'étude internationale

Les recommandations relatives à l'étude elle-même visaient à apporter des réponses implicites aux questionnaires tels que:

- Qu'avons nous appris aux termes de l'étude?
- Quelles données restent à collecter et quels aspects devons-nous approfondir davantage?
- Par quelles voies les informations manquantes pourraient-elles être obtenues et exploitées?
- Quels pourraient être les mécanismes de dissémination des résultats de l'étude?
- Faudrait-il envisager un format standard relatif à un système d'informations de gestion à exploiter à cet égard?

De toute évidence, nous devons faire en sorte qu'à l'avenir, la recherche soit plus fructueuse grâce à un processus mieux orienté (qui recourt à la fois aux études mais aussi à des méthodes qui permettent d'approfondir les analyses et qui impliquent les sta-



Groupe de travail à la Conférence du Cap

giaires), et enfin, les résultats de recherches doivent être soumis à une interprétation appropriée.

Les six études régionales avaient évidemment leurs propres limites (comme cela a été mis en évidence au travers des toutes premières pages du présent rapport général). Il s'agit notamment de leur représentativité. Certaines des difficultés relevées lors de la collecte des données sont révélatrices des faiblesses qui nécessitent des recommandations, notamment des suggestions pour y remédier, il s'agit:

- des difficultés de connectivité dues au manque de dispositifs de connexion Internet qui ont eu pour conséquence l'exclusion de fait, de certaines institutions éducatives de l'enquête;
- de la faible capacité de réaction de certains personnels qui, soit, n'avaient pas compris l'importance de l'exercice, soit, ne pouvaient fournir aisément les informations demandées en raison de l'absence de statistiques au niveau de leurs institutions, ou parce que de façon plus générale, ils manquent de culture de recherche et de partage des informations.

Cependant, la conférence a reconnu que, d'une manière générale, les études avaient fourni un état des lieux de la formation des formateurs largement correct dans les six régions respectives. Les résultats des études sont extrêmement utiles en ce sens que les institutions et structures éducatives en tireront des leçons pour restructurer leurs programmes, leurs curriculums et leurs départements d'éducation des adultes.

Par ailleurs, un consensus général s'est établi autour de la nécessité d'une poursuite de la collecte, de la compilation et de l'actualisation des données. Il faudrait par conséquent envisager des durées de réalisation plus longues pour les études afin de nous aider à mieux comprendre le secteur de l'éducation des adultes et ses mutations, et d'éclairer nos prises de décisions.

Des recommandations spécifiques concernant les actions futures ont été également formulées, à savoir:

- les questionnaires traités par les institutions devraient être mis sur un site Web de banques de données et régulièrement actualisés; un site Web de développement de curriculums sera également mis en place;
- un format générique de questionnaire (en rapport avec les différentes rubriques de la banque de données) sera disponible afin que les institutions éducatives sachent quelles données recueillir sur une base régulière;
- de plus amples informations sont requises sur les programmes et curriculums d'éducation à distance;
- le rapport final de chaque étude doit être présenté aux participants aux enquêtes;

- une version condensée des rapports devra être produite.

Il a été également suggéré de mettre sur site Web une banque de données relative à l'élaboration des curriculums, de même, la nécessité a été exprimée de fournir de plus amples informations sur les programmes d'éducation à distance.

De toute évidence, la mise en place de banques de données sur un système de recherche active, nécessite des ressources et du personnel.

2. Politique et institutionnalisation

Par politique, il faut entendre un cadre général de référence pouvant inclure:

- des dispositions législatives,
- des orientations politiques et une réglementation gouvernementale,

qui peuvent influencer sur la capacité des institutions pourvoyeuses d'offres de formation des formateurs d'adultes à assumer leur mission. Ces politiques déterminent la nature des institutions de formation et l'organisation interne des structures pouvant opérer dans le secteur.

Par institutionnalisation il faut entendre:

- la configuration en une entité ou l'incorporation au champ d'action d'autres institutions (qu'elles soient gouvernementales, paragouvernementales ou universitaires)

Politique et institutionnalisation						
	AA	AF	AC	AS	ASE	PS
Mener des actions de lobbying		x	x	x	x	x
Influencer les politiques d'éducation des adultes		x	x	x		
Élaborer des politiques et plans d'action d'ENF		x	x			
Institutionnaliser la FDF dans l'enseignement supérieur, dans les instituts indépendants et les ONG		x	x	x		
Application expérimentale de stratégies d'éducation des adultes		x				

- de prestations de services en matière d'éducation des adultes,
- afin d'assurer leur stabilité, leur sécurisation et leur reconnaissance par l'ensemble de la société.

Au regard des politiques éducatives, il est apparu que dans la plupart des régions, l'environnement politique était généralement perçu comme étant loin d'être parfait. Même dans les contextes où existent des politiques gouvernementales considérées comme proactives en matière d'éducation des adultes (comme c'est le cas en Inde), leur application effective est généralement considérée comme étant loin d'être parfaite. Ces constats ont amené les auteurs des études à formuler des recommandations en terme d'actions de promotion et défense des droits, et de lobbying dans lesquelles l'IIZ/DVV et d'autres agences d'appui sont invités à jouer un rôle important.

Par ailleurs, les recommandations formulées dans les rapports régionaux sont curieusement restées silencieuses sur le lien entre éducation des adultes et développement (bien que ces liens soient implicites dans certains rapports régionaux); ce point a été par ailleurs fortement souligné à travers les présentations faites durant la conférence.

Il ressort également des études régionales que dans la plupart des régions (l'Asie centrale étant la seule exception), il y avait un degré d'institutionnalisation de l'éducation des adultes dans l'enseignement supérieur (aussi marginaux que ses promoteurs se considèrent dans les milieux universitaires).

Enfin, un regard porté sur les qualifications conférées aux éducateurs d'adultes dans l'enseignement supérieur permet de constater une similitude assez grande entre les structures universitaires des régions anglophones (en vertu de la stabilité mais aussi de la stagnation qui y prévaudraient au niveau des institutions).

Lobbying

Le rapport de l'Afrique francophone recommande que l'IIZ/DVV, ses partenaires et tous les acteurs de l'éducation des adultes en Afrique s'engagent dans des actions de lobbying visant à sensibiliser les gouvernements et les institutions multilatérales (UNESCO, Banque mondiale, missions de coopération majeures) sur la nécessité d'intégrer les stratégies de développement de l'éducation des adultes (y compris la FDF) comme plans d'action et objectifs dans les politiques nationales d'éducation des adultes, et dans les accords cadre d'aide bilatéraux et multilatéraux. De la même manière, le rapport d'Asie du Sud-Est souhaite plus d'activités de promotion et de défense des droits de la part des institutions internationales pour l'éducation des adultes, en particulier en vue de la réalisation des objectifs d'Éducation pour Tous (EPT).

Le rapport de l'Asie centrale suggère le renforcement des capacités des ONG en matière de lobbying.

Adoption de politiques et plans d'action d'ENF

Le rapport de l'Afrique francophone recommande aux États francophones d'adopter des politiques nationales d'éducation des adultes et des plans d'action à court et moyen terme pour leur mise en œuvre, à travers des processus participatifs impliquant les institutions gouvernementales sectorielles, la société civile, les bénéficiaires et partenaires de l'EPT à divers niveaux; dans la mesure où un tel exercice de définition participative de politique éducative offre l'occasion d'effectuer un diagnostic au cours duquel la nécessité de renforcer les stratégies de formation des formateurs d'adultes serait prise en compte.

Institutionnalisation de la formation des formateurs

Le rapport de l'Afrique francophone recommande la généralisation des filières de FDF dans l'enseignement supérieur (universités) et dans les structures non universitaires (instituts indépendants de formation et ONG). Il est suggéré que ces activités de promotion s'articulent autour d'ateliers organisés au niveau régional et sous-régional pour favoriser la mise en œuvre et le développement des offres de FDF. Une telle démarche s'explique par le retard considérable que l'Afrique francophone accuse dans ce domaine de FDF, et par l'absence de curriculums de FDF en éducation des adultes dans la majorité des universités francophones.

Le rapport de l'Asie centrale a décrit une situation régionale unique. En effet, suite à l'effondrement du système d'éducation financée par l'État dans l'ex-Union Soviétique, la région est devenue un champ d'application test de déréglementation et de privatisation sauvages qui ont entraîné des problèmes mais ont également ouvert la voie à de nouvelles opportunités.

Le rapport développe l'argument selon lequel les pays d'Asie centrale devraient concevoir et mettre en œuvre sur des fondements nouveaux, un système intégré d'éducation des adultes s'inscrivant dans une approche holistique. Pour relever un tel défi, le rapport suggère une série de démarches détaillées comprenant:

- la définition d'un cadre conceptuel et d'un plan de mise en œuvre;
- la revue et la proposition d'une nouvelle législation, de nouvelles réglementations et normes relatives à l'éducation tant pour les secteurs formels que non formels;
- la mise en place d'infrastructures, de réseaux et de centres de formation d'excellence;
- la réalisation d'études de marché sur le secteur de l'éducation des adultes.

De toute évidence, ce projet constitue une vaste entreprise qui requiert la collaboration des gouvernements et l'aide internationale. [par ailleurs, les dimensions de ce projet rappellent, par analogie, un autre projet contemporain, celui dénommé Projet

d'investigation de politique nationale de l'éducation (NEPI) et le Plan de mise en œuvre pour l'éducation et le développement (IPET), processus ayant été initié en Afrique du Sud au début des années 90.]

Expérimentation de stratégies novatrices d'éducation des adultes

Le rapport de l'Afrique francophone recommande un appui à la mise en œuvre dans différentes régions, sur un plan expérimental, de stratégies novatrices d'éducation des adultes et de méthodes de FDF y afférentes de même que la dissémination des résultats.

3. Coopération, échanges et formation du personnel enseignant

L'un des résultats attendus par l'IIZ/DVV des études internationales et de la conférence qui a suivi, est l'amélioration des échanges au plan régional et sous-régional, qui pourrait en retour permettre de renforcer la coopération entre les institutions d'éducation des adultes des secteurs universitaires et non universitaires dans différents pays et au plan international.

Les recommandations formulées dans les études régionales et lors de la conférence ont certainement donné la priorité à cet espoir qui a bénéficié de plus d'attention et de recommandations que tout autre domaine. L'on peut en conclure que la notion de collégialité est une forte exigence et un leitmotiv dans le domaine de l'éducation des adultes.

Le développement des ressources humaines demeure une autre priorité car les ressources humaines restent inextricablement liées à toutes les suggestions relatives à la coopération.

Collaboration

La collaboration peut être simplement perçue comme un synonyme de coopération entre institutions ou pour faire une référence spécifique aux activités intersectorielles (par exemple entre les domaines de l'éducation des adultes et les objectifs de développement)

Le rapport de l'Afrique anglophone recommande que les institutions de l'enseignement supérieur engagées dans la formation des formateurs d'adultes renforcent leur niveau de collaboration aux niveaux régional et national; en particulier dans le domaine de l'échange des ressources, de la recherche, des manuels et du matériel didactique; en matière d'opportunités de formation des ressources humaines, des échanges de programmes, et des personnes ressources.

Le rapport de l'Afrique francophone a mis l'accent sur une synergie plus grande entre les spécialistes d'éducation des adultes francophones et anglophones en vue d'un échange plus fécond d'expériences; estimant par ailleurs que les barrières linguistiques ne devraient pas demeurer des obstacles persistants entre éducateurs d'adultes de différentes régions.

Le rapport d'Asie du Sud-Est a formulé plusieurs recommandations relatives à la collaboration, notamment au regard des domaines ci-après:

- projets communs en matière de conception, de gestion, et d'administration de programmes de développement de la recherche, des TIC;
- projets qui se réalisent en partenariat entre institutions gouvernementales, celles de la société civile, les agences d'aide au développement et les communautés;

Le rapport du Pacifique Sud a particulièrement souligné l'importance des institutions de formation technique et professionnelle telles que les centres ruraux et communautaires de formation qui, en concertation avec le secteur privé, proposent des programmes de formation en adéquation avec les opportunités d'emploi. Ce rapport a également recommandé la tenue de consultations entre le ministère des Finances, celui de l'Éducation et les bailleurs afin de mobiliser leur soutien aux programmes d'apprentissage, d'insertion professionnelle, d'emploi à temps partiel, de stages et de formations en cours d'emploi.

Liens entre institutions d'éducation formelle et non formelle

Le rapport du Pacifique Sud a souligné la nécessité de liens de partenariats entre institutions d'éducation formelle et non formelle (en particulier dans le domaine de l'accès au matériel et au curriculum de FDF). Au cours de la conférence, un groupe de travail s'est également penché sur cette question et a formulé un certain nombre de recommandations concernant la mise en place de cadres de partenariats et d'interactions entre institutions universitaires et non universitaires, formelles et non formelles. Ce groupe de travail a particulièrement noté que la formation à l'acquisition de certaines compétences serait mieux assurée par les universités, tandis que les ONG étaient mieux indiquées pour en assurer d'autres. Le groupe a également



Présentation de la nouvelle série "African Perspectives on Adult Learning" (Éducation des adultes selon une perspective africaine)

Coopération, échanges et développement des ressources humaines						
	AA	AF	AC	AS	ASE	PS
Collaboration	x	x		x	x	x
Synergies entre institutions éducatives formelles et non formelles						x
Ateliers, conférences, séminaires, et mise en réseaux aux niveaux sous-régional, régional et international	x	x	x	x	x	x
Associations des éducateurs d'adultes			x	x	x	
Bourses	x	x	x	x		
Assistance technique				x		
Échanges	x		x	x	x	
Bourses de recherche	x		x			
Subventions de recherche et de voyages d'études	x		x			
Centres d'excellence	No	x	x	x		
Formation et amélioration des compétences du personnel	x	x	x		x	

noté la nécessité d'observer des précautions si l'on envisageait de formaliser la formation des éducateurs d'adultes; en effet, tout en reconnaissant son importance et sa valeur, le groupe pense qu'elle n'était pas la seule option.

Modes variés de rencontres de concertation: – ateliers, conférences, séminaires, et mise en réseaux aux niveaux sous-régional, régional et international

Les recommandations relatives aux formes variées de dispositifs favorables à une amélioration de la coopération, de la collaboration et de la formation des personnels enseignants, ont été mentionnées dans tous les rapports; l'IIZ/DVV et les autres agences sont invitées à apporter leur appui à ces dispositifs.

Quelques rapports régionaux ont fait allusion à la nécessité d'organiser des séminaires régionaux et internationaux. Ainsi, le rapport de l'Afrique francophone a recommandé l'organisation d'ateliers et séminaires aux niveaux international et sous-régional visant une dissémination et un partage des expériences en matière d'approches thématiques spécifiques relatives aux stratégies d'éducation des adultes et de développement de la FDF. Le rapport d'Asie du Sud-Est recommande que l'IIZ/DVV organise les mêmes types de séminaires à l'intention des praticiens de terrain d'éducation des adultes, et pas seulement pour les universitaires.

Réseaux et associations

Le rapport d'Asie centrale recommande la création de réseaux et d'associations d'institutions éducatives engagées dans la formation des formateurs d'adultes. Le rapport d'Asie du Sud suggère de son côté la mise en place d'une association internationale d'éducateurs des adultes. Le rapport d'Asie du Sud-Est formule la même recommandation. Dans le même ordre d'idées, une mise en réseau plus étendue et fondée sur les engagements communs avec d'autres types d'institutions pour organiser conjointement des conférences, des rencontres annuelles et des programmes de formation permettrait d'éviter des doubles emplois et du gaspillage de ressources. Le rapport du Pacifique Sud appelle un appui international des bailleurs, aux organisations centrales visant à regrouper les RTC et les CBTC, tant pour les associations existantes que pour la création de nouvelles là où le besoin s'en fait sentir.

Bourses d'études

Le rapport de l'Afrique anglophone recommande que les étudiants du premier cycle dont le nombre connaît un accroissement spectaculaire puissent bénéficier de bourses de l'IIZ/DVV, et que le nombre de ces bourses augmente et que d'autres institutions en attribuent également.

Assistance technique

Le rapport d'Asie du Sud-Est rapporte des requêtes formulées dans des questionnaires et concernant l'envoi d'assistants techniques pour renforcer les capacités de gestion et d'administration de programmes de recherche, de développement et des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Échanges

L'importance des échanges d'enseignants a été soulignée dans tous les rapports et l'IIZ/DVV a été invité à faciliter ce dispositif, tant au niveau interrégional, international et national et aussi Sud-Sud et Nord-Sud.

Le rapport d'Asie centrale a recommandé un programme d'échange par objectif des meilleures pratiques dans le domaine de l'éducation des adultes dans la région d'Asie centrale et dans chacun des pays de cette région. Il s'agit également d'échanges directs de matériel didactique et méthodologique, d'échanges entre formateurs, de compétitions entre formateurs d'adultes, etc.

Bourses de recherche

Le rapport d'Asie du Sud de même que celui de l'Afrique francophone ont tous les deux recommandé l'attribution de bourses de recherche, en vue, selon le premier, d'encourager les travaux novateurs, et selon le second, d'offrir aux chercheurs, formateurs professionnels et professeurs, des opportunités de formation continue et de recherche. Ceci est fortement ressenti comme une nécessité pour l'Afrique francophone qui accuse un retard considérable en matière de création et de développement des filières et offres de FDF pour les éducateurs d'adultes.

Centres d'excellence

Certaines études ont abordé la question des centres d'excellence dans les régions respectives. Et le rapport de l'Afrique francophone a suggéré l'instauration progressive de ces centres, et a recommandé à cet effet, l'identification et la promotion de chercheurs et enseignants pour leur offrir des opportunités de spécialisation en matière de méthodologie et de connaissances disciplinaires en éducation des adultes.

Dans ce sens, le programme de FDF Développement et éducation des adultes (DEDA) a été mentionné comme un candidat potentiel pour devenir un centre d'excellence. Le rapport d'Asie centrale recommande la mise en place de centres de ressources méthodologiques et de conseils en éducation des adultes, intégrant également des possibilités d'amélioration des compétences professionnelles des éducateurs d'adultes. Le rapport d'Asie du Sud recommande la mise en place d'un centre de formation à part entière. Le rapport d'Afrique anglophone n'a pas recommandé ce type de centres quoiqu'il ait mentionné une liste de centres d'excellence potentiels.

Développement des ressources humaines et amélioration des compétences

Tous les rapports ont fait des recommandations sur le développement des ressources humaines et la formation continue considérée comme un élément vital.

4. Curriculums et apprentissage

Quelques recommandations (en nombre relativement faible) ont évoqué ces sujets, à savoir:

Curriculums et apprentissage						
	AA	AF	AC	AS	ASE	PS
Ateliers d'élaboration de programmes de FDF		x				
FDF et FF de base			x			x
FDF continue	x	x	x			
Nouvelles méthodes de FDF		x	x			
Matériel et manuels de formation	x					x
Formation à l'élaboration de matériel didactique	x			x		x
Revue scientifique					x	
Dissémination de l'information		x				
les installations et l'utilisation des TIC		x			x	

Quels formats de curriculums et quels sont les thèmes curriculaires offerts? Quel matériel didactique et quel type de supports de communication sont utilisés? Quel est le rôle des outils des technologies de l'information et de la communication (TIC)? Quelles sont les qualifications du personnel enseignant et quelles sont les modalités de formation continue et de renforcement des compétences professionnelles de ce personnel? Comment améliorer la qualité des personnes en charge de l'éducation des adultes?

Un groupe de travail de la conférence a rendu compte de ses réflexions relatives à l'élaboration de matériel didactique dans une perspective d'adéquation contextuelle des curriculums, des approches méthodologiques et des programmes, et a conclu à la nécessité de concevoir du matériel didactique pour différentes modalités de formation: résidentielle, mixte et à distance (y compris la formation en ligne). Ce groupe de travail a dressé une liste consistante de domaines et de sujets pour lesquels du matériel didactique devrait être élaboré. Ainsi pour développer des compétences de rédaction textuelle et d'élaboration de curriculums, des ateliers de formation, des voyages d'études, des mises à disposition et des échanges de modèles de matériel didactique seront nécessaires.

En général, les équipements et l'utilisation des outils de TIC sont en deçà de la norme dans toutes les régions. Le soutien de l'IIZ/DVV et d'autres agences internationales est nécessaire pour la fourniture d'équipements informatiques.

Conception des programmes de formation des formateurs

Le rapport de l'Afrique francophone recommande l'organisation d'ateliers visant à décrire le processus technique de conception des programmes de FDF, à l'intention des associations sous-régionales et régionales d'institutions de l'enseignement supérieur (par exemple l'Association des universités africaines (AUA), ou d'autres organisations universitaires sous-régionales).

Le même rapport propose une série de recommandations détaillées concernant les curriculums de FDF et les modalités de leur amélioration dans cette région.

Amélioration de la qualité

Le rapport de l'Afrique francophone recommande, pour les institutions de l'enseignement supérieur, une amélioration de la qualité, grâce à l'instauration de critères stricts d'admission des étudiants dans les filières de FDF, avec entre autres conditions, des études universitaires préalables de premier et de second cycle, et le cas échéant, une expérience de 2 à 5 ans dans des programmes d'alphabétisation et d'éducation des adultes; et pour les instituts indépendants de renforcement des capacités et d'éducation à la citoyenneté, des études préalables dans ces deux domaines.

Le rapport d'Asie du Sud-Est a simplement recommandé d'améliorer la qualité en tenant compte des normes internationales.

Conception de matériel de formation

Le rapport de l'Afrique anglophone recommande que, au regard de la place de l'enseignement théorique comme la plus importante composante, unique de ce point de vue, dans les programmes universitaires d'éducation des adultes, que l'IIZ/DVV puisse poursuivre et même accroître son appui au développement et à la fourniture de manuels de formation aux programmes d'éducation des adultes en Afrique anglophone. Il estime à cet effet, que le projet d'élaboration de manuels didactiques de la collection *African Perspectives on Adult Learning* (APAL) ou *Éducation des adultes selon une perspective africaine*

Lancement de la série «Éducation des adultes selon une perspective africaine»



perspective africaine est pleinement conforme à la nécessité de mettre à disposition des programmes de FDF d'éducation des adultes des contenus pertinents, et que ce projet doit être poursuivi et étendu. D'autres agences internationales devraient se joindre à l'IIZ/DVV pour satisfaire une demande en accroissement constant d'ouvrages en adéquation avec les besoins spécifiques d'éducation des adultes en Afrique.

Le rapport d'Asie du Sud recommande également à l'IIZ/DVV de soutenir l'élaboration de matériel didactique.

Revues

Le rapport d'Asie du Sud-Est a recommandé l'accroissement de la distribution de la revue *Éducation des Adultes et Développement* de même qu'une revue internationale de liaison entre universités de la région Asie du Sud-Est.

5. Recherche et publications

Quelle est l'importance de la recherche et des publications relatives à l'éducation des adultes pour la formation des formateurs d'adultes? Les études régionales semblent dire que cela n'avait pas une grande importance, ce qui est inquiétant.

Le rapport de l'Afrique anglophone recommande un appui spécial de l'IIZ/DVV et d'autres agences internationales pour la recherche et la dissémination des résultats de recherche sur l'éducation de base et l'alphabétisation des adultes. Le rapport de l'Afrique francophone souhaite un appui pour les initiatives de recherche qui créeraient des opportunités d'échanges et de développement des programmes d'éducation des adultes. L'Asie du Sud recommande des projets conjoints de recherche et la publication des travaux significatifs. L'Asie du Sud-Est recommande des projets de recherche comparative.

Recherche et publications						
	AA	AF	AC	AS	ASE	PS
Recherche	x					
Dissémination des résultats de recherche	x					
Collaboration dans la recherche		x		x		
Publier les recherches significatives				x		
Projets de recherche comparative					x	

6. Financement et ressources

Comme on pouvait s'y attendre, tous les rapports ont indiqué que l'injection de vastes ressources financières dans les programmes d'éducation des adultes serait bénéfique pour toutes les régions. Outre cette recommandation générale, il y avait peu de propositions spécifiques relatives aux ressources financières, aussi surprenant que cela puisse paraître. Les rapports de l'Afrique anglophone et d'Asie du Sud ont souligné la nécessité de mobiliser des ressources financières pour les besoins de gestion quotidienne des activités de terrain. Dans le rapport du Pacifique Sud, il est fait état d'une insuffisance chronique de ressources.

7. Autres recommandations

Toutes les recommandations difficiles à catégoriser ont été rassemblées dans cette section. Et sont illustrées par le tableau ci-dessous.

8. Thèmes émergents

Au cours de la conférence deux thèmes significatifs ont émergé.

- Le premier concerne le rapport entre la mission des éducateurs d'adultes d'une part et les objectifs d'Éducation pour tous (EPT) de même que les Objectifs de développement pour le millénaire de l'autre, et le pessimisme actuel sur le risque que ces objectifs ne soient pas atteints dans les délais prévus.

Autres						
	AA	AF	AC	AS	ASE	PS
Problème des néo-alphabètes		x				
Conditions de travail des formateurs				x		x
Approches holistiques			x	x		
Éducation à distance comme modalité de FDF			x		x	
Diagnostic du marché de l'emploi de l'éducation			x		x	
Nouvelles infrastructures			x			

- Le second concerne la nécessité de renforcer la capacité des éducateurs d'adultes à analyser les situations éducationnelles complexes et de s'engager dans des approches multisectorielles (en d'autres termes, d'appréhender notre monde en constante mutation et de réagir à ces mutations en tant qu'éducateurs d'adultes). Les groupes de travail de la conférence ont évoqué ces deux thèmes.



Cours de couture à Port Vila, Vanuatu

Concernant la réalisation des objectifs, (EPT et ODM), il y a là de grandes opportunités et des responsabilités pour les institutions d'éducation et de formation d'adultes, qui sont interpellées et doivent réagir avec assurance, efficacité, et à travers une collaboration multisectorielle. Le thème lui-même constitue un repère pour les priorités à établir par l'IIZ/DVV dans la planification de ces programmes de formation des formateurs, planification qui doit désormais favoriser les initiatives véritablement orientées vers la réalisation des objectifs de l'EPT et des ODM.

Renforcer nos propres capacités et celles de nos formateurs à analyser les situations éducationnelles complexes d'une part, et s'engager dans des approches multisectorielles et multidisciplinaires de l'autre, constitue à bien des égards, les tâches les plus difficiles, semblables à l'équation périlleuse consistant à tenter de surnager au-dessus d'un tsunami, cette puissante vague de changement mondial qui bouleverse et restreint toute l'infrastructure physique et immatérielle de nos sociétés, y compris l'éducation et la formation.

En général, les études régionales n'ont pas longuement évoqué ce sujet, (peut-être en raison de la nature très technique de l'étude globale); ainsi;

- le rapport de l'Afrique anglophone a peut-être été trop marqué par la relative stabilité des structures universitaires de cette sous-région.
- Le rapport de l'Afrique francophone a décrit le contexte historique de l'évolution de ses institutions éducatives dont la structure reflète les tendances éducatives observées au cours de ces différentes phases historiques.
- Le rapport de l'Inde méridionale a décrit les contextes politiques et économiques ayant affecté les peuples et l'éducation des adultes.
- Le rapport d'Asie du Sud-Est a souligné la nécessité pour l'éducation des adultes de s'adapter à un monde marqué par de nouvelles formes d'organisation, de

travail et d'emploi, alors que les organisations d'éducation des adultes restent relativement immuables.

- Dans le Pacifique Sud, il y a eu au moins quelques indications sur le potentiel des nouvelles formes d'éducation en ligne, à l'exemple de l'Université du Pacifique Sud.
- Le rapport d'Asie centrale est celui qui, aussi ironique que cela puisse paraître, a mis en évidence les défis futurs de l'éducation des adultes, à savoir la déréglementation, la privatisation, et la raréfaction des financements publics de l'éducation.

En définitive, au regard du processus de décision qui guidera la planification des actions futures à entreprendre par l'IIZ/DVV, il incombe à ceux qui prennent ces décisions de:

- s'assurer que l'appui qu'ils apportent à l'éducation des adultes à travers l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, aille aux institutions, aux programmes et aux réseaux d'acteurs qui ont conscience de l'impact et des implications de la mondialisation sur l'éducation des adultes;
- s'assurer que lesdites institutions s'engagent dans la difficile tâche consistant à appréhender les situations éducationnelles complexes;
- s'assurer que ces institutions soient dotées entre autres, de ressources et d'équipements des technologies nouvelles de l'information et de la communication pour leur permettre de s'atteler à ces tâches de manière correcte et productive, parallèlement à la vision et à la passion qui consistent à utiliser l'éducation des adultes dans le but de contribuer à la libération intellectuelle et matérielle de l'humanité.

Références bibliographiques

Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). 1982. Les universités francophones des pays en développement et la lutte contre l'analphabétisme. Collection Alpha N° 7. Agence de coopération culturelle et technique (ACCT)

Arnaudon, H. 2005. Report on a survey of higher education and non-formal adult educators training institutions in the South Pacific. Canberra: Asian South Pacific Bureau of Adult Education (ASPBAE) and Institute for International Cooperation of the German Adult Education Association (IIZ/DVV)

Gartenschlaeger, U. (Ed.). 2005. Study of the current situation of training of andragogues in Central Asian countries. Tashkent: Institute for Social Research (TAHLIL) and Institute for International Cooperation of the German Adult Education Association (IIZ/DVV)

Hagnonnou, B. 2005. Survey of TOT provision by higher and non-academic adult education institutions in Africa / Asia-Pacific. Case studies: Francophone Africa. Final report. Institute for International Cooperation of the German Adult Education Association (IIZ/DVV)

Institute for International Cooperation of the German Adult Education Association (IIZ/DVV)

IIZ/DVV. 2004. Adult Education and poverty reduction – a global priority. Report from the University of Botswana conference sponsored by the sponsored by the Institute for International Cooperation of the German Adult Education Association (IIZ/DVV), the World Bank, the UNESCO Institute for Education (UIE) and the International Council for Adult Education (ICAE). 14-16 June 2004

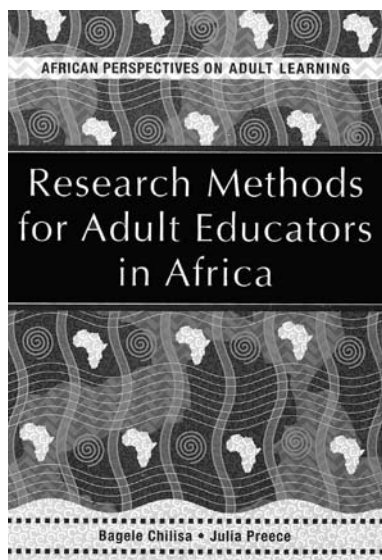
IIZ/DVV. 2004. Terms of reference for a survey of higher and non-academic adult education institutions in Africa / Asia-Pacific. Institute for International Cooperation of the German Adult Education Association (IIZ/DVV)

IIZ/DVV. 2004. Questionnaire for a survey of institutions of higher education for the training of adult educators (universities, colleges etc.) in Africa / Asia-Pacific. Institute for International Cooperation of the German Adult Education Association (IIZ/DVV)

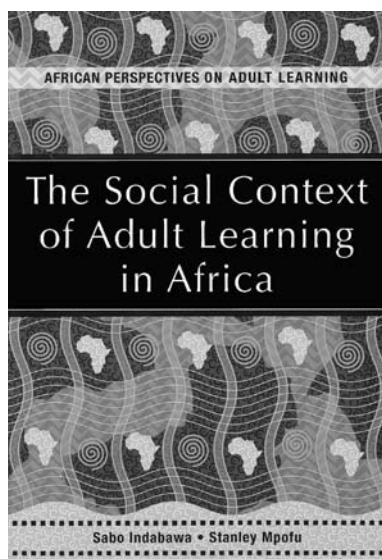
Mpofu, S. and Youngman, F. 2004. Survey - training of adult educators in institutions of higher education in Africa. Gaborone: University of Botswana

Mpofu, S. with Youngman, F. 2005. Report on the survey on the training of adult educators in institutions of higher education in Anglophone Africa. Institute for International Cooperation of the German Adult Education Association (IIZ/DVV)

Pant, M. and Kumar, N. 2005. Training of adult educators in South Asia: present state and recommendations for the future. New Delhi: Society for Participatory Research in Asia (PRIA) and Institute for International Cooperation of the German Adult Education Association (IIZ/DVV)



*Méthodes de recherches
pour les formateurs d'adultes
en Afrique*



*Le contexte social de l'éducation
des adultes en Afrique*



Atelier complémentaire:

**«La formation des formateurs d'adultes
en Afrique de l'Ouest francophone»**

Bamako, Mali, 10 - 12 août 2005

Bernard Hagnnonou: La formation des formateurs d'adultes en Afrique de l'Ouest francophone

Contexte	83
• Justification.....	84
• Objectifs.....	84
• Résultats attendus	84
Ouverture de l'atelier	85
• Allocution du représentant officiel du ministre de l'Éducation nationale du Mali	85
• Allocution du représentant en Afrique de l'Ouest de l'IIZ/DVV	86
Présentations à l'atelier	86
• Aperçu de quelques offres de FDF d'adultes	87
Diagnostic de la situation de la formation des formateurs d'adultes en Afrique francophone	90
• Situation de la FDF d'adultes en Afrique francophone	90
• Causes de l'absence d'une tradition de formation des formateurs d'adultes en Afrique francophone	90
Renforcement des capacités éditoriales	91
Exigences d'une éducation de qualité	94
• Les tâches du formateur d'adultes.....	94
• Les exigences d'une éducation de qualité.....	95
• Nécessités pour réaliser les objectifs de qualité	95
Évaluation des besoins de formation	96
Modalités de création et de généralisation des filières de formation des formateurs en Afrique francophone	97
Principaux axes thématiques des filières de DFD d'adultes à créer: référentiel curriculaire	97
• Les disciplines fondamentales qui constitueraient le noyau	97
• Les spécialités ou options.....	98
• Contenus détaillés des axes thématiques de formation	98
Recommandations	103
Programme minimal d'actions	104
Répartition des responsabilités	104
• Comité de suivi	104
• Points focaux	104
• Personnes ressources	105
Participations	105
• Les universités francophones d'Afrique de l'Ouest	105
• Des instituts de formation et de recherche	105
• Des ONG du secteur de l'éducation non formelle.....	105
• Liste des participants	106
Références	107

Suite à la conférence internationale du Cap, la section Afrique de l'Ouest de l'IIZ/DVV et l'institut ALPHADEV de Cotonou ont pris l'initiative de convoquer sous ce titre un atelier subrégional. Ceci nous a permis d'inviter un plus grand nombre de représentants des universités francophones d'Afrique de l'Ouest ainsi qu'un délégué de l'université de Fianarantsoa de Madagascar. L'atelier s'est déroulé au Centre Djoliba à Bamako (Mali) du 10 au 12 août 2005.

Cette rencontre s'inscrit dans le droit fil des activités de notre organisation qui privilégie le renforcement des capacités de ses partenaires non gouvernementaux, gouvernementaux et universitaires par la formation initiale et continue des formateurs d'adultes, par l'échange et le partage ainsi que la recherche de synergies. Notre but a toujours été de fournir un soutien efficace à la formation du personnel sur le terrain et donc d'améliorer la pratique de l'éducation des adultes axée sur le développement.

Pour certaines raisons notre appui à l'établissement et à l'évolution des instituts ou des départements universitaires d'éducation des adultes s'est concentré sur les pays anglophones. Pourtant, ce n'est pas une coïncidence si le diplôme d'études supérieures spécialisées en éducation et formation d'adultes (DESS) à l'université de Fianarantsoa de Madagascar a été conçu par les partenaires de notre projet dans ce pays. Malheureusement cette structure ne figure pas dans la filière d'études francophones pour des raisons inhérentes à des problèmes de communication électronique.

En ce qui concerne le programme de l'IIZ/DVV en Afrique de l'Ouest francophone, je présenterai d'abord quelques informations de fond. L'IIZ/DVV entretient un bureau régional à Conakry (Guinée) qui sélectionne et accompagne des projets et activités au niveau subrégional. Il est en outre chargé de favoriser les échanges avec des organisations au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso, au Niger, au Bénin et au Tchad.

À Conakry, nous menons actuellement deux activités de front: le projet d'éducation de base des adultes pour un développement participatif et durable, financé par le gouvernement allemand, et le sous-projet d'alphabétisation et d'éducation non formelle dans le cadre du Programme d'éducation pour tous (PEPT), financé par la Banque mondiale. Notons que depuis 2004 l'IIZ/DVV opère comme agence d'exécution au sein du PEPT – dans la section alphabétisation et éducation non formelle.

À travers ces expériences, mais aussi sur la base des renseignements fournis par nos projets au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso et au Tchad, nous constatons le manque d'opportunités pour offrir une formation initiale et continue de qualité aux formateurs d'adultes.

Nous nous sommes par conséquent réunis à Bamako afin de mieux comprendre la situation et les contraintes dans ce domaine, et pour parler des perspectives d'avenir.

L'atelier a permis de mettre en relation des représentants des universités de Dakar (Sénégal), de Bamako (Mali), de Ouagadougou (Burkina Faso), de Niamey (Niger), de Calavi (Bénin) et de Fianarantsoa (Madagascar). Il a également permis aux participants de s'entretenir sur le développement et l'organisation, et sur les défis qui se posent aux filières universitaires de formation des formateurs d'adultes. Il a en outre servi à élaborer des actions à court et à moyen terme.

Celles-ci visent à diffuser les conclusions et recommandations de l'atelier dans les pays respectifs et à sensibiliser le public et les autorités à la nécessité de la formation des formateurs d'adultes en tant qu'outil incontournable dans la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement et des Objectifs de l'éducation pour tous. Sont principalement concernés: les objectifs visant à accroître le nombre des adultes alphabétisés, en particulier celui des femmes, et les objectifs portant sur la formation, l'éducation et l'information des jeunes et des adultes en matière de santé, de planification familiale, de VIH/SIDA, de protection des ressources naturelles, de réduction de la pauvreté et de participation des adultes à la société démocratique.

Henner Hildebrand

Bernard Hagnonnou

La formation des formateurs d'adultes en Afrique de l'Ouest francophone

1. Contexte

Le Forum mondial de l'éducation réuni du 26 au 28 avril 2000 à Dakar a été l'occasion pour les acteurs et responsables de l'éducation venus du monde entier de redéfinir les objectifs majeurs en matière d'éducation pour tous (EPT). L'un des six objectifs retenus avait trait à l'exigence d'une éducation de qualité et fut formulé en ces termes:

«Améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation dans un souci d'excellence de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables – notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture et le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante».



Bernard Hagnonnou

Selon les constats mis en exergue lors de ce forum mondial,

«on a souvent monopolisé les maigres ressources disponibles pour développer les infrastructures au détriment de la recherche de qualité dans des domaines comme la formation des enseignants ou l'élaboration des manuels».

L'objectif de qualité est donc au cœur de l'action éducative, et dans la pratique, sa réalisation est un véritable défi pour les acteurs et spécialistes qui ont pour rôle et responsabilité de la traduire dans les faits. L'une des conditions soulignées lors du Forum de Dakar à cet effet, est une formation adéquate des formateurs, en l'occurrence, des formateurs d'adultes.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'atelier réuni du 10 au 12 août 2005 à Bamako au Mali qui faisait suite à une autre conférence organisée au Cap en Afrique du Sud du 11 au 13 avril 2005, et qui était consacrée à l'analyse des résultats d'une étude internationale relative à un état des lieux des offres de formation de formateurs d'adultes à travers l'Afrique, l'Asie, le Pacifique et l'Europe centrale. Initiée par

L'Institut de coopération internationale de la Confédération allemande pour l'éducation des adultes (IIZ/DVV), en partenariat avec l'IUE/Hambourg et l'Université du Botswana, cette étude a révélé l'existence d'offres variées de FDF d'adultes dans ces différentes régions du monde, y compris dans les pays en développement.

1.1 Justification

Toutefois, il ressort de ladite étude que l'Afrique francophone est la seule sous-région à ne pas connaître de tradition de formation des formateurs d'adultes, contrairement à l'Afrique anglophone qui a une longue tradition en la matière. C'est pour tirer les conséquences de cet état des lieux que l'atelier de Bamako a été organisé en vue de réfléchir à l'une des conditions majeures de réalisation des objectifs de l'EPT, à savoir la formation des formateurs d'adultes.

1.2 Objectifs

Eu égard à l'absence quasi-totale d'offres et de filières de formation des formateurs d'adultes en Afrique francophone, l'atelier avait pour objectif d'examiner les conditions opérationnelles de création et de généralisation de telles offres et filières, notamment au niveau des universités.

Outre cet objectif principal, les participants devaient:

- réfléchir aux exigences et normes d'une éducation des adultes de qualité;
- examiner les modalités pratiques de création des filières au sein des universités;
- adopter des recommandations à l'endroit des décideurs, acteurs et partenaires de l'EPT à travers l'Afrique francophone de l'Ouest.

1.3 Résultats attendus

Les résultats attendus étaient les suivants:

- un diagnostic clair est établi concernant les causes de l'absence d'une tradition de filières institutionnelles de formation des formateurs d'adultes en Afrique francophone;
- les besoins en matière de formation des formateurs d'adultes à divers niveaux sont évalués (au niveau des universités, des instituts indépendants de formation et des programmes d'alphabétisation et d'éducation des adultes);
- les modalités de création et de généralisation des filières de formation des formateurs en Afrique francophone sont clairement définies;
- les pistes d'action à court, moyen et long terme sont élaborées.

2. Ouverture de l'atelier

2.1 Allocution du représentant officiel du ministre de l'Éducation nationale du Mali

Les travaux de l'atelier ont été officiellement ouverts par Mr Gouro DIALL, conseiller technique au ministère de l'Éducation nationale, chargé de l'Éducation non formelle et représentant le ministre de l'Éducation nationale du Mali. Après avoir rappelé les engagements de la communauté internationale au regard de la nécessité d'une éducation pour tous (EPT), il a souligné les efforts du Mali dans ce domaine, notamment à travers l'adoption depuis 1998 et la mise en œuvre de son Programme décennal de l'Éducation (PRODEC), dont les objectifs cadrent parfaitement avec le sujet qui fera l'objet des réflexions durant cet atelier.

Il a en effet reconnu que les objectifs de l'EPT ne peuvent être atteints sans une formation adéquate des formateurs, et a donc souligné l'importance du thème de l'atelier, qui doit faire l'objet d'une réflexion approfondie et de recommandations pratiques.



Table ronde, Bamako, Mali

2.2 Allocution du représentant en Afrique de l'Ouest de l'IIZ/DVV

Le représentant de l'IIZ/DVV, bureau Afrique de l'Ouest, principal partenaire technique et financier de cet atelier, a quant à lui rappelé la vision de son institution qui, à travers un partenariat datant de plusieurs décennies avec certains pays d'Afrique anglophone, s'appuie sur «*un système d'éducation des adultes développé en Allemagne et qui est actuellement représenté par 1000 universités populaires et 3600 antennes locales*».

Selon M. Henner Hildebrand, l'IIZ/DVV conçoit son soutien à l'éducation des adultes dans le contexte de la lutte directe contre la pauvreté. Le travail de l'IIZ/DVV se distingue ainsi par une orientation clairement sociale et une identification sans équivoque avec les intérêts des classes pauvres et marginalisées des pays partenaires. C'est à cela que se rapporte la notion d'éducation des adultes axée sur le développement, qui est le leitmotiv de l'IIZ/DVV.

M. Hildebrand a conclu son intervention en rappelant que notre but a toujours été de fournir un soutien à la formation du personnel sur le terrain et donc d'améliorer la pratique de l'éducation des adultes axées sur le développement. Pour certaines raisons, notre appui à l'établissement et au renforcement des instituts ou départements universitaires d'éducation des adultes a été concentré sur les pays anglophones. Toutefois, a-t-il souligné, ce n'est pas une coïncidence que le DESS en éducation des adultes créé à l'Université de Fianarantsoa ait été conçu par les partenaires de notre projet à Madagascar.

Enfin, le directeur du Centre Djoliba de Bamako, dont les locaux ont servi de cadre à l'atelier, a souligné l'importance de l'éducation des adultes qui est la principale activité du Centre Djoliba créé depuis 1964, et qui s'efforce de développer des modules relatifs à la formation des adultes dans maints domaines y compris l'éducation à la citoyenneté, le renforcement des capacités, etc.

Suite à ces propos liminaires, des présentations techniques ont été faites par les différents délégués.

3. Présentations à l'atelier

Les participants ont ensuite écouté une série de présentations relatives à l'état des lieux de la formation des formateurs d'adultes dans les différents pays francophones d'Afrique de l'Ouest représentés à cet atelier sous-régional, à savoir:

- objectifs de l'atelier, par le professeur Norbert NIKIEMA de l'Université de Ouagadougou;

- discours inaugural: les exigences d'une éducation des adultes de qualité, par le professeur Harrison RAKOTOZAFY de l'Université de Fianarantsoa, Madagascar;
- rapport sur l'état des lieux des offres et filières de FDF d'adultes en Afrique francophone, par Bernard HAGNONNOU, chercheur à l'Institut Alphadev de Cotonou;
- présentation de la filière développement et éducation des adultes (DEDA); par Boureima OUEDDRAOGO, professeur et chef du département DEDA de l'Université de Ouagadougou;
- présentation des programmes du CFCA/ENS de Niamey, par Maman SALEY; directeur de l'ENS/Niamey;
- aperçu des offres de formation d'adultes du Centre Djoliba; par Marc SANGARE, formateur;
- aperçu des offres de FDF d'adultes en Afrique anglophone et dans le reste du monde, par le professeur Idowu BIAO, chef/département éducation des adultes, Université de Calabar, Nigeria;
- aperçu des offres et filières FDF d'adultes à Madagascar, par le Dr José Rakotozafy, Université de Fianarantsoa;
- aperçu des offres de FDF d'adultes au Mali, par le professeur Denis DOUGNON, de l'ISFRA/Université de Bamako;
- aperçu des offres de formation de formateurs au Bénin, par Dominique BADA, chef/département des sciences du langage et de la communication, Université d'Abomey Calavi/Bénin;
- aperçu des offres de FDF d'adultes au Sénégal, par Moussa DAFF, professeur à l'Université C. Anta Diop, Dakar.

3.1 Aperçu de quelques offres de FDF d'adultes

À Madagascar, la formation des formateurs d'adultes est un phénomène en plein développement et touche des domaines divers: alphabétisation, réinsertion professionnelle, éducation civique, appui aux groupements villageois ou associations de la société civile; introduction à de nouvelles techniques, amélioration des formes de gestion et de management des entreprises et associations, participation à la vie civique, décentralisation et développement local ... Or on ne peut prétendre développer la formation des adultes sans une formation appropriée des intervenants appelés à travailler dans ce domaine. Par ailleurs, une politique de formation de formateurs a été validée durant l'année 2003 et confirme ce besoin de promouvoir la mise en place de structures de formation de formateurs d'adultes.

Des offres de formation qualifiante existent surtout pour des personnes déjà en activité, et sont assurées à distance (par correspondance) à travers 6 modules théoriques et pratiques. Un DESS en éducation des adultes est reconnu au niveau national et s'obtient aux termes de 8 modules de formation. Ses objectifs spécifiques sont les suivants:

Objectifs professionnels

La formation s'adresse essentiellement à des personnes déjà engagées dans le monde de l'éducation/formation d'adultes. Le premier objectif est donc l'amélioration des compétences en vue d'une meilleure atteinte des résultats dans l'exercice de la profession. Le second objectif est de former des consultants professionnels appelés à répondre aux diverses sollicitations actuelles de formation d'adultes dans divers domaines dont les plus observés sont l'alphabétisation et ses disciplines connexes, l'insertion et la réinsertion professionnelle, l'éducation civique, la bonne gouvernance, la santé et la prévention du VIH-Sida. Enfin, les compétences acquises permettent aussi de postuler à divers postes temporaires ou pérennes dans le monde professionnel du développement ou de la formation et le développement de ressources humaines.

Au Mali: la situation de la formation des formateurs d'adultes est essentiellement focalisée sur l'alphabétisation. Selon Denis DOUGNON, de l'Institut des sciences humaines (ISFRA) de l'Université de Bamako, une formation initiale et continue est assurée pour le personnel de terrain (alphabétiseurs et animateurs). Par ailleurs, des structures comme le Centre Djoliba développent des offres de formations d'adultes relatives à divers domaines liés au renforcement des capacités, à la citoyenneté, etc. Il arrive que des relais soient formés pour aller, à leur tour, former les groupements de femmes dont ils sont membres.

Il existe également au Mali un Institut national de formation des travailleurs sociaux qui forme des jeunes diplômés et des professionnels auxquels sont proposées des formations thématiques leur permettant de former des adultes sur le terrain.

Au Burkina Faso: l'Université de Ouagadougou développe depuis 2001 l'une des toutes premières filières de FDF d'adultes fondée sur une approche holistique. Cette offre n'inclut pas d'opportunité de formation initiale. Les candidats sont des adultes en activité. Par ailleurs, il n'y a pas d'homogénéité dans les expériences professionnelles préalables des candidats du programme de licence. Le DEDA dispose d'un ensemble de modules ayant trait à l'anthropologie pour la connaissance du milieu d'intervention. Un autre bloc de modules traite des sciences de l'éducation y compris de l'éducation des adultes. Un troisième groupe concerne l'ingénierie des projets. La méthodologie de la recherche devient aussi une des préoccupations pour outiller les bénéficiaires des programmes. De manière pratique, des ateliers thématiques sont

organisés pour le renforcement des connaissances spécifiques. Le diplôme de maîtrise propose quelques notions plus approfondies: didactique, éthique, épistémologie, etc. Il faut ajouter que le DEDA bénéficie des appuis techniques des universités partenaires (Université de Louvain la neuve en Belgique) et de spécialistes provenant des Universités du Nord (Université de Genève) et du Sud (Université du Brésil).

Au Niger, l'État a été amené à créer en 1977 le Centre de formation des cadres d'alphabétisation (CFCA) considéré comme la première filière de formation des formateurs d'adultes de niveau moyen en Afrique francophone. À la fin du cycle du CFCA, les cadres formés essentiellement aux techniques d'alphabétisation accèdent à un cycle supérieur de deux ans à l'ENS pour devenir des conseillers qui, après un an de formation, deviennent des inspecteurs d'alphabétisation. Leur rôle consiste à encadrer, animer et contrôler les processus didactiques en alphabétisation.

Au Bénin, l'Université d'Abomey Calavi propose quelques unités de valeur seulement dans le domaine de l'alphabétisation. Selon Dominique BADA, chef du département des sciences du langage et de la communication de ladite université, les formations pratiques pour les praticiens de terrain (alphabétiseurs et animateurs) dans ce domaine sont assurées par la Direction nationale de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes à travers des ateliers et séminaires, sous forme de modules de formation initiale et continue.

Suite à ces communications, des débats ont porté sur les différents aspects des problématiques identifiées, à savoir:

- Quel diagnostic approfondi établir concernant les causes d'une absence de tradition de formation des formateurs d'adultes en Afrique francophone?
- Quelles sont les exigences d'une éducation des adultes de qualité?
- Quelles sont les disciplines fondamentales à intégrer dans les filières nouvelles de FDF d'adultes à créer?
- Quelles sont les actions à court, moyen et long terme à planifier pour atteindre l'objectif principal de création des filières de formation de formateurs d'adultes dans les universités d'Afrique francophone de l'Ouest?



Cours d'alphabétisation en Guinée

4. Diagnostic de la situation de la formation des formateurs d'adultes en Afrique francophone

4.1 Situation de la FDF d'adultes en Afrique francophone

La situation de la FDF d'adultes en Afrique francophone est globalement caractérisée, selon le professeur José Harrison Rakotozafy de l'Université de Fianarantsoa/Madagascar, par :

- un système de formation de formateurs (FDF) d'adultes encore peu développé et largement en retard dans plusieurs domaines notamment, au regard de l'adoption d'une approche holistique de l'éducation des adultes;
- des offres de FDF d'adultes encore largement assurées par les ONG et associations avec des avantages de flexibilité et des inconvénients de fragilité institutionnelle;
- un système de FDF d'adultes souffrant d'un déficit de culture d'éducation des adultes au sein des institutions formelles d'éducation, notamment au niveau de l'enseignement supérieur.

La situation décrite ci-dessus s'explique par une série de facteurs liés à l'évolution du contexte historique des différents pays d'Afrique francophone.

4.2 Causes de l'absence d'une tradition de formation des formateurs d'adultes en Afrique francophone

Au terme du diagnostic établi, l'atelier a retenu une série de causes probables qui expliqueraient cette situation, et qui sont résumées à travers une synthèse présentée par le professeur Norbert NIKIEMA de l'Université de Ouagadougou, à savoir :

- la focalisation de la communauté internationale sur la lutte contre l'analphabétisme, à travers le programme expérimental mondial d'alphabétisation (PEMA) lancé au cours des années 60 sous l'égide de l'UNESCO;
- la mise en place, dans ce cadre, de curriculums sommaires dont la mise en œuvre ne requérait qu'un niveau très moyen pour les formateurs dont la formation ne nécessitait pas, selon toute hypothèse, l'implication des universités;
- la préoccupation, dans les universités francophones, de conférer des diplômes reconnus en France, à des cadres d'une administration publique d'Afrique francophone dont la langue de travail était et demeure le français;

- l'extraversion qui a résulté d'un tel mimétisme, des programmes des universités d'Afrique francophone calqués sur ceux des universités françaises, et qui étaient, de ce fait même, mal adaptés aux réalités locales et aux véritables besoins de développement du continent à ce stade de son évolution;
- le peu d'importance accordée, dans un tel contexte, à l'éducation non formelle, à la formation des formateurs d'adultes et au développement de ressources didactiques pour ce sous-secteur de l'éducation qui n'était pas perçu comme prioritaire;
- enfin les lenteurs d'adaptation des universités francophones d'Afrique, plusieurs décennies après les indépendances, aux nécessités et aux besoins émergents d'éducation pour tous (EPT).

Toutefois, la nécessité d'une implication des universités francophones d'Afrique dans la lutte contre l'analphabétisme a été rappelée très tôt aux responsables et décideurs des pays concernés. Ce fut à l'occasion d'une conférence organisée dès 1982 à Dakar sous l'initiative conjointe de l'Agence de coopération technique et culturelle (ACCT) et de l'Université de Dakar. Cette rencontre avait permis de définir les stratégies de création des filières de formation de formateurs d'adultes, avec une focalisation sur l'alphabétisation (Cf. bibliographie). Force est de constater que depuis cette conférence réunie il y a plus de vingt ans, seule une université d'Afrique francophone au sud du Sahara a créé un embryon de filière de FDF d'adultes, à savoir l'Université de Ouagadougou, à travers son programme DEDA.

Face aux constats susmentionnés, et eu égard aux nombreux défis actuels liés à l'éducation pour tous, il est d'une impérieuse nécessité d'apporter des réponses adéquates aux exigences d'une éducation de qualité pour tous à travers, entre autres, la création d'offres qualitatives variées de formation des formateurs d'adultes. À cet égard, quelles sont les conditions minimales à remplir pour la création d'offres et de filières de formation des formateurs d'adultes en Afrique francophone?

5. Renforcement des capacités éditoriales

Les ressources éditoriales constituent un des facteurs indispensables à la mise en place d'une filière viable de formation des formateurs d'adultes. Ces ressources incluent des stratégies de production de manuels didactiques, d'ouvrages théoriques, de revues spécialisées dans le domaine de l'éducation des adultes et de la formation des formateurs d'adultes.

En Afrique francophone, l'absence de filières de FDF d'adultes explique aussi la rareté des ressources didactiques afférentes à ce domaine, notamment de la documentation générale relative à la formation des formateurs d'adultes. La création des

filiales de FDF d'adultes appelle donc la mise en place de stratégies appropriées de même que le renforcement des capacités éditoriales. L'expérience des pays anglophones dans ce domaine pourrait servir de source d'inspiration.

À cet égard, un aperçu des pratiques éditoriales développées dans les pays anglophones d'Afrique a été présenté par Henner HILDEBRAND, représentant de l'IIZ/DVV, bureau régional d'Afrique de l'Ouest; de même, la nouvelle collection APAL conçue et réalisée sur la base d'un partenariat entre l'IIZ/DVV, l'IUE/Hambourg et l'Université du Botswana a été présentée par le professeur Norbert NIKIEMA de l'Université de Ouagadougou, et membre du comité scientifique de ladite collection.

Dans les pays d'Afrique anglophone ayant une tradition relativement ancienne en matière d'éducation des adultes au niveau universitaire, des stratégies éditoriales ont été développées afin d'assurer une offre adéquate de manuels didactiques. Selon Henner Hildebrand de l'IIZ/DVV, des revues spécialisées et des ouvrages relatifs à divers aspects théoriques de l'éducation des adultes étaient mis à la disposition des universités africaines depuis plusieurs années par l'IIZ/DVV et d'autres institutions comme l'IUE/Hambourg. De même, la politique de coopération de l'IIZ/DVV visait à renforcer les capacités éditoriales de ces universités partenaires d'Afrique anglophone qui ont élaboré du matériel didactique relatif à la formation des formateurs d'adultes; c'est le cas, entre autres, des Universités de Sierra Leone, du Botswana et d'Afrique du Sud.

Toutefois, et suite à des évaluations successives, une réflexion s'est approfondie autour des besoins et des exigences d'une formation des formateurs d'adultes confrontés aux réalités spécifiques d'apprentissage des adultes en Afrique. Ces réflexions ont abouti à la conclusion qu'il était nécessaire de créer une collection de manuels didactiques universitaires adaptés aux réalités spécifiques et au contexte de l'éducation des adultes en Afrique. Telle est la genèse de la collection APAL dont les deux premiers ouvrages ont été conçus et élaborés par des universitaires africains.

Selon une présentation de Norbert NIKIEMA de l'Université de Ouagadougou et membre du comité scientifique APAL, la collection du même nom est le sigle anglais dérivé du titre *African Perspectives on Adult Learning* (Éducation des adultes selon une perspective africaine). Elle a été conçue et lancée par des initiateurs dont le souci principal visait à «rompre avec cette habitude qui consiste à emprunter des ressources didactiques de l'extérieur sans rapport avec les réalités et les besoins réels d'éducation et de formation des formateurs d'adultes en Afrique». L'objectif des initiateurs de la collection APAL est donc de concevoir des manuels didactiques adaptés au contexte socioculturel, aux besoins réels de formation et aux besoins spécifiques de développement du continent.

Les deux premiers ouvrages de la collection ont trait, le premier, aux «*Fondements de l'éducation des adultes en Afrique*», et le second, à la «*Psychologie de l'éducation des adultes en Afrique*».

Le premier ouvrage intitulé *Foundations of Adult Learning in Africa* a pour auteurs des universitaires africains, professeurs émérites d'éducation des adultes; il s'agit de:

- Pr. Frederick NAFUKHO, Associate Professor, Université d'Arkansas (USA)
- Pr. Maurice AMUTABI, Fulbright fellow, Université d'Illinois (USA)
- Dr Ruth OTUNGA, chef du département planification, gestion de l'éducation et développement des curriculums à l'Université Moi, (Kenya)

Le second ouvrage intitulé «*The Psychology of Adult Learning in Africa*» a pour auteurs:

- Dr Thomas FASOKUN, professeur titulaire en éducation des adultes à l'Université Obafemi Awolowo, Nigeria
- Dr Anne KATAHOIRE, directrice adjointe de l'Institut d'éducation permanente des adultes de l'Université de Makerere, Ouganda
- Dr Akpovire ODUARAN, professeur d'éducation des adultes à l'Université du Botswana

Ces deux ouvrages sont les premiers de la collection APAL dont le lancement a eu lieu à l'occasion de la conférence internationale du Cap d'avril 2005 consacrée à l'état des lieux des offres de formation des formateurs d'adultes à travers le monde.

Trois autres ouvrages sont en cours d'élaboration à savoir:

- *Developing Programmes for Adult Learners in Africa* (Concevoir des programmes pour les apprenants adultes en Afrique), par Mathiew GBOKU et Nthogo LEKOKO
- *Research Methods for Adult Educators in Africa* (Méthodes de recherche pour les formateurs d'adultes en Afrique), par Baghele CHILISA et Julia PREECE
- *The Social Context of Adult Learning in Africa* (Le Contexte social de l'éducation des adultes en Afrique) par Sabo INDABAWA avec la collaboration de Stanley MPOFU



Norbert Nikiema, Burkina Faso, Edward Turay, Sierra Leone à la Conférence du Cap

Les participants à l'atelier de Bamako ont apprécié à sa juste valeur le contenu scientifique des deux premiers ouvrages déjà disponibles (dans leur version initiale en langue anglaise), et ont vivement souhaité la traduction/adaptation en français de tous les ouvrages de la collection initialement conçus et élaborés en anglais.

Aussi, ont-ils vivement recommandé au comité scientifique APAL d'envisager dans les plus brefs délais, les dispositions utiles en vue de rendre disponibles en français les deux premiers ouvrages de cette nouvelle collection afin de soutenir le processus de création des premières filières de FDF d'adultes dans les universités d'Afrique francophone.

Suite à cet état des lieux relativement exhaustif de la situation actuelle de la formation des formateurs d'adultes en Afrique francophone, les modalités pratiques de mise en œuvre du processus de création des filières ont été examinées par les participants.

6. Exigences d'une éducation de qualité

La création de filières de formation des formateurs d'adultes doit répondre aux exigences d'une éducation de qualité qui inclut différents facteurs, notamment une formation adéquate de l'acteur principal du processus de formation, à savoir le formateur d'adultes. Il importe par conséquent de rappeler les tâches de ce dernier afin de définir les normes de qualité requises pour les accomplir dans les conditions d'efficacité requise.

6.1 Les tâches du formateur d'adultes

Selon le professeur José Rakotozafy de l'Université de Fianarantsoa de Madagascar, il importe de rappeler les exigences liées aux tâches d'un éducateur d'adultes. En effet, ce dernier est considéré comme:

- l'acteur principal de la réalisation du segment crucial de l'«*éducation pour tous*», à savoir le processus d'enseignement/apprentissage destiné au public d'adultes non touchés par l'éducation formelle habituelle;
- un formateur devant justifier des compétences précises en raison de la spécificité de ses tâches et des exigences d'une formation dont les effets et les impacts doivent être presque immédiats sur la vie des bénéficiaires (des adultes);
- un éducateur qui doit se tenir informé des pratiques diverses en cours pour bénéficier de la capitalisation d'expériences d'ici et d'ailleurs, afin d'être à la hauteur des attentes des adultes qui sont les principaux bénéficiaires de ses prestations.

Au regard des exigences ci-dessus, il ne peut y avoir de formateurs d'adultes compétents sans structures de formation de formateurs d'adultes qui doivent être considérés comme:

- des lieux d'acquisition de savoirs théoriques et de compétences professionnelles de formateur de haut niveau;
- des lieux de capitalisation, de conception et de développement de ces savoirs.

6.2 Les exigences d'une éducation de qualité

Miser sur la qualité c'est:

- définir de la façon la plus rigoureuse les conditions à remplir pour une meilleure atteinte des résultats des actions éducatives en général, des processus de formation des adultes en particulier;
- déterminer les cadres processuels de conduite desdites actions formatives pour respecter ces conditions;
- mettre en place un système fonctionnel de suivi des processus de formation;
- évaluer les résultats atteints, les capitaliser en vue d'améliorer les processus et les normes.

6.3 Pour réaliser les objectifs de qualité ci-dessus, il faudrait

- développer des référentiels d'action et des processus de mise aux normes;
- diffuser ces différentes pratiques et procédures d'application;
- favoriser l'acquisition de compétences en
 - savoir,
 - savoir-faire (acquérir des connaissances pratiques),
 - savoir-agir (appliquer ces connaissances tout en les adaptant au contexte).

Par ailleurs, le souci de la qualité en éducation dépend de la prise en compte des facteurs ci-après:

- contexte global de l'action;
- caractéristiques des apprenants;
- résultats escomptés;
- cadre de réalisation de l'enseignement/apprentissage.

La diversité des contextes impose la diversité des réponses et l'évolution permanente des contextes impose l'actualisation quotidienne des réponses.

Suite à ce diagnostic et aux discussions relatives aux exigences d'une éducation de qualité, des propositions ont été formulées, concernant:

- une évaluation générale des besoins actuels de formation des formateurs d'adultes à travers les différents pays d'Afrique francophone;
- les modalités de création des filières de formation de formateurs d'adultes;
- un référentiel curriculaire et les diplômes correspondants et enfin;
- des recommandations pratiques à l'endroit de différentes catégories d'acteurs concernés.

7. Évaluation des besoins de formation

La mise en place d'une filière de FDF d'adultes nécessite une évaluation préalable des besoins à divers niveaux. L'atelier a procédé à un examen approfondi de cette question aux fins de mettre en évidence le contexte général des besoins actuels de formation des formateurs d'adultes. Ainsi, selon une synthèse présentée par le professeur Norbert NIKIEMA de l'Université de Ouagadougou, les besoins retenus sont les suivants:

- besoin de dépasser résolument les formations sommaires et d'intégrer les offres de FDF d'adultes dans les programmes des institutions universitaires pour répondre aux impératifs d'éducation de qualité pour tous;
- besoin d'intégrer les programmes de FDF dans le système licence, master et doctorat (LMD) en cours d'instauration dans les universités francophones d'Afrique;
- besoin de formations diplômantes;
- besoin de formations qualifiantes à la carte, à dispenser selon des modalités variées (universités d'été, formation à distance, etc.);
- besoin de formations courtes et de formations longues;
- besoin de formations dans d'autres domaines que l'alphabétisation;
- besoin de supports didactiques appropriés, qui pourrait être comblé en partie par la traduction/adaptation des manuels de la collection APAL nouvellement lancée par l'IIZ/DVV en partenariat avec l'IUE/Hambourg et l'Université du Botswana;
- besoin de définir un référentiel de curriculum/un curriculum de base pouvant servir de socle aux formations;
- besoin de mécanismes de concertation et de mise en synergie des actions de formation en FDF d'adultes entre les universités de la sous-région;
- besoin de ressources bibliothécaires spécialisées en éducation des adultes (au sens holistique du terme).

8. Modalités de création et de généralisation des filières de formation des formateurs en Afrique francophone

Les étapes de création des filières FDF ont été envisagées selon les différents contextes, à savoir:

- améliorer et renforcer les filières existantes (ex: programme DEDA de l'Université de Ouagadougou, DESS en éducation des adultes de l'Université de Fianarantsoa/Madagascar);
- créer de nouvelles filières dans les établissements universitaires appropriés, à savoir ENS, facultés des lettres, arts et sciences humaines, autres;
- mettre l'accent sur la professionnalisation des filières à instituer au sein des universités;
- réfléchir à la mise en place d'un système harmonisé d'accréditation et de validation des qualifications et diplômes;
- développer des partenariats dynamiques avec les universités anglophones d'une part, et de l'autre, avec les secteurs socioprofessionnels s'occupant des questions de développement dans les différents pays.

9. Principaux axes thématiques des filières de FDF d'adultes à créer: référentiel curriculaire

Les recommandations ont essentiellement porté sur:

le développement des disciplines fondamentales de l'éducation des adultes (histoire, philosophie et psychologie de l'éducation des adultes, management de l'EA, anthropologie ...);

la prise en considération d'un référentiel curriculaire global.

9.1 Les disciplines fondamentales qui constitueraient le noyau sont:

1. l'histoire de l'éducation des adultes
2. la philosophie de l'éducation des adultes
3. la psychologie de l'éducation des adultes

4. le management de l'éducation des adultes
5. l'ingénierie de projet
6. l'anthropologie
7. les techniques de communication
8. la didactique de l'éducation des adultes
9. les stages de formation pratique
10. la méthodologie de la recherche en éducation des adultes

9.2 Les spécialités ou options sont:

1. l'alphabétisation
2. le développement social
3. les activités génératrices de revenus
4. le genre et le développement
5. l'environnement et le développement humain durable
6. la citoyenneté

9.3 Contenus détaillés des axes thématiques de formation

Philosophie de l'éducation des adultes

1. Objectifs de l'éducation des adultes
2. Terminologies andragogiques
3. La conscientisation
4. Société sans école
5. Le pragmatisme
6. L'existentialisme
7. L'humanisme
8. Éducation des adultes et valeurs africaines

Références: Akimpelu Jones, Paulo Freire, Ivan Illich, John Devey, Jean Paul Sartres

Psychologie de l'éducation des adultes

1. Paramètres définissant le concept adulte (chronologiques, physiques, biologiques, économiques, légaux, sociaux, etc.)
2. Organes physiques et organes sensoriels de l'apprenant adulte
3. La dynamique du travail de groupe
4. Le fonctionnement des mémoires de l'apprenant adulte
5. Perceptions de l'apprenant adulte
6. Autodidactie

7. Conception de soi
8. Motivation
9. L'intelligence en éducation des adultes
10. Modes d'apprentissage
11. Différences psychologiques existant entre l'élève adolescent et l'apprenant adulte

Réf: Idowu BIAO, J.F. Bischof, manuels APAL

Management de l'éducation des adultes

1. Définition de l'environnement de l'éducation des adultes
2. Le personnel dans divers types de centres d'éducation:
 - centre d'alphabétisation
 - centre de formation professionnelle
 - centre de formation continue
 - centre d'éducation à distance
 - etc.
 - implication des autorités compétentes dans le management de l'éducation des adultes
3. Théories appliquées de management à l'éducation des adultes:
 - théories émergentes de management de centres d'éducation des adultes
 - théories liées à la globalisation
 - théories africaines découlant du travail sur le terrain

Références: ouvrages de APAL, Lalage Bown, Tanwo Okedara

Anthropologie

1. Initiation à l'anthropologie du changement social:
 - tradition et modernité
 - interculturalité
 - conduite des innovations techniques et sociales dans les différents milieux (paysannerie, pastoral)
2. Les systèmes de représentation
3. Conflits et médiation

Didactique de l'éducation des adultes

Alphabétisation

1. Histoire de l'alphabétisation
2. Méthodes et pratiques de l'alphabétisation

3. Initiation à la linguistique
4. Terminologie et traductique
5. Alphabétisation et action sociale
6. Techniques d'animation et de communication
7. Français
8. Langues et communication
9. Activités de postalphabétisation
10. Initiation à la production des matériels didactiques

Genre et développement

1. Historique du concept de genre
2. Sociologie de la famille
3. Stratifications sociales, rapports entre les sexes et exclusion sociale
4. Évolution du statut de la femme et transformation des identités individuelles et collectives
5. Femmes, religion et laïcité
6. Les codes de la famille et de la personne: lecture critique
7. Femmes et politique: éligibilité, parité, discrimination positive, droit de la femme

La gamme possible des diplômes à conférer est la suivante:

Dénomination	Prérequis ¹	Durée	Stage
1. Certificat d'aptitude professionnelle en éducation des adultes	BEPC	+2	30%
2. Diplôme d'aptitude professionnelle en éducation des adultes	BEPC	+ 3	30%
3. Diplôme de technicien supérieur en éducation des adultes	BAC	+2	30%
4. Licence en science de l'éducation des adultes	BAC	+3	30%
5. Maîtrise en sciences de l'éducation des adultes	licence	+1 ou 2	30%
6. Doctorat en science de l'éducation des adultes			30%

¹ Ou diplôme équivalent

Activités génératrices de revenus

1. Compréhension du langage économique
2. Pauvreté et pauvreté monétaire
3. Opportunité d'activités génératrice de revenus, produits et filières
4. Analyse économique et étude de marché
5. Projets d'activités génératrices de revenus
6. Types de financement d'activités génératrices de revenus
7. Circuits de commercialisation: local, régional, national et international
8. Groupement d'intérêts économiques: mise en œuvre, avantage et limites

Citoyenneté

1. Le citoyen
2. Les lois: droits et devoirs du citoyen
3. La décentralisation: acteurs, fonctionnement ...
4. La démocratie: acteurs, fonctionnement, bonne gouvernance, état de droit ...
5. Les institutions démocratiques: fondement, fonctionnement, missions ...
6. Le développement économique: type de développement, les acteurs ...

Environnement et développement humain durable

1. Sociétés, population et environnement
2. Les courants de l'anthropologie écologique (anthropographie, écologie culturelle, écologie durable)
3. La gestion de l'espace agro – sylvo – pastoral (savoir et savoir-faire locaux, importance et limite)
4. La problématique de la diffusion des énergies domestiques, comme alternative au bois de chauffe et au charbon de bois
5. Crise de l'environnement et interprétation
6. Gestion des zones humides

Développement social

1. Définition du concept
2. Évolution des sociétés et changement social
3. Indicateurs de développement humain



Anne Katahoire, Ouganda, à la Conférence du Cap

4. Approches de pratique sociale
5. Population et développement
6. Santé et développement/VIH-SIDA
7. Éducation et développement
8. Projets sociaux, analyse des effets et des impacts
9. Démographie
10. Exode rural
11. Hygiène, assainissement et infrastructures de base
12. Santé de la reproduction
13. Urbanisation
14. Planification familiale
15. Mouvements associatifs

Stages

1. Micro-enseignement (quand il s'agit d'une spécialité)
2. En alphabétisation
3. En éducation de remédiation
4. En éducation continue
5. Au moins 30 % de la durée du programme à observer et mettre en œuvre
6. Un rapport remis par l'étudiant donnant un compte rendu de ses expériences. Il devra aussi faire part dans ce rapport de son opinion personnelle sur la nécessité d'un stage et la nature du stage.

Étapes prochaines

Il a été suggéré que ce référentiel soit amélioré et complété par les éléments suivants:

1. les profils de compétence de chaque diplôme;
2. les objectifs détaillés de chaque programme d'étude;
3. cahier des charges de chaque matière (objectif, contenu, méthode, volume horaire de la théorie et de la pratique, bibliographie, mode d'évaluation des formateurs).

Suite à la présentation de ces propositions détaillées, des recommandations pratiques ont été formulées à l'attention des institutions et des acteurs concernés à divers niveaux.

10. Recommandations

L'atelier, après une réflexion approfondie sur les rôles et responsabilités des différents acteurs et au regard des propositions ci-dessus, recommande:

- **aux gouvernements**

de mettre la FDF d'adultes dans les priorités des politiques d'ENF et d'intégrer sa mise en œuvre dans les plans de développement de l'éducation en cours dans leurs pays respectifs;

- **aux ministères de l'Éducation**

d'intégrer la FDF d'adultes comme action prioritaire dans l'exécution des différentes phases des programmes d'éducation pour tous en cours dans leurs pays respectifs;

- **aux structures universitaires**

de créer et développer des filières FDF d'adultes (soit en intégrant des options de cette filière au sein de départements existants, ou de créer, à terme, des départements se consacrant à l'éducation des adultes;

- **aux acteurs nationaux de l'EPT**

de soutenir la création, le développement et le renforcement des filières de formation FDF;

- **aux PTF**

d'apporter leur soutien technique et financier au développement des filières FDF d'adultes;

- **aux responsables des établissements universitaires appropriés**

de s'impliquer personnellement dans la mise en place, l'animation et le développement des filières FDF d'adultes;

- **aux participants au présent atelier:**

- de mettre en place un comité de suivi au niveau sous-régional et des points focaux dans chaque pays, afin de faciliter la réalisation diligente des objectifs fixés et de mettre en synergie les acteurs et institutions concernés par la création des filières FDF d'adultes notamment au sein des universités;
- d'assumer un engagement personnel immédiat dans la diffusion des conclusions du présent atelier et dans l'exécution des actions prévues dans le cahier des charges du comité de suivi.

11. Programme minimal d'actions

Des pistes d'actions à court, moyen et long terme ont été ébauchées, à savoir:

- **actions immédiates:** (*sans délai*)
 - Mise en place d'un comité de suivi
 - Dissémination des résultats du présent atelier
 - Appel à la mise en place d'un cadre de concertation des institutions universitaires
- **Actions à court terme** (*trois mois*)
 - Lancement d'une newsletter électronique
 - Recensement des adresses électroniques des institutions, acteurs et partenaires de l'EPT dans les différents pays
- **Actions à moyen terme** (*six mois*)
 - Organisation de réunions de concertation des institutions universitaires pour l'adoption et la mise en œuvre de stratégies concertées de création des filières FDF d'adultes
- **Actions à long terme** (*1 an*)
 - Création d'une association de promotion des filières de FDF d'adultes
 - Création d'une revue trimestrielle thématique FDF d'adultes

12. Répartition des responsabilités

Deux catégories d'instances de suivi ont été mises en place, à savoir un comité de suivi chargé de coordonner les actions programmées dans le cadre de la réalisation des objectifs fixés par l'atelier d'une part et de l'autre, des points focaux devant servir de relais au comité de suivi dans les différents pays.

12.1 Comité de suivi

Pr. Norbert NIKIEMA (Université de Ouagadougou) Burkina FASO

Bernard HAGNONNOU (Institut ALPHADEV) Bénin

Moussa DIABY, (Fondation KARANTA) Mali

12.2 Points focaux

Bénin: Dominique Médard BADA, Université d'Abomey Calavi

Burkina FASO: Boureima OUEDRAOGO DEDA, Université de Ouagadougou

Madagascar: José Harison RAKOTOZAPHY, Université de Fianarantsoa

Mali: Denis DOUGNON, ISFRA, Université de Bamako

Niger: Saley Maman, ENS, Université de Niamey

Sénégal: Moussa Daff, Université Cheik Anta Diop, Dakar.

12.3 Personnes ressources

Pr. Idowu Biao, Department of Adult and continuing Education, University of Calabar, Nigeria

13. Participations

Cette rencontre sous-régionale a réuni une trentaine de participants représentant majoritairement:

Les universités francophones d'Afrique de l'Ouest à savoir

- Université d'Abomey Calavi, (Bénin)
- Université de Bamako (Mali)
- Université Cheick Anta Diop Dakar (Sénégal)
- Université de Niamey (ENS), Niger
- Université de Ouagadougou (Burkina Faso);
- Université de Fianarantsoa (Madagascar)

Des instituts de formation et de recherche

- Institut de coopération internationale de la Confédération allemande pour l'éducation des adultes (IIZ/DVV), bureau Afrique de l'Ouest, (Conakry), ayant assuré le financement de la rencontre;
- Institut ALPHADEV (Cotonou) chargé de la préparation intellectuelle dudit atelier;
- Centre DJOLIBA de Bamako qui a servi de cadre à l'atelier;
- Fondation KARANTA de Bamako, un institut de recherche sur les langues et les cultures africaines;
- Institut des langues Abdoulaye Barry (ILAB) de l'Université de Bamako;
- Le Centre national des ressources pour l'éducation non formelle CNR/ENF, anciennement Direction nationale de l'alphabétisation fonctionnelle du Mali;

Des ONG du secteur de l'éducation non formelle

- Jeunesse et développement (Bamako)

13.1 Liste des participants

N°	Nom et Prénom(s)	Structure	Fonction
1	Bernard HAGNONNOU	Institut ALPHADEV Bénin	Chercheur Directeur de l'institut
2	Henner HILDEBRAND	IIZ/DVV Guinée	Représentant
3	Norbert NIKIEMA	Université de Ouagadougou	Professeur, titulaire de la chaire de linguistique
4	Boureima OUEDRAOGO	Université of Ouagadougou	Professeur, chef de département DEDA
5	Dr Harisson José RAKOTOZAFY	Université de Fianarantsoa Madagascar	Chef du département d'éducation des adultes
6	Dominique BADA	Université d'Abomey Calavi	Professeur, chef de département
7	Idowu BIAO	Université de Calabar/ Nigeria	Chef du département d'éducation des adultes et de formation continue
8	Dénis DOUGNON	Université de Bamako, Mali	Chef département ISFRA
9	N'do CISSE	Coopération suisse, Bamako, Mali	Chef projet décentralisation de l'éducation
10	N'golo COULIBALY	Institut des langues (ILAB) Bamako	Directeur
11	Paul GUINDO	ILAB	Chercheur
12	Mountaga DIARRA	Direction nationale éducation de base (DNEB) Bamako	
13	Mamadou Lamine HAIDARA	IAS/MDSSPA	
14	Saley MAMAN	Université de Niamey	Directeur ENS
15	Moussa DIABY	Fondation	Directeur
16	Moussa DAFF	Université Cheik Anta Diop/ Dakar	Chef département didactique du français
17	Soumana KANE	CNR/ENF	Chef section formation
18	Virginie HALLET	Unesco Bureau Multi Pays Bamako	Spécialiste adjoint programme éducation
19	Mme Fatouma SY DIABY	Fondation Karanta	
20	Mme Togola Oumou N'DIAYE	Fondation Karanta	
21	Mme Namissa SISSAKO DIALLO	ONG Jeunesse et Développement	Formatrice
22	Mme Kone Sokona KOUYATE	ONG Jeunesse et Développement	Formatrice
23	Marc SANGARE	Centre Djoliba	Formateur
24	Mme DAKOUO Céline TRAORE	Centre Djoliba	Secrétaire informaticienne

Références

La formation des formateurs d'adultes, une exigence pour une éducation de qualité pour tous, discours inaugural, atelier FDF d'adultes, Bamako 2005, par le Dr Harrison Rakotozafy, Université de Fianarantsoa, Madagascar,

Rapport francophone sur l'état des lieux des offres de FDF d'adultes en Afrique francophone, présentation à la conférence du Cap, avril 2005, par Bernard HAGNONNOU, Institut Alphadev, Cotonou, Bénin

Rapport général de la conférence du Cap, avril 2005, par Pr John AITCHISON, Université du Natal, Afrique du Sud;

Présentation sur le programme Développement et éducation des Adultes (DEDA), atelier FDF d'adultes, Bamako 2005, par le Pr Boureima OUEDRAOGO, Université de Ouagadougou, Burkina Faso.

Présentation sur la situation de la FDF d'adultes au Sénégal, atelier FDF Bamako 2005, par le Pr Moussa DAFF, Université Cheik Anta Diop, Dakar, Sénégal

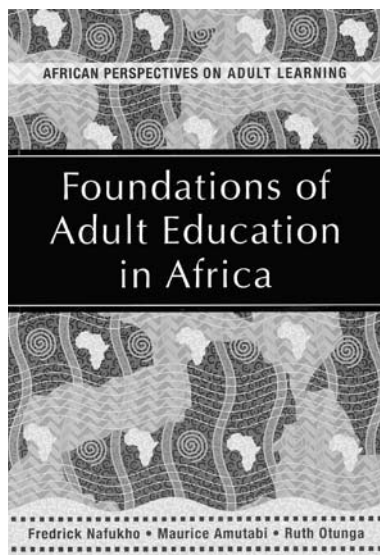
Présentation sur le rôle des universités dans l'alphabétisation, atelier FDF d'adultes, Bamako 2005, par le Pr Dominique BADA, Université d'Abomey Calavi, Bénin.

Présentation sur les offres de FDF d'adultes du CFCA/ENS, par Saley Maman, ENS, Université de Niamey, Niger.

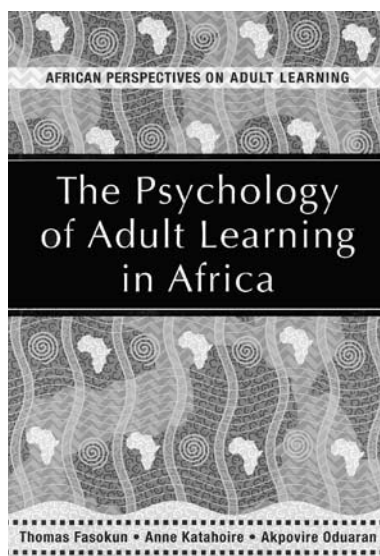
Présentation sur l'histoire de l'éducation des adultes dans le monde, atelier FDF d'adultes, Bamako 2005, par le Pr Idowu BIAO, Department of Adult and Continuing Education, Université de Calabar, Nigéria.

Synthèse générale de l'atelier FDF d'adultes, atelier de Bamako 2005, par le Pr Norbert NIKIEMA, de l'Université de Ouagadougou, Burkina Faso

Les universités francophones des pays en développement et la lutte contre l'analphabétisme. (Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), Collection Alpha N° 7, décembre 1982.



*Fondements de l'éducation
des adultes en Afrique*



*Psychologie de l'éducation
des adultes en Afrique*



Conférence de suivi

**«La formation des formateurs d'adultes
en Afrique de l'Est»**

Nairobi, Kenya, 13-15 décembre 2005

Anthony Okech: La formation des formateurs d'adultes en Afrique de l'Est

Introduction	114
Contexte.....	114
Objectifs et résultats escomptés.....	114
Participants.....	115
Programme de la conférence.....	116
Discours d'ouverture	117
Allocution principale et mission de l'IIZ/DVV	120
Programmes et groupes cibles	123
Introduction.....	123
Présentations des institutions, des programmes et des groupes cibles.....	125
Vue d'ensemble des programmes institutionnels et des groupes cibles.....	139
Questions relatives aux programmes et aux groupes cibles.....	140
Identité de l'éducateur d'adultes et reconnaissance de la profession.....	140
Contenus et adéquation des formations.....	141
Recours aux savoirs autochtones pour former les adultes.....	141
Développement de matériels de formation des formateurs d'adultes	141
Présentations sur le développement des matériels d'enseignement et d'apprentissage.....	142
Recherche et documentation sur la formation des éducateurs d'adultes	148
Introduction.....	148
Présentations sur la recherche et la documentation.....	149
Thèmes et agenda de la recherche.....	152
Questions émergentes	152
Introduction: débats en groupes.....	152
Identifier l'éducateur d'adultes.....	153
Les éducateurs d'adultes et le marché de l'emploi.....	154
Trouver un juste équilibre entre théorie et pratique.....	155
Coopération interinstitutionnelle, meilleures pratiques et centres d'excellence.....	157
Recherche et documentation.....	158
Conclusions	160
Informations sur les institutions de formation et leurs programmes.....	160
Informations sur les matériels pédagogiques destinés à la formation des éducateurs d'adultes.....	162
Disponibilité des informations et de la documentation sur les programmes et les activités.....	162
Informations sur les programmes de formation pour étudiants étrangers.....	163
Identification et approbation des domaines de coopération et de travail en réseau.....	163
Suivi	163
Activités de clôture	164

Le bureau régional de l'IIZ/DVV en Afrique de l'Est a organisé cette conférence, la première de genre, conjointement avec l'université de Nairobi, le *College of Education and External Studies* et avec la collaboration du bureau multipays de l'UNESCO à Addis-Abeba. Cette conférence est la première grande mesure de l'antenne est-africaine pour rassembler des organismes de différents pays et des gens se consacrant à l'éducation des adultes de manière à leur permettre de partager leurs expériences et d'apprendre les uns des autres. Le programme régional de l'IIZ/DVV récemment mis sur pied a pour objectif d'identifier les potentiels et occasions d'échanges, d'apprentissage et de collaborations futures dans les établissements universitaires et non universitaires, et dans les organisations de la région opérant dans le secteur de l'éducation des adultes.

La conférence venait en complément d'un sondage exhaustif effectué en 2004 et 2005 par l'IIZ/DVV auprès d'établissements d'enseignement supérieur et d'organismes de formation non universitaires en Afrique anglophone et francophone, en Asie centrale, en Asie du Sud, en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique Sud. Les résultats des différents volets de ce sondage furent présentés lors de cette conférence qui s'est déroulée en Afrique du Sud, au Cap, du 11 au 13 avril 2005.

Tous les rapports sur le sondage font état d'un nombre limité de réponses. Selon eux, ceci est dû en partie à l'absence d'accès à des messageries de courriel, à la longueur et à la difficulté du questionnaire, et à l'incapacité de certains organismes de fournir les renseignements demandés. Le sondage effectué en Afrique anglophone (pour des raisons pratiques, nous désignons ainsi tous les pays d'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique) n'a couvert que deux organismes, ce qui a soulevé des questions quant au caractère représentatif des échantillons ainsi obtenus.

En outre, le sondage n'a pu identifier dans la région aucun des centres dits «d'excellence» dans le domaine de la formation des éducateurs d'adultes. Un centre d'excellence est un établissement ou une organisation qui, par rapport à d'autres, remplit un certain nombre de critères au niveau institutionnel et a fortiori au niveau de ses départements.

Un examen plus détaillé de la situation dans les pays d'Afrique de l'Est révèle qu'il existe dans cette région des disparités considérables au niveau de la formation du personnel et des experts opérant dans le secteur de l'éducation des adultes. D'un côté, certains pays disposent d'une longue expérience et d'un système de formation des éducateurs d'adultes relativement bien développé et institutionnalisé. D'un autre côté, toutefois, certains pays sont totalement dépourvus de programmes malgré la forte demande à ce sujet.

Enfin, il est indispensable de disposer de personnel formé et qualifié pour créer et développer un programme, dans quelque domaine que ce soit, qu'il s'agisse de

l'éducation des adultes, de l'enseignement primaire ou secondaire, ou de la formation professionnelle.

Cette conférence visait par conséquent à identifier les potentiels et occasions d'échanges, d'apprentissage et de collaboration futures dans les domaines

- de la formation des éducateurs d'adultes,
- de la conception de matériels d'enseignement et d'apprentissage, et
- de la recherche et de la documentation

dans des établissements et organisations universitaires et non universitaires de la région.

L'énorme intérêt suscité par la conférence s'est traduit par une forte participation et une résonance remarquable au niveau de la presse locale. Les participants étaient venus de six pays (Kenya, Tanzanie, Ouganda, Éthiopie, Soudan et Djibouti) et de différents établissements et organisations. Des établissements et participants d'Érythrée, de Somalie et du Puntland avaient également été invités. Malheureusement, ces collègues ne purent se rendre à Nairobi en raison de problèmes de communication et de certaines contraintes.

Quand des collègues originaires de quatre pays s'étaient mis au début de l'année à planifier la conférence avec le directeur régional, ils étaient tombés d'accord pour organiser dans un premier temps un sondage simple, destiné à faire le point, et à en présenter les résultats lors de la conférence, ce qui n'a malheureusement pas abouti. Planifier et organiser une telle entreprise à distance, en ayant principalement recours à Internet comme moyen de communication semble impossible jusqu'à maintenant.

Le programme de la conférence fut de ce fait conçu de manière à permettre de réunir toutes ces informations durant la conférence. Par conséquent, les participants eurent largement l'opportunité de présenter leurs établissements et programmes respectifs. Cette approche qui consistait à faire le point a permis de mettre six aspects en avant: (1) les informations générales, (2) les programmes formels et (3) leurs groupes cibles, (4) les ressources d'enseignement et d'apprentissage, (5) la recherche, la documentation et la collaboration et, enfin, les problèmes et recommandations.

On attendait une fois la conférence terminée

- que les participants aient pris connaissance des établissements et organisations de formation en éducation des adultes et de leurs programmes,
- que des informations et documentations sur leurs programmes et activités soient disponibles et puissent être transmises à des tiers intéressés,

- que des programmes de formation adaptés aux besoins des étudiants étrangers, notamment des programmes d'éducation à distance, aient été identifiés et
- que des domaines possibles de collaboration et/ou de travail en réseau aient été identifiés et que les intervenants se soient mis en partie d'accord pour prendre de premières mesures dans ce sens, voire qu'ils les aient déjà prises.

La conférence n'a pas réussi à répondre à ces attentes. Le rapport exhaustif rédigé par Anthony Okech, à qui nous exprimons notre sincère gratitude pour son remarquable travail, montre dans quelle mesure elle ne les a pas satisfaites.

M. Okech a non seulement rédigé le compte-rendu de la conférence, mais il a également compilé et préparé pour la publication les exposés et articles qui y ont été présentés. Le bureau régional de l'IIZ/DVV en Afrique de l'Est les publiera séparément dans un recueil qui paraîtra dans quelques temps dans le but de favoriser l'information et les échanges dans la région.

Bernd Sandhaas

Anthony Okech

La formation des formateurs d'adultes en Afrique de l'Est

1. Introduction

1.1 Contexte

La formation des éducateurs d'adultes est un sujet qui prend de plus en plus d'importance. On reconnaît en effet le rôle crucial des éducateurs, d'une part pour la garantie de l'accès et de la qualité, d'autre part pour la réalisation des objectifs éducatifs et de développement mondiaux définis dans les dernières années, notamment les objectifs de l'Éducation pour tous (EPT) et les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Avec ses partenaires de coopération, l'IIZ/DVV s'est intéressé à ces questions et a initié plusieurs actions.

Il a réalisé en 2004 une étude sur la formation des éducateurs d'adultes en Afrique et en Asie-Pacifique, suivie d'une conférence internationale sur la formation des éducateurs d'adultes en Afrique et en Asie-Pacifique en avril 2005 au Cap, Afrique du Sud. Cette dernière, dont le but était d'analyser les résultats de la première étude, a constaté entre autres choses un besoin urgent d'améliorer la formation des éducateurs d'adultes en Afrique de l'Est.

Le responsable régional de l'IIZ/DVV en Afrique de l'Est a consulté les deux participants de cette région à la conférence au Cap, et ils ont convenu ensemble d'organiser une conférence régionale consacrée à cette question. La conférence s'est tenue à Nairobi du 13 au 15 décembre 2005.



Anthony Okech

1.2 Objectifs et résultats escomptés

L'objectif de la conférence était d'identifier les potentiels et les opportunités d'échanges, d'apprentissage et de coopération dans les domaines suivants:

- i) formation des éducateurs d'adultes;
- ii) développement de matériels d'enseignement et d'apprentissage, et
- iii) recherche et documentation.

Les résultats escomptés à la fin de la conférence étaient les suivants:

- a) connaître les institutions et les organismes de formation d'éducateurs d'adultes, ainsi que leurs programmes, leurs activités et leurs matériels dans les domaines mentionnés ci-dessus;
- b) être informé et documenté sur les programmes et les activités des institutions et des organismes;
- c) avoir identifié les programmes de formation pour les étudiants étrangers, notamment la formation à distance;

avoir identifié les domaines de coopération potentielle et/ou de travail en réseau, et partiellement défini les activités prioritaires.

Participants

Les participants étaient originaires de huit pays de la région. Au total, la conférence a réuni 42 personnes originaires de six pays, réparties comme suit:

Tableau 1: participants à la conférence répartis par sexes et institutions

Pays	Répartition par sexes		Répartition par types d'institutions ou d'organismes					Total	
	Femmes	Hommes	Universités	Autres formations	Gouvernement	ONG	IIZ/DVV		Autres organismes
Kenya	6	10	15		1	1			17
Éthiopie	3	12	7	3	1		2	1*	14
Ouganda	1	7	4	1	1	2			8
Tanzanie		1	1						1
Djibouti	1					1			1
Soudan		1		1					1
Total	11	31	27	5	3	4	2	1	42

* Banque africaine de développement

Ce tableau montre que la conférence s'adressait en majeure partie à des formateurs d'éducateurs d'adultes de haut niveau; la plupart des débats ont par conséquent porté sur les programmes, les matériels et la recherche réalisés dans les organismes

d'enseignement supérieur. Les actions entreprises aux niveaux intermédiaire et communautaire ont également été présentées par les représentants des gouvernements et des organisations non gouvernementales (ONG). La conférence a eu le privilège d'accueillir un responsable du Bureau régional de la Banque africaine de développement en Éthiopie, qui a suivi l'intégralité des travaux.

1.4 Programme de la conférence

La conférence s'articulait autour de trois thèmes et a été précédée de plusieurs discours d'ouverture et d'une allocution principale.

Ouverture et allocution principale

L'adjoint au vice-chancelier des affaires universitaires de l'université de Nairobi a procédé à l'ouverture officielle de la conférence. Les présentations, une déclaration sur les attentes des participants et un discours de bienvenue prononcé par le coordinateur de la conférence et directeur du collège d'éducation et d'enseignement à distance, avaient eu lieu en amont. Le responsable de l'IIZ/DVV pour l'Afrique de l'Est a présenté la mission de son institut et fait une allocution principale tenue par le professeur John Aitchison.

Thème 1

Programmes de formation d'éducateurs d'adultes et groupes cibles: les intervenants ont présenté les types de formations actuellement proposés par les institutions et les organisations, les cours, les programmes d'études, les types de prestations, les détails des volets théoriques et pratiques et l'accréditation. Ils ont également analysé les groupes cibles des programmes et le profil des étudiants à l'aide des critères suivants: nombre d'étudiants, âge, sexe, temps complet ou partiel, situation professionnelle, employeurs et situation à l'issue de la formation.

Thème 2

Développement de matériels de formation d'éducateurs d'adultes: les intervenants ont donné des informations sur les ressources pédagogiques – disponibilité et qualité des bibliothèques, publications intéressantes, revues, matériels didactiques y compris équipements audiovisuels et électroniques, livres et manuels pour les apprenants, accès des étudiants et des enseignants aux équipements informatiques, utilisation de l'e-apprentissage. Plusieurs institutions participantes ont exposé leurs matériels, dont nous joignons la liste à ce rapport.

Thème 3

Recherche et documentation sur la formation des éducateurs d'adultes: les intervenants ont fait un état des lieux de la recherche en éducation des adultes et dans

d'autres secteurs, sans se limiter à la formation des éducateurs d'adultes comme il avait été proposé lors de la planification.

2. Discours d'ouverture

2.1 Présentations et allocution de bienvenue

La coordinatrice a invité tous les participants à se présenter individuellement. Elle leur a souhaité la bienvenue, remercié le Dr Bernd Sandhaas pour avoir sponsorisé et organisé la conférence, le directeur du Collège d'éducation et d'enseignement à distance de l'université de Nairobi pour l'abriter, et M. Anthony Okech pour avoir accepté le rôle de rapporteur.

2.2 Remarques préliminaires du professeur Henry Mutoro, directeur du CEES

Le directeur du CEES (Collège d'éducation et d'enseignement à distance), invité principal de la conférence, a souhaité la bienvenue aux participants et fait un certain nombre de remarques que nous résumerons plus loin. Après avoir rappelé les différents types d'offres éducatives pour adultes, il a réaffirmé que l'éducation est vitale, que l'éducation des adultes est étroitement liée à la formation professionnelle et qu'elle devrait par conséquent avoir lieu tout au long de la vie, être éthique et dynamique. Il a recommandé de concentrer les débats sur les objectifs des participants, les moyens d'atteindre ces objectifs et le type de prestations appropriées.

Le professeur Mutoro a ensuite recommandé de se poser les questions suivantes: les programmes de formation prennent-ils en considération les expériences des éducateurs d'adultes? Les programmes d'études et les ressources sont-ils suffisamment adéquats pour tenir compte de ces expériences? L'éducation des adultes est-elle axée sur les besoins des apprenants et leurs expériences, qui diffèrent beaucoup d'un apprenant à l'autre?

Rappelant que les pays représentés à la conférence se sont engagés à réaliser les objectifs de développement et les objectifs éducatifs internationaux, notamment dans le cadre de l'EFA et des Objectifs du millénaire pour le développement, il a réitéré la nécessité d'identifier les buts permettant de les atteindre. Il a enfin approuvé le choix des thèmes et des questions clés, qu'il considère comme décisifs pour le succès de la conférence.

Se félicitant de l'hétérogénéité des participants, qui ne manqueraient pas d'enrichir les débats, il a souhaité que soient mises en place des actions de suivi pour éviter que les rapports ne finissent au fond des tiroirs comme c'est généralement le cas. Il a enfin exhorté à publier et à disséminer les débats pour que les populations de cette région du monde puissent en profiter au maximum.

Ouverture officielle par le professeur J. T. Kaimenyi, adjoint au vice-chancelier des affaires universitaires de l'Université de Nairobi

L'adjoint au vice-chancelier a salué les participants et s'est félicité de leur présence. Approuvant lui aussi le choix des thèmes, il a cité trois domaines de préoccupation: identifier les groupes cibles, développer des programmes pour adultes appropriés, et gérer les problèmes de l'université de Nairobi en matière d'offres de formation.

L'adulte est défini sous trois aspects, a-t-il poursuivi: politique, économique et culturel. Selon la définition politique, l'adulte est une personne de 18 ans habilitée à voter, ce qui signifie qu'elle détermine les politiques nationales, y compris en matière d'éducation des adultes. Il est par conséquent indispensable que les formateurs d'éducateurs d'adultes impliquent les groupes cibles; en outre, la recherche-action et l'analyse situationnelle doivent aider les universités à identifier les programmes de formation adéquats.

Les besoins de formation sont notamment les suivants, a-t-il poursuivi:

- développer des facultés de pensée et de réflexion critique;
- se préparer à devenir adulte, et plus particulièrement à prendre ses responsabilités;
- acquérir des qualifications (certificats, diplômes);
- transformation et vie.

Les prestataires universitaires, quant à eux, ont des besoins dans les domaines suivants:

- processus d'enseignement (pédagogie);
- formations permettant de transférer des compétences, des connaissances et des valeurs;
- contribuer à ce que l'éducation des adultes devienne une profession et une discipline;
- participer à des cours dans des écoles, des institutions et des organisations formelles, non formelles et informelles;
- recherche et documentation;
- développement de matériels de formation et d'enseignement.

Partant de la définition socio-économique de l'adulte, à savoir une personne considérée comme autonome par sa communauté, le professeur Kaimenyi s'est demandé de quel type d'éducation un jeune a besoin pour devenir adulte au sens économique

du terme. Selon lui, la question doit être traitée dans le cadre du thème 3 (recherche) en accordant une attention particulière aux besoins spécifiques de l'Afrique de l'Est; de même, il faut savoir si la réponse est dans les objectifs de l'Éducation pour tous, les Objectifs du millénaire pour le développement, la création de richesse ou encore la satisfaction des besoins de base. Il a incité à disséminer les travaux de recherche pour permettre aux universités de développer les programmes d'études correspondants et appelé les universités à ne pas se contenter de promouvoir l'éducation et la formation formelles, mais à tenir également compte des besoins des jeunes adultes défavorisés dans les bidonvilles et les zones rurales pour les aider à s'autonomiser.

Le professeur Kaimenyi a relevé que la définition culturelle de l'adulte, à savoir une personne qui assume ses responsabilités, a évolué avec la modernisation et l'émergence de compétences, de connaissances, de professions et de carrières nouvelles. Quels sont les types de programmes universitaires les plus appropriés, a-t-il poursuivi, pour transformer la vie sociale et économique des adultes sans emploi? S'il va de soi que les éducateurs d'adultes ne peuvent pas résoudre tous les problèmes de l'humanité, ils peuvent néanmoins opter pour des priorités stratégiques et synergiques qui profitent aux adultes et à la nation tout entière.

L'université de Nairobi propose des offres aux jeunes qui remplissent les conditions nécessaires pour suivre une formation diplômante, et laisse aux autres institutions le soin de dispenser l'éducation et la formation des adultes dans le cadre de l'enseignement ouvert. Les formations s'adressent donc à des éducateurs d'adultes des secteurs public, privé et non gouvernemental, mais aussi religieux et communautaire. Le programme de formation d'adultes de l'Université de Nairobi a cependant un problème d'ordre terminologique, car on confond souvent éducation des adultes et alphabétisation. Même si l'on s'accorde à dire que l'alphabétisation de 800 millions personnes au monde devrait constituer l'un des principaux objectifs de l'éducation des adultes, on doit reconnaître que confondre éducation des adultes et alphabétisation ne contribue ni à accroître les opportunités d'emploi des diplômés, ni à susciter l'intérêt pour les études supérieures.

En matière de recherche et de documentation, le professeur a particulièrement insisté sur le besoin de ressources humaines et financières pour disséminer les résultats des travaux de recherche et de documentation dans les livres et les revues, tant imprimés qu'électroniques. Il a également encouragé les universités à intensifier leur engagement dans le domaine de la recherche afin de sensibiliser les décideurs et les citoyens à l'éducation des adultes. Ceci nécessite la création de centres d'excellence ayant une influence à la fois sur les offres, les tendances et les idées.

3. Allocution principale et mission de l'IIZ/DVV

3.1 Allocution principale du Dr Bernd Sandhaas, directeur de l'antenne régionale de l'IIZ/DVV en Afrique de l'Est

Introduction

L'Institut de coopération internationale de la Confédération allemande pour l'éducation des adultes (IIZ/DVV) coopère depuis longtemps avec l'Afrique, l'Asie, le Pacifique et d'autres régions du monde; son intention est de continuer à améliorer l'efficacité et l'efficience de ses programmes de renforcement des capacités, afin de consolider le secteur de l'éducation des adultes.

Cette coopération s'est concrétisée, entre autres, par la promotion de la formation de formateurs d'adultes dans le cadre d'un programme qui a débuté en 1982 sous forme d'attributions de bourses en Afrique anglophone; le but était d'encourager l'accès des praticiens à des formations diplômantes dans des institutions d'enseignement supérieur. Ce programme de bourses, qui touchait 12 institutions et 11 pays, a permis de soutenir plus de 3 000 étudiants pendant les années 90. Le programme prévoyait également la fourniture de livres et la distribution de la revue de l'IIZ/DVV, *Éducation des adultes et développement*. Au milieu des années 90, une évaluation globale du programme de bourses a permis d'identifier des domaines prioritaires nouveaux, p. ex. la promotion de la production de matériels d'enseignement dont fait partie la récente collection de manuels *African Perspectives on Adult Learning*.

L'intérêt manifesté par l'IIZ/DVV pour la formation des éducateurs d'adultes était sous-tendu par la conviction que l'éducation des adultes est d'une part un excellent instrument de renforcement des capacités et de développement des ressources humaines, d'autre part une contribution substantielle à la réduction de la pauvreté, à l'égalité des genres, à la durabilité écologique et à la lutte contre le VIH/SIDA.

Dans le but d'améliorer l'effectivité et l'efficacité et l'efficience ses formations de formateurs, l'IIZ/DVV a décidé au milieu de l'année 2004 de collecter des informations récentes sur la formation des éducateurs d'adultes. Il a commandité des études sur les institutions d'enseignement supérieur et les organismes de formation non universitaires en Afrique anglophone et francophone, en Asie centrale, en Asie du Sud, en Asie du Sud-est et dans le Pacifique sud, dont les résultats ont été publiés à la conférence du Cap, Afrique du Sud, du 11 au 13 avril 2005. Ceci a permis à l'Institut de fournir des informations détaillées sur les buts, la mise en œuvre et les résultats de ces études (plus particulièrement en Afrique anglophone), sur la confé-



Director East Africa Region Institute for International Co-operation of the German Adult Education Association, Dr Bernd Sandhaas (left) chats with deputy vice-chancellor (Academic Affairs) Nairobi University Prof Jacob T. Kaimenyi (centre) and Principal College of Education and External Studies Prof Henry Mutoro during a conference of "The Training of Adult Educators in East African Countries" yesterday - JENNIFER MUIRURI

Le Dr Bernd Sandhaas, directeur de l'antenne régionale de l'IIZ/DVV en Afrique de l'Est lors d'un entretien avec le prof. Jacob T. Kaimenyi (centre), adjoint au vice-président de l'université de Nairobi (affaires universitaires) et le prof. Henry Mutoro du Principal College of Education and External Studies pendant la Conférence à Nairobi.

Source: THE PEOPLE DAILY, Wednesday, December 14, 2005

rence du Cap et sur les questions et recommandations qui en ont émergé (ces points ont été exposés dans un article précédent).

3.2 Dr Bernd Sandhaas: la mission de l'IIZ/DVV

Le Dr Sandhaas a tout d'abord remercié l'université de Nairobi et le CEES pour avoir préparé et organisé la conférence, puis brossé un tableau des activités de l'IIZ/DVV en Afrique de l'Est.

Notre antenne régionale en Afrique de l'Est est implantée à Addis-Abeba, Éthiopie, où l'IIZ/DVV réalise son programme le plus important de la région. Un second programme, plus petit, est en cours en Ouganda; l'IIZ/DVV soutient également quelques activités moins importantes au Kenya.

À partir de 2005, notre antenne a initié un programme régional; le but était de réunir, au niveau transfrontalier, les institutions et les acteurs de l'éducation des adultes dans l'optique d'un partage d'expériences et d'un apprentissage mutuel. Cette conférence a été la toute première manifestation de ce programme.

Le Dr Sandhaas a ensuite justifié le choix des thèmes de la conférence:

- avoir un personnel bien formé et qualifié est une condition sine qua non de la conception et de la mise en œuvre de n'importe quel programme, que ce soit dans

le domaine de l'éducation des adultes, de l'enseignement primaire et secondaire, ou de la formation professionnelle.

- L'étude détaillée de la situation dans les pays d'Afrique de l'Est révèle des écarts considérables en termes de formation des personnels et des experts en éducation des adultes. D'un côté, certains pays ont une longue expérience et un système de formation bien développé et institutionnalisé. De l'autre, certains n'ont pas même un programme en dépit d'une forte demande – vous allez les identifier au cours de cette conférence.
- Les capacités de ces institutions dans la région sont pratiquement inconnues. L'étude réalisée dans les pays anglophones n'a concerné que deux des vingt institutions qui dispensent des formations, de quelque nature soient-elles.
- Enfin, l'étude n'a pu identifier aucun «*centre d'excellence*» dans la région. Un centre d'excellence est une institution ou une organisation qui remplit la majorité des conditions que j'ai mentionnées dans le descriptif des institutions et des organisations «*Guidance Notes for Presenters*».

Les résultats escomptés à la fin de la conférence étaient les suivants:

- connaître les institutions et les organismes de formation d'éducateurs d'adultes, ainsi que leurs programmes, leurs activités et leurs matériels dans les domaines mentionnés plus haut;
- être informé et documenté sur les programmes et les activités des institutions et des organismes;
- avoir identifié les programmes de formation pour les étudiants étrangers, notamment la formation à distance;
- avoir identifié les domaines de coopération potentielle et/ou de travail en réseau, et partiellement défini les activités prioritaires.

Le Dr Sandhaas a précisé ensuite que le programme de la conférence, pour des raisons analytiques et pratiques, a été divisé en trois domaines qu'il est indispensable de prendre en compte si l'on veut garantir l'efficacité des programmes de formation:

- programmes et groupes cibles;
- développement de matériels d'enseignement et d'apprentissage, et
- recherche et documentation.

Il a souhaité que les débats soient fructueux et espéré que cette rencontre interculturelle et internationale serve non seulement à promouvoir l'éducation des adultes en tant que profession, mais aussi à rapprocher les peuples des pays participants.

3.3 Réactions à l'allocation principale et aux remarques préliminaires

Les réactions ont été les suivantes:

- a) plusieurs participants ont approuvé l'idée d'avoir réuni des universitaires et des formateurs appartenant au domaine de l'éducation des adultes dans la région. Ils ont espéré que ce type de rencontres continuerait à avoir lieu. Un représentant gouvernemental a cependant déploré l'absence des décideurs, dont dépendent un grand nombre de problèmes à l'ordre du jour.
- b) En réponse à l'allocation principale, un participant a fait remarquer que la recherche commanditée par l'IIZ/DVV ne s'est pas suffisamment concentrée sur des thèmes utiles aux utilisateurs finaux. La recherche a au contraire suivi la tendance actuelle, qui s'intéresse à des généralités et non à des questions concrètes et pertinentes.
- c) On a également noté que la conférence du Cap n'a pas fait la relation entre l'éducation des adultes et les Objectifs du millénaire pour le développement, alors qu'elle aurait dû la faire pour prouver que les éducateurs d'adultes répondent aux efforts actuels. On a cité en exemple le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté révisé récemment par l'Ouganda, qui fait un lien explicite entre l'alphabétisation et la réduction de la pauvreté, sans oublier de préciser que le processus a eu lieu en collaboration étroite avec des organisations de la société civile.

4. Programmes et groupes cibles

4.1 Introduction

Le professeur David Macharia a signalé qu'il a consacré toute sa vie professionnelle à l'éducation des adultes dans les universités; au début, les rencontres entre les institutions universitaires d'éducation des adultes avaient lieu régulièrement, et ces échanges très utiles lui ont permis de beaucoup apprendre de ses collègues étrangers. En outre, ces rencontres jouissaient de la présence et du soutien de l'IIZ/DVV, auquel il a adressé ses remerciements.

Le professeur Macharia a ensuite rappelé qu'en 1997, la conférence de Hambourg a donné une définition de l'apprenant adulte qui englobe les jeunes, les adultes et les personnes du troisième âge, et qu'elle a réaffirmé le droit d'apprendre tout au long de la vie indépendamment de son âge, de son sexe ou d'autres critères. Il faut donc créer des offres partout accessibles, ce qui demande la mise en place de politiques nationales garantissant la création d'offres à la fois diversifiées de façon à satisfaire les besoins de tous les groupes sociaux, de bonne qualité, dispensées au

bon moment et au bon endroit, et financièrement abordables. Le thème de la conférence est donc d'autant plus crucial, et le besoin d'organiseurs, d'enseignants, de tuteurs, de formateurs, de producteurs de matériel pédagogique et d'autres acteurs qualifiés qui travaillent dans le respect des peuples et de leurs besoins est d'autant plus impératif.

Malheureusement, la réalité est différente et l'on fait de plus en plus la distinction entre l'éducation des enfants et celle de leurs parents, notamment après que la Banque mondiale a prétendu que l'éducation des adultes n'est pas efficace. L'enfant en souffre car ses parents ne sont pas capables de l'aider. Un autre fait regrettable est la tendance actuelle à vouloir réduire et non plus éradiquer l'analphabétisme, ce qui implique évidemment des réductions budgétaires. Les partenaires internationaux ont également réduit leur aide, notamment dans les moments où leurs économies nationales allaient mal. La situation s'est par conséquent détériorée.

La stagnation des budgets alloués à la formation des éducateurs d'adultes a entraîné la suppression d'un grand nombre d'offres. Il semble que les seules qui aient survécu soient les offres privées, mais la majorité des gens ne peuvent pas se les permettre. Au Kenya, les programmes d'agriculture et de santé jadis si dynamiques ont été quasiment supprimés. Un grand nombre de collèges de niveau intermédiaire, comme les collèges populaires en Tanzanie, ne sont plus ce qu'ils étaient. Selon le professeur Macharia, la situation n'est certainement pas très différente dans les autres pays, mais le manque d'échanges d'informations l'empêche de parler en leur nom.

Il a cependant fait remarquer que des foules d'adultes instruits qui savent apprécier la valeur de l'éducation et ont suffisamment de moyens, vont dans les universités pour suivre des cours d'enseignement supérieur; ces dernières, cependant, ne sont pas capables de travailler avec eux parce que le personnel n'est pas formé en conséquence. Les accords conclus entre l'université de Nairobi et le CEES pour confier à ce dernier la formation de son personnel en méthodes pédagogiques pour les adultes, sont par conséquent une initiative très appréciable. Le professeur Macharia a rappelé qu'il existe d'autres institutions qui éduquent les adultes, notamment les ONG – petites et grandes –, les départements gouvernementaux d'éducation et de développement, certains programmes tels le service national de la jeunesse, les organismes para-gouvernementaux et d'autres institutions tertiaires. Il a enfin noté que nombre de gens, dans diverses organisations, n'ont pas conscience qu'ils sont éducateurs d'adultes et ne voient pas la nécessité de suivre des formations.

Le professeur a appelé la conférence à relever le défi. L'heure des éducateurs d'adultes est venue: ils doivent défendre la discipline qu'ils enseignent, définir leur spécialisation et enfin cesser d'être des propres à tout, propres à rien; savoir que leur rôle est de comprendre les adultes avec lesquels ils sont censés travailler, leur contexte et leur mode d'apprentissage; être capables d'appliquer des méthodes adaptées à l'apprentissage des adultes, que le reste du secteur éducatif a calquées et qui doivent

être préservées; et enfin, faire campagne auprès des formateurs qui forment des adultes sans en être conscients et leur enseigner les méthodes pédagogiques appropriées.

En conclusion, le professeur Macharia a fait observer que l'éducation des adultes est une profession en voie de disparition et que les programmes de formation exclusivement axés sur l'éducation des adultes ne sont pas suffisamment attrayants. Il a suggéré que l'université travaille avec ce dont elle dispose déjà: au lieu de mettre en place des programmes nouveaux, elle devrait dispenser la formation dans le cadre des cursus existants, p. ex. la maîtrise de sciences de l'éducation, en y ajoutant une option «*éducation des adultes*». Les diplômés auraient un meilleur accès au marché et pourraient travailler à la fois dans le secteur de l'éducation des adultes et dans celui de l'éducation formelle, et la formation en serait d'autant plus attrayante.

4.2 Présentation des institutions, des programmes et des groupes cibles

4.2.1 Kenya

Le Kenya était représenté par M. Guantay Mboroki Dean, de la faculté d'enseignement à distance de l'université de Nairobi, Mme le professeur Lucy Kibera, de la faculté des sciences de l'éducation de l'université de Nairobi, le Révérend Père Dr Steger, de l'Institut de service social du Tangaza College, et M. Aden A. Hussein, directeur adjoint de la direction d'éducation des adultes. M. Mboroki a commencé par brosser un tableau de l'évolution de l'éducation des adultes au sein de l'université: ce secteur est apparu dans les années 50 avec des formations péri-universitaires axées sur les intérêts des populations, et des interventions d'académiciens éminents qui propageaient une image positive de l'université au sein des populations. Des



Participants d'un cours d'alphabétisation au Madagascar avec leurs diplômes

programmes de formation en éducation des adultes ont ensuite été introduits, notamment la formation sanctionnée par un diplôme universitaire de formateur d'adultes; dispensé en face à face à 30 à 80 étudiants, ce cursus était surtout axé sur la gestion et s'adressait aux cadres gouvernementaux et non gouvernementaux. La plupart d'entre eux ont repris leur poste initial, mais certains ont gravi les échelons universitaires. Le département ministériel d'Éducation des adultes a demandé à l'université de concevoir des programmes de formation pour les couches populaires.

M. Mboroki a ensuite appelé à faire preuve de créativité: en dispensant aux jeunes chômeurs, par exemple, des formations axées sur des compétences qui les aident à trouver un emploi. Il a également proposé des mesures assez uniques en leur genre pour lutter contre l'analphabétisme, notamment la création d'un fonds gouvernemental de développement alloué aux circonscriptions.

Le professeur Lucy Kibera a commencé par faire un certain nombre de remarques générales sur le rôle crucial de l'éducation, puis a donné quelques définitions de l'alphabétisation et de son rôle. Elle a fait un exposé du statut de l'éducation et de l'alphabétisation des adultes au Kenya, et des efforts déployés par l'Université de Nairobi pour promouvoir l'éducation des adultes par le biais de formations. Se référant aux documents officiels qui prouvent l'engagement du Kenya en faveur de ce secteur, elle a cité les objectifs définis dans le cadre d'un rapport sur l'éducation et la formation établi en 1988 par le parti présidentiel. Elle a présenté ensuite les structures gouvernementales mises en place pour promouvoir l'éducation des adultes, à savoir le conseil d'éducation des adultes créé en 1966 pour coordonner les activités dans ce secteur, le département d'éducation des adultes créé en 1979 pour mettre en œuvre les programmes gouvernementaux d'éducation des adultes et cinq instituts polyvalents de formation au développement installés dans diverses régions du pays, qui proposent divers cours aux communautés environnantes. Elle a également cité plusieurs organisations non gouvernementales qui dispensent des formations pour adultes.

La faculté d'éducation propose depuis 1988 une option «*éducation des adultes*» aux étudiants qui préparent une licence des sciences de l'éducation. Cette option ne fournit cependant ni les connaissances, ni les compétences, ni les approches adéquates pour travailler avec des apprenants adultes. L'université a donc décidé d'organiser un cursus de licence de sciences de l'éducation avec option «*éducation des adultes*». En 2000, la faculté a proposé une maîtrise de sciences de l'éducation avec spécialisation «*Éducation des adultes*»; un seul étudiant a décroché le diplôme et huit sont actuellement inscrits. Elle a également mentionné le diplôme universitaire de formateur d'adultes proposé par la faculté d'enseignement à distance, que préparent chaque année une vingtaine d'étudiants.

Le Dr Kibera a fait un tableau partiel des problèmes auxquels se heurte l'éducation des adultes au Kenya: forte fluctuation des enseignants; taux d'abandon élevé chez

les apprenants adultes; pourcentage élevé d'hommes enseignants, alors que la majorité des apprenants sont des femmes; manque de supervision efficace; et manque de clarté, qui se concrétise par le fait que le département d'éducation des adultes ait été rattaché à six ministères différents depuis sa création en 1979.

Le Révérend Père Dr Fritz Stenger, membre de l'Institut de service social du Tangaza College, Nairobi, a présenté les programmes de formation de son institut: conçus dans l'esprit de la doctrine sociale de l'Église catholique, ils contribuent à encourager les populations à participer à leur propre développement. Après avoir retracé l'histoire et explicité la vision du Tangaza College et de son Institut de service social (ISM), il a précisé que la mission de l'institut découle d'une longue tradition et est fondée sur les principes suivants:

- la renaissance de l'Afrique, centrée sur ses ressources humaines, culturelles, matérielles et locales, et son ouverture sur le monde;
- le lien entre la foi et la responsabilité sociale, et l'encouragement des communautés chrétiennes à jouer leur rôle dans la mission sociale de l'Église africaine.

L'ISM a opté pour un style d'apprentissage transformatif à la fois participatif et expérientiel, compréhensif et basé sur l'expérience de vie et l'expérience professionnelle des apprenants, mais aussi sur leurs motivations et leurs objectifs personnels. Il propose les cursus suivants:

- certificat en service social: le but est d'aider les travailleurs sociaux à enrichir leur travail en acquérant des visions et des compétences ecclésiales;
- certificat en sciences du développement humain: le but est d'aider les travailleurs pastoraux à peaufiner leur formation ecclésiale et à acquérir des compétences professionnelles dans le domaine du développement humain;
- certificat en justice, paix et intégrité de la création: le but est de préparer les travailleurs sociaux et pastoraux à contribuer à la transformation de la société en dispensant des services axés sur la justice et la paix.
- diplôme en sciences du développement humain: le but est de former des praticiens qui, à l'issue de la formation, seront capables de participer à des projets de développement humain intégral, d'animer et d'accompagner des groupes ou des communautés, de réaliser des activités de conscientisation, de promouvoir les activités éducatives populaires et civiques, d'intégrer le service social dans leur travail et de connaître le quadruple office du ministère pastoral.
- licence en service social (sciences et pratiques du développement humain): le but est d'intégrer les diverses compétences et connaissances acquises dans une vision approfondie et des compétences élargies.

L'intervenant suivant, M. Aden A. Hussein, directeur adjoint du département d'éducation des adultes au Kenya, a tracé un bref tableau de l'histoire et des activités de son département, qui est actuellement géré par le ministère du Genre, de la Culture et des Services sociaux après avoir été rattaché à différents ministères. Le département a été créé en 1979 à la suite d'une directive présidentielle sur l'éradication de l'analphabétisme au Kenya. À l'époque, le Kenya comptait six millions d'analphabètes, et il était urgent de commencer la mise en œuvre tout en laissant suffisamment de temps pour former les enseignants. Les activités jouissaient d'un appui financier gouvernemental substantiel et du soutien de la DVV et du *British Council*.

Pour assurer la formation continue des enseignants, le département a coopéré avec l'Université de Nairobi afin de développer une formation à distance contrôlée par le *Kenya National Examination Council* (Conseil national d'examens du Kenya) et sanctionnée par un certificat d'éducateur d'adultes. Mais l'aide financière a diminué petit à petit, entraînant un recul des taux de participation aux programmes d'alphabétisation. Le programme sanctionné par le certificat d'éducateur d'adultes a également été interrompu. Le département est cependant doté d'instituts de formation au développement polyvalent, qui forment les éducateurs d'adultes et fournissent un soutien professionnel. Les centres de ressources d'apprentissage communautaire possèdent également des matériels qui permettent d'aider les néoalphabétisés à entretenir leurs connaissances en alphabétisation.

En coopération avec le ministère de l'Éducation, le département développe actuellement un Cadre national de qualifications destiné à donner aux adultes la possibilité d'obtenir des qualifications reconnues et comparables à celles de l'enseignement formel. Les contenus d'apprentissage seront adaptés aux apprenants adultes et non calqués sur l'enseignement formel dispensé aux enfants, comme c'est parfois le cas.

4.2.2 Éthiopie

La formation des éducateurs d'adultes en Éthiopie a été décrite dans le cadre de cinq présentations, la première par un ministère gouvernemental, les quatre autres par des membres d'universités et d'organismes de formation.

Mme Aregash Abraha, du ministère de l'Éducation, a donné des informations de fond sur l'Éthiopie avant de présenter son ministère et les activités du conseil d'éducation non formelle des adultes. Le gouvernement a mis en place une politique d'éducation et de formation qui couvre l'ensemble du secteur et se concentre sur l'amélioration de la qualité. Le pays, qui reconnaît l'éducation comme un droit humain, s'est engagé à réaliser l'éducation primaire universelle d'ici 2015. En 1997, le gouvernement a lancé le plan de développement du secteur éducatif aux fins d'améliorer la qualité, l'adéquation, l'égalité des chances et l'accès. Le ministère est

dirigé par un ministre assisté respectivement de trois secrétaires d'État aux directions de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement technique et de l'Enseignement général. Le département d'Éducation non formelle des adultes est intégré à la direction de l'Enseignement général et a pour but de promouvoir l'alphabétisation et l'éducation des adultes.

Le Dr Samuel Asnake, qui travaille avec l'antenne régionale de l'IIZ/DVV, a complété la présentation d'Aregash Abraha et fait remarquer que s'il est vrai que l'Éthiopie lutte contre l'analphabétisme depuis près d'un siècle, elle compte encore 65 % d'illettrés. Le pays poursuit actuellement une stratégie de développement durable et de réduction de la pauvreté qui devrait englober tous les efforts de développement, y compris l'alphabétisation, mais il manque un maillon à la chaîne a-t-il dit, puisque l'alphabétisation et la formation des éducateurs d'adultes ne sont pas liées aux efforts de développement. Le ministère du Développement rural emploie près de 30 000 agents de développement et le ministère de la Santé près de 25 000 agents de santé. Pour mieux travailler, il faut que ces agents soient formés en éducation des adultes et que leurs prestations s'accompagnent d'actions d'alphabétisation.

Les universités éthiopiennes sont encore insuffisamment sensibilisées à l'éducation des adultes: seul un collège enseigne la discipline, et la formation universitaire se borne à l'éducation formelle. L'éducation de base et les offres d'alphabétisation ont été décentralisées, certes, mais sans prévoir de personnels pour travailler avec les communautés de base.

L'intervenante suivante, Mme Elizabeth Ayalew, a expliqué que l'éducation, en Éthiopie et peut-être dans l'ensemble de l'Afrique, présente les caractéristiques suivantes: premièrement, un accès limité à l'éducation formelle et non formelle, qui provoque d'importants déficits chez les adultes. Deuxièmement, l'existence de nombreux problèmes sociaux – pauvreté, prévalence du VIH/SIDA – qui pourraient être palliés par des actions d'éducation. Troisièmement, le fait qu'en Afrique, de nombreux liens sociaux pourraient être orientés vers le développement si l'on éduquait les adultes.

Bien qu'étant encore insuffisamment sensibilisé au sujet, le collège d'éducation de l'université d'Addis-Abeba, dont elle est membre, est en train de mettre en place une maîtrise d'éducation des adultes. Sa participation à la conférence, a-t-elle ajouté, lui a fait comprendre qu'il faut intensifier les actions, même dans le secteur de l'éducation non formelle.

M. Abebe Hunde avait préparé par écrit une présentation sur la formation des spécialistes en éducation non formelle des adultes dispensée par le département d'éducation non formelle des adultes du *Jimma Teachers College*. Le document a été distribué aux participants.

L'intervention du Dr Tesfaye Semela a porté sur les programmes d'éducation des adultes de l'université de Debu. Le Dr Semela a fait un bref exposé de l'enseigne-

ment supérieur en Éthiopie et précisé que les taux d'inscription sont parmi les plus bas d'Afrique subsaharienne. Les institutions d'enseignement supérieur n'ont la capacité d'accueillir qu'un pour cent des groupes éligibles, mais ce secteur a d'ambitieuses velléités d'expansion et les neuf universités du pays recensent actuellement plus de 135 000 étudiants. En ce qui concerne la formation des éducateurs d'adultes, le Dr Semela a expliqué que l'université de Debub ne proposerait pas de formations dans cette filière avant la création de la licence de vulgarisation agricole de l'Awassa College of Agriculture, l'un des quatre instituts et des trois facultés de l'université. L'éducation des adultes a par conséquent un caractère multidimensionnel qu'elle doit à la diversité des individus qui y participent, a-t-il ajouté.

Le Dr Semela a présenté le Programme d'éducation permanente (CEP), auquel participent environ 3 000 personnes et qui comporte des formations d'été (Kiremt), des cours de vulgarisation le soir et les fins de semaines, et des programmes de perfectionnement. Il a cependant souligné que le personnel universitaire chargé de ces programmes n'est pas formé en pédagogie des adultes. Il espère que les nouveaux centres de développement professionnel créés en collaboration avec la NUFFIC dans les Universités de Bahir Dar, Debub, Arba Minch, Addis-Abeba, Mekelle, Adame, Jimma et Alemaya proposeront tous des formations pour les adultes.

En conclusion, il a préconisé de réviser les formations non formelles d'éducateurs d'adultes et de leur donner la place qui leur revient dans les activités et les priorités universitaires. L'amélioration de la qualité des formations d'adultes passe forcément par celle des personnels: à ces fins, il faut former les enseignants aux méthodes pédagogiques et les familiariser avec la psychologie de l'apprenant adulte.

4.2.3 Ouganda

La formation des éducateurs d'adultes en Ouganda a été présentée par deux universitaires, deux membres d'ONG, un représentant d'un institut de formation et un membre d'un ministère.

Université de Makerere

M. Twine Bananuka a présenté l'Institut de formation continue des adultes (IACE) de l'Université de Makerere, ainsi que ses cursus de licence et de maîtrise de formation d'adultes et d'éducation communautaire gérés par le département des études en éducation des adultes et en communication, qui est l'un des trois départements de l'IACE.

L'IACE est né au sein du département d'études péri-universitaires, créé en 1953 pour proposer des offres éducatives universitaires au grand public. Au départ, le département dispensait un enseignement général. Après l'indépendance, la demande de cursus diplômants à la fois reconnus et permettant d'améliorer les possibilités d'em-

ploi s'est accrue. Pour répondre à la demande, le département a été transformé en un Centre d'éducation permanente (CCE) plus efficace, grâce à la création de cursus pour étudiants réguliers, de cours péri-universitaires et de cours à distance. Plus tard, certains agents de développement ont exprimé le besoin de se former pour mieux communiquer avec les adultes.

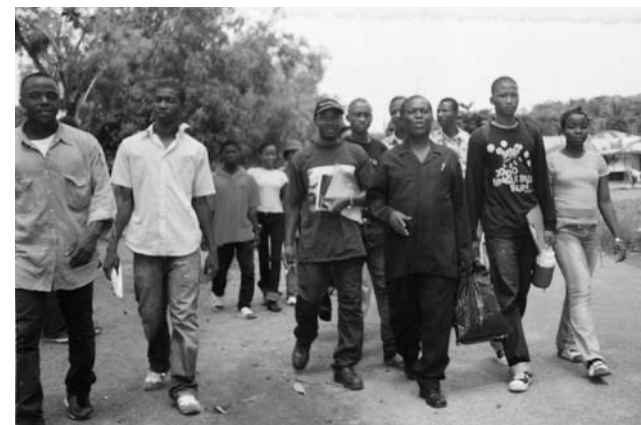
Les formations sanctionnées par les certificats d'éducation des adultes et de développement ont petit à petit été abandonnées, ce qui a permis au CCE de se concentrer sur les nouveaux besoins et de mieux remplir son rôle d'organe universitaire. En outre, le nombre croissant de gens intéressés par des formations supérieures et le manque d'offres formelles ont incité le CCE à améliorer ses cursus péri-universitaires et à distance; il propose aujourd'hui des formations à distance. Le CCE a finalement été transformé en Institut de formation continue des adultes (IACE) et reconnu officiellement par le conseil de l'université en juillet 1992.

L'IACE a pour mission de promouvoir les études et les pratiques d'éducation des adultes et de développement communautaire, et de proposer des offres d'apprentissage péri-universitaires aux adultes. L'IACE encourage actuellement son personnel à développer un cursus de doctorat avec spécialisation «*éducation des adultes*» et «*enseignement à distance et ouvert*».

Literacy and Adult Basic Education

(Alphabétisation et éducation de base des adultes, LABE)

La LABE est une formation dispensée par les organisations de la société civile en Ouganda, a expliqué M. Godfrey Sentumbwe. L'initiative a été lancée en 1989 par des étudiants du cursus d'éducation des adultes de l'université de Makerere qui voulaient mettre en pratique leurs acquis théoriques. Entre temps, l'action de la LABE



Sortie d'études annuelle, Université de Sierra Leone

consiste à traduire la théorie en unités de formation à la fois pratiques et d'utilisation facile pour les éducateurs et les alphabétiseurs communautaires.

La LABE considère que l'alphabétisation et l'éducation de base ne sont qu'un volet de l'éducation non formelle des adultes et utilise, dans le cadre de son travail avec les divers agents, ce qu'elle appelle une approche de «partenariats en action». Puisque l'alphabétisation et l'éducation de base ont des significations différentes pour des gens différents dans des contextes différents, l'organisation dispense des formations dans des disciplines multiples à différents groupes. Elle sert également de centre de ressources pour des cours d'alphabétisation axés sur des besoins divers, et ne recommande aux alphabétiseurs aucune méthode ni curriculum particuliers. Les formations sont conçues pour répondre aux besoins spécifiques et immédiats des partenaires, qui mettent eux-mêmes les initiatives sur pied; la LABE dispense des formations, mais ne conçoit aucun programme d'alphabétisation.

En coopération avec divers organismes gouvernementaux et non gouvernementaux nationaux et internationaux, la LABE a développé des programmes d'études et des matériels de formation. Elle contribue à l'amélioration de la qualité de l'éducation de base des adultes et au développement de programmes spécifiques tels l'éducation familiale de base (FABE) et les cours d'anglais de base pour adultes, dans le but d'augmenter l'accès des populations à l'information.

National Adult Education Association of Uganda

Le Dr Denis Okello-Atwaru a présenté les formations dispensées par la *National Adult Education Association* of Uganda (Association ougandaise d'éducation des adultes, NAEAU), association autochtone qui opère depuis 1980 dans le domaine de l'éducation des adultes et a plusieurs bureaux en Ouganda. La NAEAU est membre de l'*Uganda Adult Education Network* (Réseau ougandais d'éducation des adultes, UGAADEN) et du Conseil international d'éducation des adultes (CIEA), et travaille essentiellement avec des bénévoles qui possèdent de solides expériences universitaires, professionnelles et pratiques.

La NAEAU dispense un cours sanctionné par un certificat d'éducation des adultes et de développement communautaire. Cette formation à distance, axée sur l'action communautaire en milieu rural et urbain, familiarise les facilitateurs et les vulgarisateurs aux méthodes d'animation des adultes. La formation dure douze mois et comporte neuf blocs. Des sessions d'enseignement en face à face ont lieu régulièrement. La majorité des 92 apprenants actuellement inscrits ne sont pas employés mais travaillent dans leurs communautés comme bénévoles. Actuellement, bon nombre d'entre eux suivent des formations diplômantes.

Nsamizi Training Institute of Social Development

Mme Irene Ogenga a présenté le *Nsamizi Training Institute of Social Development* (Institut de formation en développement social de Nsamizi), dont elle est membre, comme l'un des instituts de formation d'adultes les plus anciens d'Ouganda. Il a été fondé en 1952 et a obtenu en 1954 le statut de Centre d'administration locale et de développement communautaire. Dans le cadre de la révision fondamentale de sa politique entre 1972 et 1977, l'Institut a supprimé toutes les unités dès 1972, sauf le bien-être social et le développement communautaire. Le Nsamizi a créé d'autres institutions, notamment l'actuel *Law Development Centre* (Centre de développement juridique, LDC) et l'*Uganda Management Institute* (Institut ougandais de management, UMI).

L'intervenante a énuméré les cours actuellement proposés par l'institut: cursus diplômants à plein temps d'un ou deux ans en travail social, développement, entrepreneuriat et informatique; formations diplômantes à distance de deux ans en alphabétisation et éducation des adultes, gestion et bonne gouvernance, justice des mineurs, genre et développement; cursus de trois mois à plein temps sanctionnés par un certificat en mobilisation et développement social, management des programmes de gestion de l'alphabétisation, orientation et conseil, informatique. Chacune de ces formations comporte un volet «éducation des adultes».

Mme Ogenga a enfin cité le département d'éducation des adultes qui, depuis 2000, accueille les étudiants désireux de poursuivre des études dans cette filière et d'en faire leur profession. La principale formation offerte par le département est sanctionnée par un diplôme d'alphabétisation et d'éducation des adultes. On recense actuellement 173 étudiants, dont 91 hommes et 82 femmes, la majorité d'entre eux étant des employés des administrations locales.

Ministère du Genre, du Travail et du Développement social

M. Alphonse Ejoru représentait le ministère ougandais du Genre, du Travail et du Développement social responsable de l'alphabétisation et de l'éducation de base des adultes. Actuellement, l'alphabétisation est gérée par le département des Personnes handicapées et âgées après avoir été rattachée à divers autres départements. La restructuration en cours se propose de la transférer dans le département de Déve-



Sortie d'études annuelle, Université de Sierra Leone

loppement communautaire et d'Alphabétisation qui sera mis en place prochainement.

Le Programme d'alphabétisation fonctionnelle (FAL) est mis en œuvre au niveau des districts et de la base, mais le volet «formation» a toujours été appuyé par une structure nationale de formation des formateurs au niveau des districts. La majorité des formateurs aux niveaux national et des districts font partie d'organismes différents, la formation des alphabétiseurs étant dispensée par les formateurs de districts. À ce jour, 11 200 hommes et 3 600 femmes ont déjà suivi la formation.

Les problèmes sont les suivants: le programme dépend fortement du volontarisme des alphabétiseurs; il emploie par conséquent des gens peu qualifiés, car les mieux qualifiés exigent des salaires. Deuxièmement, les personnes qui ont suivi les cours d'alphabétisation de base souhaitent continuer à étudier pour obtenir des qualifications certifiées. Le ministère a donc développé un cadre de qualifications. Enfin, les matériels sont inadéquats en raison de l'insuffisance des fonds alloués.

Université de Kyambogo

M. Ephraim Lemmy Nuwagaba a consacré son intervention à la formation d'éducateurs pour les adultes qui ont des besoins éducatifs spéciaux ou sont handicapés. À l'instar de l'Université de Makerere, l'Université de Kyambogo est implantée à Kampala et est l'une des quatre universités publiques d'Ouganda. Elle est dotée d'une faculté des sciences de l'éducation axée sur les besoins spéciaux et la rééducation, qui abrite un département de formation des adultes et d'éducation communautaire. Le département, a-t-il dit, tente de pallier les lacunes en matière de besoins spéciaux des enfants, des jeunes et des adultes, la situation des adultes étant de loin la pire. Les handicapés sont généralement exclus de la société, vivent des aumônes et des dons de quelques gens compatissants, et n'ont pas été préparés à leur rôle de parents et de membres à part entière de la société.

Le département propose un cursus de trois ans sanctionné par une licence de formation d'adultes et d'éducation communautaire (BACE). Ce cursus très spécialisé est adapté aux besoins professionnels des étudiants et aux attentes de tous les apprenants adultes, y compris des handicapés. Le département délivre également un certificat de formation d'adultes et d'éducation communautaire (CACE), obtenu dans le cadre d'une formation d'un an à plein temps. 513 étudiants sont actuellement inscrits en BACE, soit 321 hommes et 192 femmes, alors que 39 étudiants préparent le CACE.

M. Nuwagaba a indiqué que le département est actuellement en train de préparer d'autres formations, à savoir la maîtrise de formation d'adultes et d'éducation communautaire (MACE), le diplôme d'éducation des adultes (DAE), des formations à échelle régionale organisées en fin de semaine et le diplôme postgrade d'éducation des adultes.

4.2.4 Tanzanie

Le seul représentant de la Tanzanie était un membre de l'Université de Dar Es Salaam qui a présenté les programmes du département d'éducation des adultes, et d'enseignement à distance mis en place en 1974 par la faculté des sciences de l'éducation. Il existe d'autres institutions de formation d'éducateurs d'adultes en Tanzanie, a-t-il expliqué, notamment l'Institut de formation des adultes, qui a démarré en 1965 avec le diplôme d'éducation des adultes, et l'Université ouverte de Tanzanie qui propose un cursus à distance sanctionné par une licence d'éducation des adultes.

La Tanzanie, a-t-il dit, était jadis très en avance en matière d'éducation des adultes, mais la situation commence à se détériorer et le taux d'analphabétisme des adultes est monté de 10% à 28%. Si le gouvernement Nyerere accordait beaucoup plus de valeur à la filière, les débats menés actuellement dans le cadre de l'éducation pour tous se concentrent en revanche sur l'éducation primaire et secondaire; dans le secteur de l'enseignement supérieur, la politique gouvernementale accorde la priorité à la formation d'enseignants pour le système scolaire formel. Le département doit donc faire face à un double problème: ses diplômés ne trouvent pas d'emploi et le recrutement des étudiants est par conséquent difficile.

Le Dr Mutanyatta a signalé que le département propose une licence de sciences de l'éducation (option «*éducation des adultes*») qui a été réduite d'une année et s'étale actuellement sur trois ans au lieu de quatre. La répartition des cours ne laissant qu'une place réduite à l'éducation des adultes, les diplômés sont insuffisamment qualifiés pour être considérés comme des éducateurs d'adultes. Vu la tendance à créer des «*cours à la demande*», la situation ne s'améliore pas, ce qui ne manque pas d'avoir des répercussions sur le nouveau cursus de licence de sciences de l'éducation. Depuis ses débuts, le programme a été mal géré pour des raisons politiques. Aujourd'hui, a-t-il dit, ni les responsables gouvernementaux, ni même l'université ne se rendent compte combien il est important de former les adultes, et pourtant, les éducateurs d'adultes sont isolés.

4.2.5 Soudan

L'unique participant du Soudan, M. Hassan Muhamed Jalal Eddin, membre du Shendi Training Institute, a présenté les formations dispensées par son institut dans le cadre général de l'éducation des adultes au Soudan.

4.2.6 Djibouti

Mme Fatouma Abdi Ali, de la *National Union of Djibouti Women* (Union nationale des femmes de Djibouti, UNFD), a concentré son intervention sur les programmes d'éducation des filles, les programmes d'alphabétisation des femmes et la campagne

Tableau 2: Programmes d'éducation des adultes en Afrique de l'Est

Pays	Institutions	Programmes (inscriptions annuelles)	Groupes cibles
Djibouti	National Union of Djibouti Women	– Programme d'alphabétisation des femmes (2 600 femmes en 2002-2003; 1 415 d'entre elles ont terminé le programme de neuf mois)	– Filles et femmes analphabètes
		– Programme d'alphabétisation fonctionnelle des adultes (922 femmes et 712 hommes en 2004-2005)	– Jeunes et adultes (femmes et hommes) de 16 ans et plus
Éthiopie	Université de Dehub	– Licence de vulgarisation agricole (en cours de création) – Licence de sciences de l'éducation avec « <i>éducation des adultes</i> » en matière secondaire/principale (à mettre en place)	– Étudiants de 1er cycle se préparant à devenir vulgarisateurs – Étudiants de 1er cycle se préparant à une carrière dans l'éducation
	Jimma Teachers College	– Diplôme d'éducation non formelle des adultes – durée: anciennement deux, maintenant trois ans (inscriptions en 2004: 29 hommes et 12 femmes; 2005: 37 hommes et 4 femmes)	– Praticiens de l'éducation non formelle des adultes; jeunes diplômés du secondaire ayant l'intention de s'engager dans le domaine de l'éducation non formelle des adultes
	Université de Bahir Dar	– Licence d'éducation des adultes (démarrera prochainement)	
	Debre Markos College of Teacher Education	– Diplôme d'éducation des adultes (démarrera prochainement)	
	Université d'Addis Abeba	– Maîtrise d'éducation des adultes et d'éducation permanente (démarrera prochainement)	– Tous les candidats détenteurs d'une licence
Kenya	Université de Nairobi	– Licence de sciences de l'éducation (option « <i>éducation des adultes</i> ») (peu de candidats)	– Étudiants de 1er cycle se destinant à une carrière dans l'éducation
		– Diplôme d'animateur socio-éducatif et d'agent de développement diplôme d'éducation des adultes (une vingtaine d'inscrits en moyenne)	– Animateurs socio-éducatifs, éducateurs et formateurs d'adultes, autres agents de développement communautaire
		– Diplôme postgrade d'enseignement à distance	– Praticiens de l'éducation des adultes – Agents de développement formateurs et éducateurs d'adultes; enseignants en éducation des adultes

Pays	Institutions	Programmes (inscriptions annuelles)	Groupes cibles
		– Maîtrise de sciences de l'éducation (option « <i>éducation des adultes</i> ») (8 inscrits en 2005-2006) – Maîtrise d'enseignement à distance	– Diplômés en Sciences de l'Éducation – Diplômés – éducateurs et gestionnaires en éducation dans des lieux divers
	Direction d'éducation des adultes	– Formation continue des alphabétiseurs – Extension du programme d'alphabétisation à l'ensemble du pays	– Alphabétiseurs en cours de carrière – Jeunes et adultes analphabètes
Soudan	Adult Education Leaders Training Centre, Shendi	– Formation d'alphabétiseurs (capacité: 90 étudiants) – Formation d'enseignants bénévoles en éducation des adultes	– Enseignants des écoles de base ayant l'intention de travailler comme alphabétiseurs – Bénévoles désireux de travailler comme enseignants
Tanzanie	Université de Dar-es-Salaam	– Licence de sciences de l'éducation (option « <i>éducation des adultes</i> ») (95 femmes et 137 hommes en 2002-2003) – Maîtrise de sciences de l'éducation – Doctorat	– Étudiants de 1er cycle se préparant à une carrière dans l'éducation – Détenteurs d'un diplôme de sciences de l'éducation – Détenteurs d'une maîtrise de sciences de l'éducation
	Institute of Adult Education, Dar Es Salaam	– Diplôme d'éducation des adultes	– Praticiens de l'éducation non formelle des adultes; jeunes diplômés du secondaire ayant l'intention de s'engager dans le domaine de l'éducation non formelle des adultes
Ouganda	Ministère du Genre, du Travail et du Développement social	– Formation des formateurs – Formation des alphabétiseurs – Extension du Programme d'alphabétisation des adultes dans l'ensemble du pays	– Formateurs d'alphabétiseurs – Bénévoles enseignant dans le cadre du programme d'alphabétisation fonctionnelle des adultes – Jeunes et adultes analphabètes
		Nsamizi Training Institute of Social Development	– Diplôme d'alphabétisation et d'éducation des adultes – Enseignement à distance (82 femmes et 91 hommes)

Pays	Institutions	Programmes (inscriptions annuelles)	Groupes cibles
		<ul style="list-style-type: none"> - Diplôme de travailleur social (temps plein) - Diplôme de travailleur social pour l'État d'Érythrée - Certificat (trois mois) de gestion des programmes d'alphabétisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Travailleurs sociaux et futurs travailleurs sociaux, agents de développement communautaire - Programme spécial pour les participants érythréens - Gestionnaires des programmes d'alphabétisation
	Institut de formation continue des adultes de l'Université de Makerere	<ul style="list-style-type: none"> - Licence de formation d'adultes et d'éducation communautaire (567, dont 50 % de femmes et 50 % d'hommes) - Maîtrise de formation d'adultes et d'éducation communautaire (2005-2006: 4 femmes et 8 hommes) - Diplôme d'animateur socio-pédagogique et d'agent de développement (dans le cadre du Programme de la Jeunesse du Commonwealth et de l'Université ouverte de Tanzanie) 	<ul style="list-style-type: none"> - Praticiens de l'éducation non formelle des adultes; jeunes diplômés du secondaire ayant l'intention de s'engager dans le domaine de l'éducation non formelle des adultes - Diplômés en éducation des adultes et disciplines connexes - Animateurs sociopédagogiques, éducateurs et formateurs d'adultes et autres agents de développement communautaire
	Université de Kyambogo	<ul style="list-style-type: none"> - Licence de formation d'adultes et d'éducation communautaire (321 femmes et 192 hommes) - Certificat de formation d'adultes et d'éducation communautaire (39 étudiants) 	<ul style="list-style-type: none"> - Praticiens de l'éducation non formelle des adultes; jeunes diplômés du secondaire ayant l'intention de s'engager dans le domaine de l'éducation non formelle des adultes - Travailleurs sociaux, agents de développement et communautaires
	National Adult Education Association of Uganda	<ul style="list-style-type: none"> - Certificat d'éducation des adultes et de développement communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Personnes travaillant dans les communautés rurales et urbaines
	Literacy and Adult Basic Education (LABE)	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des formateurs d'alphabétiseurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Formateurs en alphabétisation des adultes dans les organisations partenaires

d'alphabétisation des femmes et des hommes. Les réalisations de l'association en matière d'éducation, qui ont joui du soutien du gouvernement et de divers bailleurs de fonds, ont été hautement appréciées et récompensées par le premier prix du Grand Prix du chef de l'État en 2002.

4.3 Vue d'ensemble des programmes institutionnels et des groupes cibles

Les institutions qui ont participé à cet atelier représentaient tous les niveaux de formation en éducation des adultes, de la base jusqu'aux institutions d'enseignement supérieur et aux universités. Les programmes présentés et leurs groupes cibles, qui sont donc d'autant plus variés, sont récapitulés au tableau 2 et suivis d'une analyse de la situation de la formation des éducateurs d'adultes en Afrique de l'Est.

Nous n'avons aucun détail sur la formation universitaire des éducateurs d'adultes en ce qui concerne le Soudan. Le participant soudanais a néanmoins précisé qu'il existe environ 25 universités publiques, dont 22 dans le nord et trois dans le sud du pays. La signature des accords de paix et le rapatriement des Soudanais du sud vont vraisemblablement permettre de créer des universités dans le sud. Les Universités de Juba et Khartoum abritent des facultés d'éducation des adultes, a-t-il précisé; quant à l'Université de Shendi, elle abrite une faculté de développement communautaire, et la majorité des autres sont équipées soit de facultés, soit de départements d'éducation des adultes.

Le tableau 2 montre que c'est l'Ouganda qui compte le plus grand nombre de formations, tant dans le cadre des universités que des autres institutions d'enseignement supérieur. Le ministère responsable de l'alphabétisation propose un système de formation de formateurs d'alphabétiseurs qui s'appuie sur de bons matériels pédagogiques; quant aux ONG, elles proposent de solides formations de formateurs. En Tanzanie, les universités et autres institutions d'enseignement supérieur proposent depuis longtemps des formations de bonne qualité, mais seul le programme de l'Université de Dar Es Salaam a été présenté. Le Kenya relance actuellement ses programmes de formation d'éducateurs d'adultes après les avoir négligés pendant quelque temps. En Éthiopie, une grande part des formations en sont encore au stade de la planification mais plusieurs programmes vont bientôt démarrer. Dans l'ensemble, la région dispose de bonnes formations d'éducateurs d'adultes et la tendance est croissante, mais certaines offres sont nouvelles et risquent par conséquent de manquer d'expérience.

4.4 Questions relatives aux programmes et aux groupes cibles

Identité de l'éducateur d'adultes et reconnaissance de la profession

La première question abordée lors du débat en plénière après les présentations des institutions, des formations et des groupes cibles a été la définition de l'éducation des adultes et de son image dans l'opinion publique. Plusieurs participants ont réaffirmé le caractère urgent de cette question, d'autant que la confusion entre éducation des adultes et alphabétisation rend le secteur peu attrayant et ne le valorise pas sur le marché du travail.

La conférence pense que les éducateurs d'adultes ne donnent pas une image claire et convaincante de la profession. Se basant sur les nombreux débats auxquels il a pris part en divers endroits du monde, le Dr Sandhaas a indiqué que les définitions varient d'un pays à l'autre. Certains choisissent l'âge comme critère, et confondent éducation des adultes et enseignement supérieur. Ce dernier, pourtant, n'est certainement pas synonyme d'éducation des adultes du simple fait qu'il s'adresse à des adultes. On voit donc qu'il est important de donner une définition générique à l'éducation des adultes.

Un participant de la LABE a relevé que les éducateurs d'adultes se plaignent d'être considérés comme des alphabétiseurs alors qu'ils sont très qualifiés; c'est probablement dû au fait qu'ils ne s'affirment pas suffisamment en tant que tels dans leur domaine de spécialisation. Il faut donc démontrer que le développement de connaissances systématisées dans des domaines spécialisés, comme p. ex. les savoirs autochtones, est un processus logique.

Une participante encore inexpérimentée dans la formation des adultes s'est étonnée de voir que les «*grands pontes*» ont encore des difficultés à définir l'adulte et l'éducation des adultes. Globalement, les participants ont eu l'impression que ces forums ne parviennent pas à dépasser le stade des définitions de base, alors que c'est absolument indispensable si l'on veut que l'éducation des adultes soit reconnue comme une profession.

La question la plus pertinente a porté sur les groupes cibles. Certains participants considèrent l'éducation des adultes comme une formation méthodologique complémentaire pour des personnes déjà qualifiées dans d'autres secteurs. D'autres constatent que beaucoup de gens qualifiés dans d'autres disciplines ont des besoins de formation en éducation des adultes mais n'en sont pas conscients. D'autres encore, qui se rangent parmi les éducateurs d'adultes spécialisés, refusent de considérer comme tels les spécialistes dans d'autres matières. Bien que n'ayant pu adopter une définition générale, la conférence a convenu qu'il faut améliorer le professionnalisme de l'éducation des adultes afin d'acquérir de l'expertise et de démontrer la valeur de cette filière.

Contenus et adéquation des formations

Les contenus de formation dépendent de la définition que l'on donne à l'éducation des adultes, mais plus encore peut-être des besoins des formateurs et de la demande sur le marché de l'emploi. La conférence a également relevé que nombre de facultés et d'instituts de formation d'éducateurs d'adultes sont en même temps responsables de la vulgarisation. Certains participants se sont demandé si les programmes de formation sont précédés d'évaluations des besoins, ou bien si les contenus sont tout simplement définis en fonction du volume de connaissances que l'éducateur d'adultes est censé posséder. Puisque l'éducation des adultes n'est pas une filière prioritaire, ils ont préconisé qu'on la complète avec des contenus d'autres disciplines, afin d'augmenter les chances d'emploi des diplômés. Déplorant le fait que certaines formations soient axées sur la méthodologie et n'accordent pas assez d'attention à la matière enseignée plus tard par le diplômé, ils ont suggéré de réserver les formations aux personnes possédant déjà des qualifications de base dans d'autres matières. Enfin, les débats ont révélé un besoin de diversité et montré en même temps qu'il est important de définir les contenus en respectant les besoins des apprenants et la diversité des contextes.

Recours aux savoirs autochtones pour former les adultes

La valeur des savoirs autochtones pour la formation des adultes a été réaffirmée. Rappelant que les colonialistes qualifiaient l'éducation autochtone de primitive, un participant a présumé que cette conception continue de prédominer car aucune présentation n'a parlé de ces savoirs, alors que ce sont des sources de connaissances appréciables qui devraient être intégrées dans la formation des adultes.

5. Développement de matériels de formation des formateurs d'adultes

5.1 Introduction par le professeur Lucia Omondi

Dans son introduction, le prof. Lucia Omondi s'est longtemps attardée sur la question du développement de matériels. Elle a commencé par faire remarquer que les «*grands pontes*» de l'éducation des adultes réunis à cette conférence avaient avant tout démontré leur incapacité à donner une définition précise de l'éducation des adultes et de l'adulte. L'éducation des adultes n'est pas récente et il ne faut pas croire qu'elle soit née en même temps que les départements d'éducation. Les colonialistes avaient en effet un système parfait de formation d'adultes qui transformait les gens en un rien de temps. La transformation est cruciale et ne se fait pas par l'intermédiaire des enfants, mais des adultes. Le prof. Omondi a proposé de chercher un nouveau pa-

radigme qui permettrait à la fois de redorer le blason de l'éducation des adultes dans son pays, de concevoir et de financer des offres et des matériels adéquats, et de sortir le secteur de la marginalité.

5.2 Présentations sur le développement des matériels d'enseignement et d'apprentissage

Ouganda

Université de Makerere, Nsamizi Training Institute et National Adult Education Association

En ce qui concerne l'Ouganda, le Dr Denis Okello-Atwaru a expliqué que les institutions ci-dessus utilisent toutes les trois le même processus de développement, de production, d'utilisation et de révision des matériels d'enseignement à distance, à savoir: évaluation des besoins; développement des programmes d'enseignement; sélection des auteurs; organisation d'ateliers pour les auteurs et répartition des modules; développement des contenus de modules par les auteurs; organisation d'ateliers pour discuter et finaliser les modules; production des matériels définitifs; et production de guides pédagogiques. Il a également spécifié que les matériels d'enseignement à distance ont été revus de temps en temps.

Selon lui, ce succès résulte du fait que pour la première fois, les matériels de lecture ont été développés sur place et non importés. Malheureusement, des problèmes subsistent: parfois, les matériels sont développés, mais il n'y a pas suffisamment de ressources pour les produire. Il existe des matériels basés sur les TCI, mais parfois le système ne fonctionne pas, ou alors les étudiants n'y ont pas accès. Enfin, beaucoup d'étudiants ne maîtrisent pas le système.

Ministère du Genre, du Travail et du Développement social

La présentation de M. Alphonse Ejoru, a concerné les matériels d'alphabétisation fonctionnelle des adultes produits par le ministère du Genre, du Travail et du Développement social. Le processus commence par une évaluation des besoins d'apprentissage des adultes qui sert de base à la définition des contenus. Le programme d'études est développé avec la participation de divers acteurs, y compris d'autres secteurs, et sert ensuite de base à la conception des manuels de formation de formateurs, puis des manuels de formation de formateurs d'alphabétiseurs et de leurs superviseurs. Les matériels d'enseignement et d'apprentissage destinés aux cours (manuels et guides pédagogiques) sont ensuite développés. Actuellement, on utilise déjà des matériels en 12 langues et six sont en cours d'impression.

Les matériels sont prétestés dans le cadre d'un atelier; les résultats de ces tests préalables sont intégrés dans le cadre d'un autre atelier, puis on finalise les matériels. Le

manuel est ensuite utilisé un certain temps avant qu'on élabore les matériels de suivi en fonction des priorités des apprenants. Les problèmes sont les suivants: la variété des langues, qui fait augmenter les coûts; les langues sans orthographe, qui demandent plus de temps et d'argent; et l'inadéquation des financements. Ces trois facteurs ne permettent pas de fournir des matériels à chaque apprenant ni à chaque enseignant, la proportion actuelle étant, dans le meilleur des cas, d'un manuel pour trois apprenants.

Literacy and Adult Basic Education (LAFE)

M. Godfrey Sentumbwe a présenté les processus de développement de matériels de la LAFE à l'intention des agents d'éducation communautaire. Il a fait auparavant trois remarques:

- l'aspect le plus visible du programme d'alphabétisation et d'éducation de base est la qualité et la variété de ses matériels;
- les matériels utilisés par les groupes communautaires doivent être intéressants car la concurrence est grande;
- il faut savoir que les analphabètes et les néoalphabètes ont des difficultés à décoder et à interpréter les matériels d'alphabétisation.

La production des matériels s'appuie sur les principes suivants:

- les matériels doivent être à la fois basiques et complémentaires, ou encore enrichissants, comme p. ex. les matériels d'information sur les activités du gouvernement;
- les matériels peuvent être imprimés ou non; il faut trouver des formules permettant d'utiliser les deux types.

La LAFE a produit entre autres:

- a) un tronc commun en éducation civique axé sur les résultats, produit avec le ministère de la Justice et des Affaires constitutionnelles;
- b) un programme d'alphabétisation fonctionnelle des adultes, en partenariat avec les organismes prestataires de services éducatifs aux réfugiés du Soudan, de la République démocratique du Congo, etc.;
- c) des matériels de formation sur la microentreprise, en partenariat avec *Icelandic International Development Agency* (Agence islandaise de développement international, ICEIDA). Il s'agit de textes de base, de tableaux de conférence, de cassettes et de cahiers d'exercices;

d) des supports pour les enseignants, ou kits d'alphabétisation (LitKit), qui s'adressent aux enseignants qui travaillent avec des matériels et des durées de formation très insuffisants.

M. Sentumbwe a enfin posé deux fausses questions:

a) les universités font-elles comprendre à leurs diplômés de 1er cycle que la production de matériels est une matière intéressante qui leur permettrait de traduire leurs acquis théoriques en matériels pratiques?

b) Les éducateurs d'adultes doivent-ils produire eux-mêmes leurs matériels, ou plutôt faire faire le travail par des éditeurs qui disposent de toutes les ressources, en veillant à leur donner les directives nécessaires?

5.2.2 Éthiopie

Les matériels éthiopiens ont été présentés par deux universités et le ministère de l'Éducation.

Université d'Addis Abeba

Le Dr Dessu Wirtu a fait une brève présentation des matériels produits par le département de formation des maîtres de l'institut d'éducation de l'Université d'Addis Abeba. Le département va bientôt mettre en route un cursus de maîtrise d'éducation des adultes et de formation permanente. Les modules sont prêts depuis longtemps mais n'ont pas pu être produits en raison du manque de fonds.

Ministère de l'Éducation

Mme Aregash Abraha a présenté les matériels produits par le ministère éthiopien de l'Éducation dans le secteur de l'éducation non formelle des adultes. La section ministérielle responsable de ce secteur a produit divers manuels et guides d'éducation de base non formelle des adultes avec le soutien de l'IIZ/DVV, notamment le manuel d'éducation non formelle des adultes, les manuels d'éducation de base et une newsletter qui permet de faire circuler des informations sur l'éducation non formelle et l'alphabétisation. Le ministère a également développé des guides pour les activités d'éducation non formelle des adultes, qui comprennent la planification, le suivi et l'évaluation. Le Dr Asnake a ajouté que la diversité linguistique (plus de 80 langues différentes) pose un réel problème.

Université de Bahir Dar

Le Dr Yalew Endawoke a expliqué qu'à l'Université de Bahir Dar, ce sont les enseignants qui préparent les matériels; s'ils sont jugés adéquats, ils sont ensuite évalués et approuvés. Les contenus doivent à la fois répondre aux besoins des apprenants et être harmonisés avec le programme d'enseignement.

5.2.3 Tanzanie

Le Dr J. Mutanyatta, du département d'éducation des adultes de l'Université de Dar Es-Salaam, a expliqué que son département n'a pas encore préparé de matériels mais qu'il y a beaucoup à apprendre des activités de certains organismes. Il est par contre indispensable de savoir auparavant si les matériels sont destinés à des formations à court ou à long terme.

5.2.4 Kenya

Les matériels développés au Kenya ont été présentés par un représentant d'une ONG, un universitaire et un membre du gouvernement.

Literacy and Evangelism Fellowship

M. Patrick Malasi a présenté les matériels de l'ONG Literacy and Evangelism Fellowship (Association d'alphabétisation et d'évangélisme), qui travaille dans plusieurs pays de la région et produit des matériels d'alphabétisation à partir de la Bible. Au Kenya, l'ONG a créé des matériels d'alphabétisation de base pour les adultes en 12 langues, y compris en anglais, et quelques ouvrages de suivi. Elle a produit des matériels en six langues en Tanzanie, et quelques-uns en Ouganda.

Ces manuels sont conçus en coopération avec des ecclésiastiques, des apprenants et des spécialistes divers de façon à être aussi complets que possible. L'association accorde une grande importance à la participation de linguistes et développe également des manuels de formation des formateurs aux niveaux débutant et avancé.

Université de Nairobi

Le directeur du *Centre for Distance and Open Learning* (Centre d'enseignement ouvert et à distance) de l'Université de Nairobi, M. Jeckoniah Odumbe, a expliqué que le campus de Kikuyu a été l'un des premiers à développer des matériels de formation pour les alphabétiseurs et les éducateurs d'adultes au Kenya. En dépit de la grande expérience du centre en matière d'auto-apprentissage, certains problèmes persistent, à savoir:

a) les matériels actuels sont développés pour des matières dont les cursus sont un peu anciens. Il se peut donc que les besoins ne soient plus les mêmes et que les concepteurs actuels aient des difficultés à adapter les manuels aux cursus.



- b) Les contextes d'apprentissage varient d'un apprenant à l'autre: les concepteurs de matériels pédagogiques doivent donc en tenir compte.
- c) Les concepteurs sont habitués à l'enseignement universitaire en face à face, qui facilite les échanges avec les étudiants et l'évaluation de leurs lacunes. En revanche, l'autoapprentissage demande des manuels permettant aux apprenants de travailler seuls. Il est donc indispensable de créer des matériels interactifs.
- d) Certains auteurs sont des universitaires et doutent que les apprenants à distance aient le même niveau que les étudiants réguliers. Il importe donc de former ces auteurs à communiquer avec les apprenants à distance, de faire soigneusement revoir les projets par des spécialistes et de les faire valider avant la production, mais aussi après.

Direction de l'éducation des adultes

M. Eden Hussein, de la direction de l'éducation des adultes, a signalé que son département est le plus important prestataire du Kenya en la matière et qu'il couvre l'ensemble du pays, de l'administration centrale jusqu'aux villages. La direction est chargée de préparer des matériels appropriés pour les enseignants et les apprenants dans deux domaines: l'alphabétisation de base et la postalphabétisation. Elle a commencé à produire des livres de lecture aux niveaux 1, 2 et 3 en langues nationales et en swahili. Pour commencer, les 42 langues du pays ont été regroupées en 13 langues. Le développement de matériels inclut l'écriture, la mise en page, la production et les prétests.

Pour garantir la durabilité de l'alphabétisation, des matériels de postalphabétisation ont été produits en se concentrant tout d'abord sur les femmes, qui sont majoritaires dans le programme d'alphabétisation: c'est le cas p. ex. des fascicules GOBI sur la croissance, la réhydratation orale, l'allaitement et l'immunisation. Le soutien de la GTZ (Coopération technique allemande) a permis de produire des livres pour tous les volets du programme et de les mettre à la disposition de tous les centres de ressources d'apprentissage communautaire du pays. Un grand nombre d'entre eux ont été rédigés par les apprenants.

5.2.5 L'IIZ/DVV

Le Dr Bernd Sandhaas a expliqué que la production de matériels est l'un des domaines prioritaires de l'appui de l'IIZ/DVV. En Éthiopie, l'Institut soutient actuellement le développement de matériels dans neuf langues nationales. L'appui de l'IIZ/DVV se concrétise par:

- la production de livres pour les institutions: manuels scolaires, livres de lecture, manuels sur divers sujets;

- la distribution, au plan mondial, de la revue «*Éducation des Adultes et Développement*», consacrée à l'éducation des adultes et au développement en Afrique, en Asie et en Amérique latine;
- la collection «*African Perspectives on Adult Learning*», créée à l'issue d'une évaluation de l'appui de l'IIZ/DVV en matière de formation des éducateurs d'adultes en Afrique, qui a révélé un manque de manuels adéquats.

5.3 État actuel du développement de matériels

Les présentations et l'exposition des matériels ont révélé l'existence de capacités de production assez considérables à divers niveaux, notamment au Kenya et en Ouganda. La Tanzanie a très probablement, elle aussi, de bonnes capacités dans ce domaine. Il a également été constaté qu'à l'instar des programmes, c'est l'Ouganda qui propose le plus grand nombre de matériels destinés à la formation des éducateurs d'adultes à divers niveaux. S'il est vrai que l'Université de Nairobi semble avoir plus de capacités en termes de compétences humaines et d'équipements, les matériels qu'elle a produits et publiés se concentrent, en revanche, sur l'enseignement général et peuvent être difficilement utilisés pour former les éducateurs d'adultes. Quant aux matériels de formation d'éducateurs d'adultes produits en Éthiopie, ils ont été élaborés en coopération avec l'IIZ/DVV.

On a également constaté que les universités continuent d'avoir recours aux matériels de formation étrangers. Cet état de fait a incité l'IIZ/DVV, l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation et l'Université du Botswana à publier la collection «*African Perspectives on Adult Learning*»; deux numéros ont été publiés en 2005, trois ont déjà été rédigés et trois autres paraîtront prochainement. L'ACE de l'Université de Makerere a fait le premier pas en publiant, avec l'aide financière de l'IIZ/DVV, un ouvrage sur l'éducation des adultes en Ouganda élaboré par plusieurs auteurs.

La conférence a constaté que les ressources nécessaires au développement et à la production de matériels sont encore insuffisantes malgré l'aide substantielle de l'IIZ/DVV et d'autres partenaires. Elle a également fait remarquer que la précarité des moyens financiers alloués à la publication d'ouvrages sur l'éducation des adultes n'est pas une raison pour que les spécialistes de cette filière ne soient pas productifs. La multiplicité des langues pose de gros problèmes pour le développement et la production de matériels au niveau de l'éducation de base, mais il est crucial de posséder des matériels d'alphabétisation dans les langues maternelles des apprenants. La conférence a enfin appelé à redoubler d'efforts pour mobiliser les ressources nécessaires au développement et à la production de matériels, et réitéré le besoin d'approches novatrices.

6. Recherche et documentation sur la formation des éducateurs d'adultes

6.1 Introduction par Anthony Okech

Anthony Okech, de l'Université de Makerere, Ouganda, a rappelé ce qu'avait constaté le Dr Sandhaas dans son intervention sur la recherche en matière de formation d'éducateurs d'adultes en Afrique anglophone: «*La recherche est faible et la coopération pratiquement inexistante*». Il en a rapidement analysé les conséquences, d'une part pour les universitaires qui n'ont d'autre choix que «*publier ou mourir*», d'autre part pour l'adéquation et la qualité des offres de formation pour adultes. Si les universités ont une mauvaise image de l'éducation des adultes, a-t-il ajouté, c'est peut-être parce que la recherche universitaire est insuffisante. Finalement, l'éducation des adultes aurait tout à gagner à encourager la recherche, car elle lui permettrait non seulement d'améliorer l'adéquation et la qualité des offres, mais aussi de redorer son blason.

Anthony Okech a présenté brièvement les activités de recherche en éducation des adultes réalisées à l'Université de Makerere et dans le reste du pays. Du fait que la mise en place de programmes était urgente, la recherche s'est limitée à des études d'évaluation des besoins en éducation des adultes et en alphabétisation; lui-même en a effectué plus d'une dizaine pour le gouvernement, divers organismes et organisations gouvernementales. Dans le domaine de la recherche, l'Ouganda donne aussi la priorité à l'évaluation des formations d'adultes: on citera p. ex. l'évaluation, en 1999, des programmes d'alphabétisation publiée par la Banque mondiale en 2001. Les éducateurs d'adultes ougandais ressentent donc un grand déficit en matière de recherche ainsi qu'un besoin de réaliser des recherches plus basiques sur divers aspects de l'éducation des adultes, et d'effectuer des travaux de recherche permettant d'améliorer la théorie et la pratique.

L'intervenant a présenté certaines formes de coopération dans la sous-région: l'*Annual Study Conference of East Africa* est une rencontre annuelle entre des éducateurs d'adultes du Kenya, de Tanzanie et d'Ouganda, qui se réunissent alternativement dans l'un des trois pays pour débattre de questions prioritaires, en éducation des adultes ou dans d'autres domaines. Il a également mentionné l'*Inter-University Council of East Africa* et son comité d'éducation des adultes, qui a organisé des rencontres où ont été présentés des travaux de recherche à des universitaires d'Afrique de l'Est. Les relations entre l'Université de Nairobi et l'Université de Makerere ont également été bénéfiques pour les deux parties et ont encouragé le développement de matériels et le renforcement de capacités pour la recherche. Enfin, une coopération a été mise en place avec l'Association africaine pour l'alphabétisation et l'éducation des adul-

tes (AALAE), et plus particulièrement son Réseau universitaire d'éducation des adultes (University Adult Education Network). Malheureusement, a dit M. Okech, ces coopérations n'ont pas été poursuivies.

L'IIZ/DVV a promu la coopération inter-institutionnelle et permis aux personnels de différentes institutions non seulement d'organiser des rencontres, mais aussi de faire des planifications en commun. La revue *Éducation des Adultes et Développement*, publiée par l'IIZ/DVV, a également encouragé la publication et la dissémination de travaux de recherche. Enfin, la collection *African Perspectives in Adult Learning*, sponsorisée par l'IIZ/DVV en collaboration avec l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation, est également une bonne plate-forme pour faire publier ses travaux.

6.2 Présentations sur la recherche et la documentation

Éthiopie

Selon Samuel Asnake, de l'antenne de l'IIZ/DVV, l'Éthiopie compte en tout neuf universités qui réalisent toutes diverses activités de recherche. Dans le domaine de l'éducation non formelle des adultes, qui bénéficie du soutien de l'IIZ/DVV, les projets s'articulent autour des thèmes suivants: éliminer les barrières entre éducation non formelle et éducation formelle; éducation dans les régions pastorales et éducation mobile; promotion de l'éducation non formelle des adultes par l'enseignement à distance; besoin de poursuivre le cursus menant au diplôme universitaire de formateurs d'adultes à l'Université de Bahir Dar; et évaluation, par l'Université de Jimma, des besoins de formation d'adultes dans la région d'Oromia. Il a également signalé que l'université de Jimma a révisé son programme d'études et que la formation est d'autant plus difficile que l'éducation des adultes n'est pas encouragée. Il a enfin incité le DVV à mieux exploiter le potentiel des universités éthiopiennes, comme il l'a fait en Ouganda.

Dessu Wirtu, de l'Université d'Addis Abeba, a indiqué que la recherche se limite à quelques mémoires de maîtrise et à divers projets réalisés dans le cadre de la licence d'éducation des adultes. On constate le besoin de faire une évaluation dans les régions pastorales. Une étude sur les formateurs d'éducateurs d'adultes a été effectuée avec l'appui de la *Swedish International Development Agency* (SIDA, Agence suédoise de développement); le ministère de l'Éducation effectue actuellement un bilan de l'éducation des adultes en Éthiopie avec le soutien de l'IIZ/DVV.

Kenya

Le professeur Obonyo Digolo, de la faculté des sciences de l'éducation de l'université de Nairobi, a également constaté que la recherche et la documentation dans ce secteur sont très insuffisantes en Afrique de l'Est. La production en matière de recherche, a-t-il dit, se limite aux étudiants et aux partenaires de développement qui œu-

vrent dans le domaine de l'éducation des adultes. La recherche consiste en des suivis socioprofessionnels, des évaluations de programmes, des analyses des programmes d'études – notamment des savoirs indigènes – des études de base et des évaluations des besoins. Parmi les organismes susceptibles de réaliser des travaux de recherche, le professeur a cité le département d'éducation des adultes de l'Université de Nairobi, le département d'éducation des adultes de l'Institut des sciences de l'éducation du Kenya, les organisations non gouvernementales – Pamoja Kenya, Action Aid, KAEA – et les organismes internationaux comme l'UNICEF. La documentation pourrait circuler à travers différents canaux: le *Kenya Adult Education Association Journal*; diverses études sociales; les actes de séminaires, de conférences et de réunions; les ouvrages produits pour les organisations, les administrations publiques, les ONG et les universités, et les publications en collaboration; les bibliothèques en tant que centres de documentation et de dissémination de matériels, publiés ou non. Le professeur Obonyo Digolo a ensuite proposé d'établir un agenda de recherche dans les domaines suivants: cadre légal, politiques gouvernementales, langues d'enseignement, financement, rôle des sexes, matériels d'enseignement et d'apprentissage, accès, admissions, redoublements et abandons, structures de gestion, programmes d'études, méthodes didactiques, développement des ressources humaines, performances des apprenants adultes, postalphabetisation et éducation permanente, etc.

La formation rigoureuse des personnels, les capacités institutionnelles et la dissémination des résultats de recherche constituent les trois problèmes majeurs, et les questions clés sont les suivantes: a-t-on établi un agenda de recherche pour la région ou pour chacun des pays? Peut-on faire des propositions et demander des fonds sans avoir établi d'agendas? A-t-on établi un agenda pour la documentation et la dissémination? Y a-t-il des mécanismes de travail en réseau? Les groupes de travail ont accepté la proposition après l'avoir complétée et modifiée.

Joyce Kebathi, directrice de la direction d'éducation des adultes, s'est félicitée de l'étroite collaboration entre la direction et les universités publiques du Kenya, et plus particulièrement l'Université de Nairobi. La recherche a tiré grand profit de cette collaboration, puisque la direction a actuellement trois projets en cours: le premier est une étude sur les méthodes de suivi et d'évaluation des formations d'adultes réalisée avec l'Université Kenyatta et l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation. Le second est une étude sur l'alphabétisation nationale, qui a commencé par un projet pilote et sera projet à part entière dans quelques mois. Le troisième est une étude sur l'alphabétisation réalisée dans le cadre du *Literacy Assessment and Monitoring Programme* (Programme d'évaluation et de suivi de l'alphabétisation, LAMP), menée dans trois pays africains (Kenya, Maroc et Niger), et trois autres pays non africains.

La direction, a-t-elle dit, est consciente de la nécessité de faire de la recherche et de collaborer avec les universités. Elle encourage les universités à s'engager plus acti-

vement dans le programme de formation d'adultes et estime que si la recherche, la documentation et la dissémination sont primordiales, la discussion des résultats avec ceux qui peuvent en avoir besoin l'est aussi. Elle se félicite aussi que les travaux de recherche réalisés par les membres du personnel de la direction qui suivent des cours universitaires soient mis à la disposition de la direction pour y être exploités.

En matière de financement, Mme Kebathi a rappelé qu'un certain nombre d'organismes ne s'opposent pas à financer la recherche: l'IUE et d'autres organisations p. ex. sont disposés à travailler avec les universités publiques dans le cadre de travaux de suivi et d'évaluation. Elle a présenté le livre *Writing the Wrongs* récemment publié par l'UNESCO, et la Campagne mondiale pour l'éducation qui a défini 12 normes d'une importance certaine pour les éducateurs d'adultes.

Soulignant qu'il est important de stimuler les efforts actuels, elle a affirmé qu'on peut considérer aujourd'hui l'éducation des adultes comme le catalyseur de l'Éducation pour tous et des Objectifs du Millénaire pour le développement. Il faut convaincre le public que l'éducation des adultes est cruciale, après avoir choisi auparavant les arguments dans le cadre d'un bon travail de recherche. «*Le temps des lamentations est révolu, il est temps d'agir*», a-t-elle conclu.

Ouganda

Après avoir complété la présentation d'Anthony Okech sur la recherche en éducation des adultes à l'Université de Makerere, Patrick Kiirya, du *Literacy Network of Uganda* (Réseau ougandais d'alphabétisation, LitNet), a consacré son intervention à la recherche dans le domaine de la politique et de la promotion de l'éducation des adultes auprès des organisations de la société civile ougandaise. Selon lui, les travaux menés dans les universités ne changeront rien à l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui l'éducation des adultes, d'autant qu'«*il ne faut pas mettre le vin nouveau dans de vieilles outres*».

Les nouveaux paradigmes définis par les forces du marché demandent à la fois de l'efficacité et de la productivité; qui n'est pas efficace est voué à l'échec, que ce soit une entreprise ou une institution. C'est aux organisations de la société civile, qui sont plus à même de promouvoir la cause de l'éducation des adultes, que l'on devrait confier la recherche et la production des outils nécessaires, p. ex. le montage de dossiers politiques. Il serait également nécessaire de créer des coalitions entre les diverses catégories d'institutions ou d'organisations.

Le gouvernement ougandais a obtenu d'excellents résultats en matière d'éducation primaire universelle. Ce succès a troublé les décideurs, qui en ont profité pour le présenter comme un succès en éducation de base et argumenté que, l'Ouganda ayant suffisamment investi dans l'éducation de base, il était temps de porter son attention sur l'enseignement secondaire; c'était faire fi des innombrables adultes qui

n'ont pas eu accès à l'éducation ! S'il est vrai que les ONG ont une grande part de responsabilité dans cette affaire, il faut aussi convenir que les universités ne se sont pas adaptées aux nouveaux paradigmes. Il est donc temps que les éducateurs d'adultes interagissent avec les banquiers, les politiciens et les planificateurs.

6.3 Thèmes et agenda de la recherche

En réaction aux présentations sur l'alphabétisation, la conférence a réitéré l'inconsistance des travaux de recherche en éducation des adultes; elle a fait cependant remarquer que les universités ont des capacités considérables mais qu'elles sont entravées par le manque de ressources et par d'autres facteurs. Les participants se sont accordés à dire que le manque de publications et d'autres moyens de dissémination constituent un obstacle considérable. Ils ont cependant rappelé que certaines sources de financement restent inexploitées, et réitéré le besoin de disposer d'informations valables et fiables sur l'éducation des adultes et les questions connexes, d'autant que les politiciens ont tendance à falsifier l'information à leur avantage. Il est donc indispensable d'avoir de bons indicateurs pour montrer que l'alphabétisation fonctionnelle des adultes est un réel facteur de développement. Certains participants ont cependant appelé à faire preuve de prudence: le développement, en effet, doit être considéré sous ses multiples aspects et puisque l'éducation des adultes à elle seule ne saurait résoudre tous les problèmes, les éducateurs d'adultes doivent limiter leur rayon d'action.

7. Questions émergentes

7.1 Introduction: débats en groupes

À l'issue des présentations et des débats en plénière, la conférence est convenue d'analyser certaines questions en petits groupes. Au départ, les sept questions suivantes avaient été proposées mais au cours de la préparation des débats en groupes, les participants se sont mis d'accord pour regrouper les questions 2 et 6 et en reformuler certaines, que nous reproduisons ici.

1. Comment procéder pour mieux orienter les formations universitaires et extra-universitaires au marché de l'emploi, et pour améliorer les opportunités d'emploi des éducateurs d'adultes?
2. Doit-on sélectionner des organismes de formation suffisamment qualifiés et expérimentés pour devenir des centres de services dans leurs régions respectives? Pourrait-on pour cela coopérer avec des organisations spécialisées dans les do-

maines des matériels, des médias, de la recherche et de l'évaluation? (Lien avec la question n°6)

3. Les programmes d'études doivent-ils comporter autant de volets théoriques que pratiques, et faut-il intégrer les études de terrain, les projets de recherche et les travaux pratiques dans les cours? (Nouvelle formulation: comment procéder pour que les programmes d'études comportent autant de volets théoriques que pratiques?)
4. Comment garantir que les institutions respectives coopèrent étroitement pour développer des cours, des programmes et des matériels didactiques de façon à économiser des efforts et des fonds? (Éliminer les barrières entre éducation formelle et éducation non formelle)
5. Quelles sont, dans les régions et pays respectifs, les offres de formation les plus réussies, les mieux adaptées aux besoins et les plus dignes d'être multipliées?
6. Quelle institution / quel pays serait en mesure de développer un programme d'enseignement à distance sanctionné par un certificat, une licence ou une maîtrise, et de le mettre à la disposition des autres pays de la région? (Lien avec la question n°2)
7. Quel est le type de recherche et de documentation le plus demandé, et comment promouvoir la dissémination et les échanges en matière de recherche?

Les résultats de ces débats en groupes ont été intégrés dans les présentations et les débats en plénière consacrés aux mêmes thèmes; nous les avons classés en sept questions prioritaires et les présentons plus bas au chapitre «*questions émergentes*». Ces questions se recoupent avec deux des trois thèmes de la conférence, à savoir: programmes de formation et groupes cibles, et recherche, documentation et coopération. Le thème 2, consacré au développement de matériels, n'a pas été choisi comme sujet de discussion, mais certains points ayant été abordés pendant les débats en plénière, nous les relèverons dans les conclusions et les recommandations au chapitre 8 de ce rapport.

7.2 Identifier l'éducateur d'adultes

Une participante encore inexpérimentée dans la formation des adultes s'est étonnée de voir les experts et les praticiens les plus éminents perdre encore tant de temps à définir des notions fondamentales comme l'éducation de base, l'alphabétisation, l'éducateur d'adultes, les groupes cibles. Normalement, ce sont des questions posées par des débutants et non pas par des gens qui appartiennent au domaine depuis une quarantaine d'années, pensait-elle; en fait sa question était: qu'est-ce que ces gens ont enseigné et pratiqué s'ils ne sont pas capables de donner des réponses claires aux questions les plus fondamentales de leur travail?

Les participants ont regretté que les débats n'aillent pas au-delà du stade des définitions car en fin de compte, si on ne sait pas ce qu'est un éducateur d'adultes, on ne peut pas parler de le former. Dans son introduction, le professeur Macharia avait évoqué le fait que de nombreuses institutions kenyanes éduquent des adultes sans ressentir de besoin de se former parce qu'elles ne se considèrent pas comme des éducateurs d'adultes. Il avait également exhorté les experts en éducation des adultes à donner une définition claire de leur spécialisation et à encourager leur confrères à suivre des formations. Le besoin de professionnaliser la filière a été réitéré à plusieurs reprises au cours des discussions.

Le fait que les gens confondent éducation des adultes et alphabétisation, ou bien ne reconnaissent la valeur ni de l'une ni de l'autre, pose également problème. Il faut par conséquent que les éducateurs d'adultes prennent conscience de ces nouveaux paradigmes et tentent de réagir en impliquant d'autres acteurs, notamment les décideurs politiques et financiers qui influencent leur travail. Les éducateurs d'adultes ont donc été appelés à sortir de leur petit univers et à s'ouvrir aux autres.

7.3 Les éducateurs d'adultes et le marché de l'emploi

Une autre question a été consacrée aux opportunités d'emploi des formateurs d'adultes. Les discussions se sont appuyées sur l'introduction du professeur Macharia qui avait fait remarquer qu'au Kenya, l'éducation des adultes est actuellement une «*matière en voie de disparition*» et que la formation dans ce domaine n'est concevable que dans le cadre de l'éducation formelle. Il a donc proposé d'intégrer les spécialisations en éducation des adultes dans la licence en sciences de l'éducation, ce qui permettrait aux diplômés de travailler à la fois dans les établissements scolaires, les organismes de formation pour adultes et d'autres domaines spécialisés. Dans le cas contraire, le programme de formation des formateurs d'adultes se verrait confronté à de graves problèmes.

La proposition du professeur Macharia est d'ores et déjà mise en application dans certaines universités africaines, dont une en Afrique de l'Est, à Dar es Salaam. En outre, le problème posé n'en est pas un puisque depuis plus de huit ans, l'université ougandaise de Makerere fait fonctionner son programme de licence de formation d'adultes et d'éducation communautaire et a suffisamment d'admissions. Un nombre important de diplômés de Makerere ont d'ailleurs trouvé des emplois correspondant à leur formation. En fait, nombre d'entre eux ont repris leur ancien poste: certains travaillent comme enseignants dans les écoles, d'autres comme les agents de développement, les vulgarisateurs agricoles, les agents de santé, etc. mettent à profit leurs nouveaux acquis dans leurs activités communautaires. Un autre exemple de formation réussie est le programme de l'université du Botswana en Afrique du Sud.

Un participant éthiopien a regretté que le programme de l'Université de Makerere soit trop focalisé sur la méthodologie et ne propose pas de contenus. Si les contenus des formations se bornent à l'éducation des adultes, ils risquent d'être insuffisants pour remplir à eux seuls des cursus de licence ou de maîtrise: de nombreuses universités ne proposent par conséquent l'option «*éducation des adultes*» qu'au niveau postgrade et aux diplômés de 1er cycle dans d'autres matières. Le 1er cycle dispense les contenus d'enseignement, le programme postgrade donne les fondements professionnels et la méthodologie. Selon certains participants cependant, le fait de ne réserver l'accès à la maîtrise qu'aux étudiants d'autres filières ternit l'image de l'éducation des adultes, qui est une discipline professionnelle autonome et détient ses propres réserves de connaissances.



Groupe de travail à la Conférence du Cap

7.4 Trouver un juste équilibre entre théorie et pratique

On reproche souvent à l'université d'être trop théorique et pas assez pratique. Le problème a donc été traité dans le cadre d'un groupe de travail qui a proposé les instruments suivants: travail de terrain, pratiques pédagogiques, microenseignement, ateliers, études de terrain, projets de recherche et exercices de travaux pratiques. Il est vrai que les universités ont des contraintes internes et que les formations qu'elles dispensent ont souvent tendance à privilégier la théorie. Ceci se répercute bien entendu sur l'allocation du temps, car les étudiants n'obtiennent le diplôme que s'ils ont accumulé une certaine quantité de crédits, ces derniers à leur tour étant plus faciles à obtenir dans le cadre de cours magistraux que de travaux pratiques. La conférence a donc reconnu que le temps consacré au travail pratique est insuffisant.

En outre, la pratique est mal financée en raison du problème énoncé plus haut et du peu de valeur qu'on lui accorde. En Afrique de l'Est, les budgets alloués aux formations sont généralement très insuffisants et si l'on doit faire des restrictions, on les fait forcément dans le domaine pratique. Lorsque l'institut de formation continue des adultes de l'Université de Makerere a décidé de proposer un diplôme universitaire de formateurs d'adultes, puis plus tard une licence de formation d'adultes et d'éducation communautaire, l'administration universitaire a bien spécifié que les nouveaux programmes ne devaient pas comporter de volets pratiques parce que le gouvernement ne pouvait pas les financer. Sans l'aide de l'IIZ/DVV, aucune de ces deux formations n'aurait pu avoir de volet pratique.

Apparemment, les autres institutions de la région sont confrontées au même problème et n'ont pas les fonds suffisants pour créer un juste équilibre entre théorie et pratique. Après nombre de discussions, la conférence a conclu que le manque de fonds, qui oblige à faire des réductions dans certains domaines, résulte en partie du fait que les responsables de la mise en pratique ne sont pas assez fermes vis-à-vis des autorités. Les formateurs ne devraient donc faire aucun compromis sur la composition de leurs programmes, car la pratique est aussi indispensable que la théorie.

Le manque de capacités pour superviser les travaux pratiques est une contrainte supplémentaire qui résulte souvent du manque de personnels par rapport au nombre d'étudiants. Dans certains cas, une seule promotion a accès aux travaux pratiques dans une année (pendant les grandes vacances), ce qui revient à dire que les étudiants ne travaillent sur le terrain qu'une fois en trois ans de formation. Quant aux formateurs universitaires, ils n'ont pas suffisamment de temps pour aller sur le terrain et ne peuvent se consacrer au travail de recherche et aux activités de développement personnel que pendant les vacances; s'ils n'en profitaient pas, ce serait à leur propre détriment.

Dans une certaine mesure, le manque de capacités pour superviser les travaux pratiques résulte également du manque d'expérience de terrain de nombreux formateurs d'éducateurs d'adultes. D'un autre côté, les superviseurs des institutions qui accueillent les étudiants pour les travaux pratiques font souvent du très bon travail de terrain mais ne savent pas toujours ce que les universités en attendent.

Créer un juste équilibre entre théorie et pratique reste donc extrêmement problématique pour les formateurs de formateurs d'adultes dans les universités. Il est vrai que ce problème ne se limite pas uniquement à l'éducation des adultes, mais le fait que la plupart des universités ne la considèrent pas comme un secteur prioritaire ne fait qu'empirer les choses: aucune université n'aurait en effet l'idée de demander à un institut de formation de maîtres de l'enseignement secondaire de renoncer au volet pratique, qu'il s'agisse de formations médicales, de vulgarisation agricole ou de formations d'ingénieurs. En revanche, comme nous l'avons dit plus haut, les autorités universitaires peuvent parfaitement refuser d'intégrer des travaux pratiques dans les formations d'éducateurs d'adultes sans que personne n'y voie d'inconvénient.

Dans les institutions de niveau moins élevé en revanche, le rapport théorie-pratique semble plus équilibré, voire même inversé. Certains managers ont même tendance à préférer les formations plus pratiques. De tous les types de formations d'éducateurs d'adultes, ce sont apparemment les formations dispensées hors de l'enseignement formel qui sont les plus pratiques et les plus adéquates, dans la mesure où elle sont conçues pour répondre aux besoins spécifiques de formation et être mises directement en application sur le terrain. Les ONG, qui privilégient généralement ces types de formations, proposent des unités d'apprentissage très axées sur la pratique. Une

évaluation des programmes d'alphabétisation en Ouganda préconise en outre d'encourager la collaboration entre les institutions publiques et privées afin d'améliorer la qualité et l'efficacité de la formation des éducateurs d'adultes.

7.5 Coopération interinstitutionnelle, meilleures pratiques et centres d'excellence

L'objectif primordial de la conférence était d'identifier des potentiels et des opportunités d'échanges, d'apprentissage et de coopération: la coopération interinstitutionnelle a par conséquent été traitée en priorité. L'objectif des organisateurs, l'IIZ/DVV, était d'identifier les meilleures pratiques et de sélectionner un centre d'excellence susceptible de recevoir un appui et de fournir des formations de qualité dans la région. Une attention particulière a été accordée à l'identification d'une institution/d'un pays ayant les capacités nécessaires pour développer un programme d'enseignement à distance (certificat, diplôme, licence, maîtrise) et le mettre ensuite à la disposition des autres pays de la région.

Les participants ont vivement apprécié l'idée, mais se sont demandé pourquoi les efforts de coopération n'avaient jamais abouti et pourquoi les réseaux et la collaboration interinstitutionnelle mis en place avec tant d'enthousiasme n'avaient jamais été entretenus. Ils ont rappelé que les éducateurs d'adultes, en Afrique de l'Est, disposaient jadis d'un forum puissant qui leur permettait d'organiser, selon un système de rotation, des réunions d'études annuelles au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda. Les anciens participants à ces rencontres ont affirmé qu'elles avaient été très fructueuses, mais malheureusement interrompues dans les années 70. Des activités d'éducation des adultes avaient ensuite été organisées sous l'égide du Conseil interuniversitaire d'Afrique de l'Est pour favoriser les rencontres, les échanges, et les discussions sur des travaux consacrés à certains aspects spécifiques de l'éducation des adultes. Mais ces activités avaient elles aussi cessé pour des raisons mystérieuses. Apparemment, les institutions de la région ne sont pas particulièrement communicatives, et rares sont celles qui ont répondu au questionnaire distribué en amont de la conférence du Cap dans le cadre de l'étude sur la formation des éducateurs d'adultes sponsorisée par l'IIZ/DVV.

Aucun motif plausible n'a pu expliquer la faiblesse de la communication interinstitutionnelle, du travail en réseau et de la collaboration. Peut-être l'Afrique de l'Est est-elle plus faible que les autres régions dans ce domaine. En tout cas, l'IIZ/DVV a fait savoir que son site Internet, installé pour créer des liens entre les institutions de formation de formateurs d'adultes sur le continent africain, était pratiquement inexploité. L'absence de réaction de la part des institutions est peut-être due au manque d'infrastructures et de ressources, mais ce n'est pas convaincant. En dépit de ces tristes constatations, la conférence a proposé de mettre en place plusieurs mécanis-

mes de coopération et de créer un comité de suivi chargé de stimuler les relations entre les institutions de la région.

La création de centres de services, ou d'excellence, serait une forme particulière de coopération. La conférence est parvenue à se mettre d'accord sur les critères indispensables: disponibilité d'équipements physiques, présence d'équipements et de matériels adaptés aux multiples fonctions des instituts de formation; quantité suffisante de ressources humaines de haut niveau, à la fois très expérimentées en éducation des adultes et ayant un bon sens de l'organisation; volonté de coopérer. Il faut également veiller à ce que la coopération ait lieu entre des institutions partenaires similaires et géographiquement proches de façon à faciliter les contacts. On a donc proposé de diviser la région en deux sous-régions, l'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique, et de créer dans chacune d'elles un centre travaillant en coopération étroite et en synergie avec l'autre.

D'un autre côté, on part du principe que les besoins et les situations diffèrent d'un pays à l'autre, ce qui impose une certaine vigilance lors du développement de programmes d'enseignement à distance suffisamment souples pour profiter à tout le monde. Chaque pays devrait par conséquent choisir le type d'enseignement qui correspond le mieux à ses besoins, puis rechercher les ressources nécessaires pour le développer. La conception des matériels didactiques devrait avoir lieu plus tard, à la fois en collaboration et en s'inspirant de la grande expérience de certains pays.

Dans ce contexte, le problème de l'élimination des barrières entre l'éducation non formelle et l'éducation formelle a bien entendu resurgi; cette question est actuelle dans tous les pays pour la simple raison que les participants aux formations pour adultes veulent obtenir des certificats formels reconnus qui facilitent l'accès à l'emploi. Les certificats d'éducation des adultes n'étant généralement reconnus que s'ils sont équivalents à ceux de l'éducation formelle, il faut créer un cadre de qualifications afin d'éviter aux adultes de suivre les mêmes formations et de passer les mêmes examens que les enfants dans l'enseignement formel. Le Kenya et l'Ouganda sont actuellement à l'œuvre.

7.6 Recherche et documentation

Dans l'allocution principale, il avait été signalé que l'étude réalisée par l'IIZ/DVV sur la recherche en éducation des adultes en Afrique anglophone avait constaté des résultats assez médiocres. La situation est assurément la même en ce qui concerne l'Afrique de l'Est, ont affirmé les participants.

Il est vrai que l'Ouganda, la Tanzanie et le Kenya ont réalisé des travaux de recherche sur certains aspects de l'éducation des adultes, mais il est difficile de cerner l'ensemble et d'évaluer la situation en raison de la faible diffusion des résultats et de

l'absence de bases de données. La conférence a par conséquent suggéré d'organiser des rencontres et des forums afin de diffuser les résultats des travaux.

La conférence a examiné les moyens d'améliorer les travaux de recherche dans la région. Dans son introduction, Anthony Okech avait évoqué ce que représente la faiblesse de la recherche, d'une part pour les universitaires spécialisés dans la formation des adultes (publier ou mourir), d'autre part pour l'adéquation et la qualité des offres. Si les universités ont une mauvaise image de l'éducation des adultes, avait-il ajouté, c'est peut-être parce que la production universitaire en matière de recherche est insuffisante. La conférence a adopté la proposition du professeur Obonyo Digolo, de la faculté des sciences de l'éducation de l'université de Nairobi, qui consiste à établir un agenda de recherche en quatorze points, et est convenue d'accorder au renforcement des capacités en matière de recherche une place prioritaire dans les activités de suivi.

Une question particulièrement préoccupante est celle de la recherche fondamentale en éducation des adultes. Le groupe de discussion chargé de la question estime que les déficits dans ce domaine résultent vraisemblablement du fait que la recherche fondamentale demande un niveau universitaire plus élevé et des ressources plus conséquentes, notamment en termes de temps et de fonds. Le groupe a identifié plusieurs domaines de recherche, notamment:

- méthodes pédagogiques;
- intégration des savoirs autochtones dans les matériels de formation des adultes;
- identification des besoins des communautés ciblées par les programmes;
- adéquation et qualité des contenus et des matériels d'apprentissage;
- opportunités d'emploi pour les «diplômés» en éducation des adultes;
- utilisation des ressources;
- modèles de participation dans les formations pour adultes;
- sujets des travaux de recherche réalisés dans le secteur de l'éducation des adultes.

En matière de documentation et de dissémination des matériels, le groupe a également proposé les actions suivantes:

- établissement de banques de données;
- identification de domaines-clés de recherche sur les vidéos, les DVD, les cassettes;
- bibliothèques, centres de ressources/centres pédagogiques;
- expositions, p. ex. dans le cadre de conférences;
- publications dans les revues, y compris en ligne;

- échanges;
- conférences;
- courrier électronique;
- échanges/visites d'études;
- vidéo conférences.

8. Conclusions

Les objectifs de la conférence ont consisté à identifier les potentiels et les opportunités d'échanges, d'apprentissage et de coopération dans les domaines suivants:

- formation des éducateurs d'adultes;
- développement de matériels d'enseignement et d'apprentissage, et
- recherche et documentation.

Les résultats escomptés à la fin de la conférence étaient les suivants:

- a) connaître les institutions et les organismes de formation d'éducateurs d'adultes, ainsi que leurs programmes, leurs activités et leurs matériels dans les domaines mentionnés ci-dessus;
- b) être informé et documenté sur les programmes et les activités des institutions et des organismes;
- c) avoir identifié les programmes de formation pour les étudiants étrangers, notamment la formation à distance;
- d) avoir identifié les domaines de coopération potentielle et/ou de travail en réseau, et partiellement défini les activités prioritaires.

Lors d'une rapide évaluation à main levée et si l'on en juge par l'intensité des applaudissements, la conférence estime que la majorité des résultats ont été atteints. Les conclusions qui suivent ont été basées sur l'évaluation des avis exprimés pendant la conférence. Certaines dépassent les résultats escomptés, notamment en ce qui concerne la qualité des programmes, les matériels et la recherche, qui ont été les sujets les plus discutés.

8.1 Informations sur les institutions de formation et leurs programmes

Le tableau 2 fait un récapitulatif des institutions, des organismes de formation et de leurs programmes, et identifie les principaux groupes cibles. Même pour les pays assez bien représentés (Éthiopie, Kenya et Ouganda), l'information ne peut être que partielle si l'on considère le nombre élevé de programmes réalisés dans ces pays,

*Ewa Przybylska (office régional de l'IIZ/DVV à Varsovie, Pologne),
Uwe Gartenschlaeger (office régional de l'IIZ/DVV à Ouzbékistan, Tachkent),
Bernd Sandhaas (office régional de l'IIZ/DVV à Addis-Abeba, Éthiopie)
à la Conférence du Cap*



notamment en Ouganda où plusieurs ONG dispensent des formations bien ancrées, et dans une certaine mesure au Kenya. On rappellera également que la Tanzanie, qui jouit d'une longue tradition en matière d'éducation et de formation d'adultes à différents niveaux, n'était représentée que par l'Université de Dar Es Salaam et qu'elle n'a présenté aucun autre programme. Enfin, il s'avère que les universités soudanaises proposent un certain nombre de formations d'éducateurs d'adultes, mais aucune information n'a été donnée à ce sujet.

En matière d'adéquation et de qualité des offres, l'orientation des programmes aux besoins du marché de l'emploi et les actuels paradigmes du développement posent certains problèmes, notamment parce que les pays et les universités concernés n'apprécient pas l'éducation des adultes à sa juste valeur. La conférence a donc conclu qu'il faut diversifier les programmes de formation afin d'améliorer l'employabilité.

En ce qui concerne le dernier point, on sait que la diversification des offres doit se faire dans le respect des besoins des apprenants et de la diversité de leurs contextes, mais dans l'ensemble, on n'a toujours pas de réponse aux questions suivantes:

- qu'est-ce qu'un éducateur d'adultes?
- Les universités doivent-elles séparer la formation des adultes de la formation formelle des enseignants, ou doivent-elles au contraire l'intégrer dans les programmes éducatifs généraux?
- Les études en éducation des adultes ne doivent-elles commencer qu'au niveau postgrade?

La conférence a reconnu que la formation universitaire des éducateurs d'adultes présente des lacunes au niveau de la pratique, mais qu'en dépit des nombreuses contraintes, on peut améliorer la situation à condition d'accorder plus de valeur aux volets pratiques, et de mieux promouvoir la filière auprès des décideurs respectifs pour faire accroître le volume des ressources allouées.

8.2 Informations sur les matériels pédagogiques destinés à la formation des éducateurs d'adultes

Les matériels exposés à la conférence concernaient à la fois l'enseignement et l'apprentissage. Si l'on en juge par les présentations des participants, les institutions semblent posséder beaucoup plus de matériels que ceux qui ont été exposés, ce qui implique les conclusions suivantes:

- on dispose de bonnes capacités pour produire des matériels à divers niveaux, plus spécialement au Kenya et en Ouganda;
- cependant et à tous les niveaux, les matériels sont insuffisamment disponibles;
- la raison principale de ce déficit est l'inadéquation des ressources nécessaires au développement et à la production des matériels, en dépit de l'appui substantiel de l'IIZ/DVV et d'autres partenaires;
- les universités ayant beaucoup trop souvent recours aux matériels étrangers, l'IIZ/DVV, l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation et l'Université du Botswana ont décidé de lancer une nouvelle collection, «*African Perspectives on Adult Learning*»;
- la multiplicité des langues pose un problème considérable au développement de matériels.

8.3 Disponibilité des informations et de la documentation sur les programmes et les activités

Cette question est liée à celle de la recherche, qui a été traitée comme un thème individuel et à laquelle il aurait peut-être fallu consacrer un paragraphe distinct. Le rapport de l'étude sur les institutions de formation de formateurs d'adultes commandité par l'IIZ/DVV, de même que les diverses présentations sur la recherche, ont mis en exergue le déficit qui prévaut dans la région et dans cette filière en matière de recherche. D'autre part, on a constaté que les universités ont des capacités de recherche importantes, mais qu'elles sont entravées par le manque de ressources et d'autres facteurs, notamment le manque de possibilités de publier ou de disséminer les travaux. La conférence a enfin déploré l'absence de rencontres susceptibles de faciliter les échanges d'informations et de documentation entre les institutions de la région, et convenu de traiter ce problème à court terme.

8.4 Informations sur les programmes de formation pour étudiants étrangers

Les étudiants intéressés ont pu s'informer sur les programmes proposés dans les autres pays: l'objectif a donc été atteint. Les discussions ont rejoint le thème des meilleures pratiques et des centres d'excellence. La situation étant différente d'un pays à l'autre, les participants ont reconnu que les programmes doivent être adaptés aux besoins respectifs. En ce qui concerne l'enseignement à distance, p. ex., c'est à chaque pays que revient le choix des programmes. La collaboration ne devrait avoir lieu qu'ensuite, au moment du développement des matériels.

8.5 Identification et approbation des domaines de coopération et de travail en réseau

C'est dans le domaine de la coopération et du travail en réseau que la conférence semble avoir remporté le plus de succès: la moitié des thèmes proposés au chapitre 9 relèvent en effet de ce domaine. Néanmoins, comme nous l'avons évoqué plus haut, certaines actions mises en place dans le passé n'ont pas été durables, ce qui ne facilite pas la tâche du comité chargé de relancer les activités. Le groupe a proposé de diviser la région en deux: Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique, de façon à faciliter les contacts, à améliorer l'homogénéité et à faire converger les intérêts. Il espère que ces mesures renforceront la coopération et la durabilité.

9. Suivi

9.1 Recommandations au niveau des actions de suivi

La conférence a recommandé plusieurs activités de suivi qui pourraient être appuyées dans le cadre du programme régional de l'IIZ/DVV en Afrique de l'Est:

1. organisation d'une conférence annuelle sur l'éducation des adultes;
2. programmes d'échanges universitaires;
3. création d'un réseau d'institutions et d'organisations de formation d'adultes dans la région;
4. développement conjoint de tronc d'études adaptables en fonction des pays;
5. inventaire des matériels et du développement de matériels en commun;
6. amélioration des spécialisations dans les pays et les institutions;

7. programmes de renforcement des capacités en méthodes de recherche, en développement de matériels et en méthodes d'enseignement aux adultes;
8. renforcement des capacités dans les domaines de la promotion, de la mobilisation des ressources et de la recherche de financements;
9. participation au site Internet mis en place par l'antenne de l'IIZ/DVV au Cap, aux fins de faciliter le partage d'informations entre les institutions de formation d'adultes en Afrique;
10. création de liens entre les ONG de la région;
11. intégration des questions de genre dans les programmes et les formations d'adultes.

9.2 Groupe de suivi

Le groupe de suivi sera composé des participants suivants (les deux termes de référence étant cités plus loin):

- a) Mary Ngechu (Kenya) – coordinatrice
- b) Elizabeth Ayalew (Éthiopie)
- c) Johannes N.S. Mutanyatta (Tanzanie)
- d) Hassan Mohamed Jalal Eddin (Soudan)
- e) Fatouma Abdi Ali (Djibouti)
- f) Anthony Okech (Ouganda) – rapporteur

10. Activités de clôture

Les discours de clôture sont reproduits dans leur forme abrégée, à l'exception de ceux qui semblaient mériter une attention particulière.

10.1 Intervention de la directrice de la direction d'éducation des adultes du Kenya

Mme Joyce Kebathi, directrice de la direction d'éducation des adultes du Kenya, a espéré que les résultats de la conférence n'attendent pas la prochaine réunion pour se concrétiser. Les participants ont beaucoup à apprendre les uns des autres et ne doivent rien attendre de nouveau de la part du groupe de travail, a-t-elle ajouté. Exprimant sa reconnaissance au DVV pour son action, elle a rappelé que la majorité des matériels de formation des enseignants utilisés par sa direction ont été dé-

veloppés avec l'appui du DVV, et approuvé la distribution de la revue «*Éducation des Adultes et Développement*» par l'IIZ/DVV. Elle a dit souhaiter une coopération entre l'université et sa direction, et déclaré que l'époque où les universités se retranchaient dans leur tour d'ivoire est révolue. Exprimant sa reconnaissance pour avoir eu l'occasion de travailler avec les participants, elle les a invités à choisir Nairobi pour y organiser régulièrement leurs conférences. Enfin, elle a souhaité voir les responsables de la mise en œuvre se rencontrer et coopérer, tant entre eux qu'avec la société civile.

10.2 Intervention de M. Girma Woldetsadik, Banque africaine de développement

(version abrégée)

J'aimerais exprimer mes remerciements aux organisateurs, à l'antenne de l'IIZ/DVV en Afrique de l'Est et à l'Université de Nairobi, pour avoir invité le bureau régional de la BAD en Éthiopie à participer comme observateur à cette conférence régionale, à laquelle je n'ai pas assisté au titre d'éducateur d'adultes mais de partenaire de développement. Je pense tout d'abord qu'il serait utile de faire une brève description des actions de la BAD dans le domaine de l'éducation des adultes en Afrique.

Vous tous avez, d'une manière ou d'une autre, souligné l'importance de l'éducation des adultes pour le développement, la réduction de la pauvreté et la démocratisation. Je ne vais donc pas entrer dans les détails, si ce n'est pour dire que la BAD reconnaît, elle aussi, le rôle crucial de l'éducation des adultes.

Jusqu'en 1990, la Banque a concentré son intérêt sur l'enseignement secondaire. À partir de 1991, la priorité a été donnée à l'éducation de base, y compris à l'enseignement primaire et à l'éducation non formelle, en réponse à la Conférence de Jomtien sur l'éducation de base pour tous en 1990. Cette évolution s'est reflétée dans la politique éducative de la Banque à partir de 2000.

Cependant, le soutien accordé à l'éducation des adultes est resté très limité et indirect. Les activités dans ce secteur, y compris l'alphabétisation, la formation des jeunes et des adultes, le leadership, la prise en compte des questions de genre, etc. ont été réalisées en tant que volets complémentaires d'autres projets et non comme projets autonomes. Ceci a permis à nombre de pays, y compris Djibouti et la Tanzanie, de bénéficier de l'appui de la Banque. En Éthiopie, certains aspects de la formation d'adultes (prise en compte des questions de genre, leadership, management, etc.) ont été intégrés dans des projets agricoles, de genre et de financement rural, mais n'ont jamais fait l'objet d'un programme de formation autonome.

Même si l'on a reconnu combien il est important de former les adultes, le soutien accordé à ce sous-secteur a toujours été faible et s'est fait de manière spontanée. La

Banque n'a donc pas de stratégie particulière dans ce domaine. Cependant, des pressions croissantes ont été exercées pour répondre aux engagements en faveur des objectifs de l'EPT et des Objectifs du millénaire pour le développement, dont bon nombre ont un rapport avec l'éducation des adultes. C'est dans cette optique que la Banque développe actuellement une stratégie d'appui à l'éducation des adultes.

Les travaux sont encore en cours de préparation, mais je suis sûre que l'éducation des adultes y sera définie comme une large gamme d'offres d'apprentissage pour les adultes, comme une question transversale afférente à différents secteurs et ministères et non pas comme une sphère d'activités dépendant du seul ministère de l'Éducation...

D'autre part, je pense qu'on attend de chaque pays ceci: qu'il élabore une stratégie d'éducation des adultes, qu'il s'efforce d'intégrer la filière dans ses programmes nationaux et sectoriels et de lui allouer des ressources suffisantes, et qu'il encourage le partenariat entre le gouvernement, la société civile et le secteur privé de façon à développer l'éducation des adultes. En outre, les institutions de formation et les éducateurs d'adultes ont, ensemble, la responsabilité de promouvoir le secteur, mais aussi d'influencer les prises de décisions et le volume des ressources qui lui sont allouées...

Les rencontres comme celle-ci sont extrêmement utiles d'une part à l'échange d'expériences, d'autre part à la promotion de projets de formation d'adultes collaborant entre eux, adaptés aux situations respectives de nos pays, et suffisamment attrayants pour inciter les partenaires de développement à augmenter leur aide financière. Il semble donc important de mettre, ensemble, un réseau en place: on pourrait peut-être commencer par un forum de discussion par e-mail, transformable par la suite en une communauté virtuelle d'éducateurs d'adultes dans les universités nationales et transnationales; le but serait d'échanger des informations sur les bonnes pratiques, les résultats de recherche et les tendances, mais aussi de promouvoir la coopération et d'influencer la politique. Ceci demande bien sûr la présence d'une institution dévouée, et des ressources suffisantes pour mettre en place, promouvoir, entretenir et mettre à jour le réseau.

J'ai moi-même travaillé dans le domaine de l'éducation et de la formation, mais cette conférence a été pour moi une excellente expérience et m'a ouvert au monde de l'éducation des adultes. Je ferai part de ses résultats à mon organisation, afin de la tenir au courant de la situation en Afrique de l'Est. J'espère que les délibérations de cette conférence seront publiées prochainement, ce qui pourrait permettre de peaufiner notre projet de stratégie. Lorsque cette dernière sera prête, je suis sûr que les pays d'Afrique de l'Est pourront être les premiers à bénéficier du soutien de la BAD.

10.3 Intervention du Dr Bernd Sandhaas, directeur de l'office régional de l'IIZ/DVV en Afrique de l'Est

(version abrégée)

L'ordre du jour étant terminé, je me permets de rappeler les objectifs de notre conférence tels que formulés dans notre lettre d'invitation.

L'objectif était d'identifier les potentiels et les opportunités d'échanges, d'apprentissage et de coopération dans les domaines suivants:

- formation des éducateurs d'adultes;
- développement de matériels d'enseignement et d'apprentissage, et
- recherche et documentation.

Les résultats escomptés à la fin de la conférence étaient les suivants:

- a) connaître les institutions et les organismes de formation d'éducateurs d'adultes, ainsi que leurs programmes, leurs activités et leurs matériels dans les domaines mentionnés ci-dessus;
- b) être informé et documenté sur les programmes et les activités des institutions et des organismes;
- c) avoir identifié les programmes de formation pour les étudiants étrangers, notamment la formation à distance;
- d) avoir identifié les domaines de coopération potentielle et/ou de travail en réseau, et partiellement défini les activités prioritaires.

Avons-nous atteint ces résultats et dans quelle mesure? Faisons une évaluation grossière! Je vais vous poser des questions, et vous y répondrez, s'il-vous-plaît, par des applaudissements. Plus vous serez d'accord, plus vous applaudirez:

Pensez-vous que nous avons atteint l'objectif (a)? – Applaudissements forts

Pensez-vous que nous avons atteint l'objectif (b)? – Applaudissements forts

Pensez-vous que nous avons atteint l'objectif (c)? – Applaudissements moyens

Pensez-vous que nous avons atteint l'objectif (d)? – Applaudissements très forts

En ce qui concerne le point (a), nous devons faire remarquer que certaines institutions n'ont pas participé à la conférence, à savoir:

– pour la Tanzanie, l'Université ouverte (OUT), l'Institut de formation des adultes (IAE), deux ou trois ONG et le ministère de l'Éducation (MoE). D'une certaine manière, l'IAE est unique dans la région dans la mesure où il dispense des formations d'adultes dans tous les districts du pays. Le MoE, à Dar Es Salaam, utilise la

«*méthode REFLECT*» pour former à la fois les éducateurs d'adultes et les apprenants adultes...

- La majorité des universités soudanaises qui forment des adultes n'ont pas pu venir. Comme je l'ai mentionné au début, le Soudan met actuellement en place un programme éducatif aussi impressionnant que global, qui comporte un important volet «*éducation des adultes*» au niveau national. L'Érythrée, la Somalie et le Puntland n'ont pas été présents. J'aimerais suggérer à nos collègues de Tanzanie et du Soudan de les contacter.

En ce qui concerne le point (b):

- le gouvernement kenyan a signé un accord de promotion du système éducatif avec la Banque mondiale. Cet accord comporte lui aussi un important volet «*formation d'adultes*», mais ne mentionne aucune partie prenante à part le MoE. Il me semble que ceci demande à être clarifié.

En ce qui concerne le point (c), nous avons évoqué une ou deux institutions qui forment aussi des étudiants étrangers. Y a-t-il d'autres possibilités? Les institutions qui souhaiteraient envoyer leurs étudiants à l'étranger connaissent-elles les conditions? Quels sont les potentiels en matière d'e-apprentissage?...

Dans mon discours d'ouverture, j'ai dit que cette conférence était la première manifestation organisée dans le cadre du programme régional de l'IIZ/DVV. Ceci implique bien sûr qu'il y ait un suivi afin d'assurer son succès. Il serait bon que ce suivi ait lieu au sein des institutions, des pays, des régions et même sur l'ensemble du continent...

En tant qu'éducateurs d'adultes, nous connaissons le pouvoir et l'impact de l'information, et savons combien il est important de la partager et de la faire circuler. Ce que nous attendons de vous, et plus particulièrement des nouveaux membres de notre communauté d'éducateurs d'adultes, est de veiller à faire profiter votre institution de votre expérience et de vos nouveaux acquis...

Quel sera le rôle de l'IIZ/DVV au niveau du suivi? Nous allons documenter soigneusement cette conférence, y compris les matériels et les publications exposés, puis nous publierons la documentation et la distribuerons, à vous-mêmes et à vos organisations. Nous espérons sincèrement que vous saisissez cette opportunité pour améliorer les structures existantes, au cas où ce serait nécessaire et pertinent, ou bien pour lancer des initiatives nouvelles. Dans ce cas, nous serions heureux que vous nous en fassiez part, ce qui nous permettrait de prévoir des coopérations, voire même un certain appui.

En ce qui concerne les financements, nous nous permettons de rappeler que le rôle premier de l'IIZ/DVV n'est pas de financer des programmes. Nous ne nous considérons pas comme un bailleur de fonds mais comme un partenaire spécialisé. Notre

rôle est d'investir notre expérience et nos ressources dans des projets conjoints, d'y participer à pied d'égalité et de tirer continuellement des enseignements du savoir et de l'expérience de nos partenaires.

J'aimerais à présent remercier:

- l'Université de Nairobi pour avoir accueilli la conférence;
- le *College of Education and External Studies* pour l'organisation, et plus particulièrement
- l'équipe du *College* et tous les collaborateurs visibles et invisibles. Si je peux me permettre, je mentionnerai une seule personne par son nom, Mary Mgechu, qui a joué un rôle décisif dans la préparation de la conférence depuis que je l'ai rencontrée au Cap en avril dernier.

Je n'oublierai pas de mentionner M. Woldetsadik, du bureau régional de la Banque africaine de développement à Addis-Abeba, pour sa participation et l'intérêt grandissant de son organisation pour l'éducation des adultes.

Nous adressons également nos remerciements à

- notre rapporteur, Anthony Okech, qui a fait un travail merveilleux et ne manquera pas de le compléter;
- tous les présidents;
- tous les orateurs et intervenants, et bien sûr
- tous les intervenants qui ont décrit leurs institutions, leurs programmes, etc.

...

Enfin et surtout, j'aimerais remercier les participants à la conférence et tout particulièrement nos collègues de Djibouti et du Soudan, qui ont fait un long voyage et doivent maintenant repartir. Vous avez été des participants très vivants, actifs, assidus et motivés.

Il va de soi que ces conférences ne peuvent pas répondre aux souhaits et aux attentes de chacun. S'il y a des choses que vous n'avez pas aimées ou que vous aimeriez mentionner, ne vous gênez pas et faites-nous en part...

Discours officiel de clôture par l'adjoint au vice-chancelier des affaires administratives l'Université de Nairobi

Intervention du prof. Henry Mutoro, directeur du college d'éducation et d'enseignement à distance de l'Université de Nairobi

Avant d'inviter l'adjoint au vice-chancelier à clore la conférence, le prof. Mutoro a remercié l'assemblée pour être venue et avoir fait le bilan de l'éducation des adultes dans la région. Sept pays et plus de dix universités se sont rencontrés pour faire un

état des lieux et identifier les problèmes et les défis imminents. Promettant que les actes de la conférence seraient publiés et distribués, le professeur s'est déclaré confiant que les résolutions auront un impact durable et contribueront à promouvoir le secteur.

10.4 Intervention du prof. Peter Mbithi, adjoint au vice-chancelier aux affaires administratives

Intervenant au nom de l'Université de Nairobi, le prof. Mbithi s'est félicité de la présence de participants de l'extérieur. L'université a tiré des leçons de cette conférence, notamment grâce au choix des thèmes, aux documents très informatifs et aux recommandations finales, a-t-il dit. Puis il a formulé à son tour les recommandations suivantes:

- définir l'éducation des adultes en travaillant en réseau;
- créer des réseaux de chercheurs;
- renforcer la coopération régionale pour développer des matériels;
- s'interconnecter en utilisant les TI .

Il a rappelé que l'Université de Nairobi est une fervente partisane de l'éducation des adultes et qu'elle désire continuer, avec d'autres institutions, à contribuer à son développement. Il a assuré le collège d'éducation et d'enseignement à distance du soutien inconditionnel de l'université dans le cadre de toute activité visant à étendre le réseau mis en place ce soir, et a réitéré son soutien dans tout autre domaine contribuant à atteindre les objectifs fixés.

Remerciements d'Irene Ogenga aux participants

Irene Ogenga, du *Namizi Training Institute*, Ouganda, a remercié les invités d'honneur pour avoir assisté à la séance de clôture et s'être engagés, au nom de l'université, à soutenir les activités de suivi. Elle a adressé tout particulièrement sa gratitude à l'IIZ/DVV pour avoir organisé et financé la manifestation, et remercié les universités et institutions pour avoir permis à leurs personnels d'y participer. Elle a remercié le professeur Mutoro pour avoir accueilli la conférence, Mary Ngechu pour son travail efficace de coordination, Anthony Okech, rapporteur, les collaborateurs visibles et invisibles, et enfin les participants pour leurs nombreuses contributions. La conférence, a-t-elle poursuivi, a donné aux praticiens et aux experts une chance de partager leurs expériences et de renforcer leur coopération. Elle a espéré que les résultats de la conférence soient mis à profit, et invité les participants à travailler en réseau et dans un esprit familial.

Annexes

Programme de la Conférence du Cap et des réunions connexes.....	173
Liste de participantes de la Conférence du Cap	181

Programme de la Conférence du Cap et des réunions connexes

Vendredi 08.04.2005

Matin: arrivée du personnel de l'IIZ/DVV

12h30 – 14h00: déjeuner

14h00 – 17h30: réunion du personnel de l'IIZ/DVV: discussion sur des questions internes et sur le programme de formation d'éducateurs (I+C); préparation de la conférence.

Samedi 09.04.2005

09h00 – 17h30: réunion interne du personnel de l'IIZ/DVV (reprise)

Dimanche 10.04.2005

Dans le courant de la journée: arrivée des participants africains et asiatiques

Lundi 11.04.2005

09h00 – 10h30: **ouverture de la conférence**

Président : Dr Adama Ouane, (IUE, Hambourg, Allemagne)

Bienvenue et introduction à la conférence: précisions, préoccupations et réflexions de l'IIZ/DVV, *Prof.(H) Dr Heribert Hinzen (IIZ/DVV, Bonn, Allemagne)*

Message d'**Afrique**, *Dr Anne Katahoire (Université de Makerere, Kampala, Ouganda)*

Message de la région **Asie-Pacifique**, *Dr Mandakini Pant (PRIA, New Delhi, Inde)*

10h15 – 10h45: pause

10h45 – 11h30: discours liminaire

Prof. Dr Frank Youngman (université du Botswana, Gaborone)

11h30 – 12h15: la situation de l'éducation des adultes et de l'apprentissage en

Afrique du Sud

Panel de professeurs d'universités sud-africaines: *Prof. John Aitchison, Vaughn John (tous deux de l'université de Kwazulu-Natal), prof. Zelda Groener, (Université de Western Cape)*

Présentation et débat concernant les études sur la formation des éducateurs

Président: Henner Hildebrand (office régional ouest-africain de l'IIZ/DVV, Conakry, Guinée)

12h15 – 13h30: présentation et débat concernant l'étude sur **l'Afrique francophone**
Bernard Hagnonnou (Institut Alpha-Dev, Cotonou, Bénin)

13h30 – 14h30: déjeuner

14h30 – 15h15: présentation et débat concernant l'étude sur **l'Afrique anglophone**
Prof. Dr Frank Youngman (Université du Botswana, Gaborone)

15h15 – 15h45: pause

15h45 – 16h30: présentation et débat concernant l'étude sur **l'Asie centrale**
Uwe Gartenschlaeger (office régional d'Asie centrale de l'IIZ/DVV, Tachkent, Ouzbékistan)

16h30 – 17h15: présentation et débat concernant l'étude sur **l'Asie du Sud-Est**
Chia Mun Onn (SACE, Singapour)

17h15 – 18h00: présentation et débat concernant l'étude sur **l'Asie du Sud**
Dr Mandakini Pant (PRIA, New Delhi, Inde)

Mardi 12.04.2005

09h00 – 10h00: présentation et débat concernant l'étude sur le Pacifique Sud
Heidi Arnaudon (office subrégional de l'ASPBAE, Canberra, Australie)

10h00 – 10h50: le projet TEACH: Teaching Adult Educators in Continuing and Higher Education (enseignement pour les éducateurs d'adultes dans l'éducation continue et l'enseignement supérieur) en Europe, *Prof. (H) Dr Heribert Hinzen (IIZ/DVV, Bonn, Allemagne), Prof. Dr Ewa Przybylska (Université de Warszawa/Torún, Pologne)*

10h50 – 11h15: pause

11h15 – 12h00: débat et identification des thèmes clés pour les groupes de travail (thème général: «améliorer la formation des éducateurs d'adultes en Afrique et dans la région Asie-Pacifique»)

Résumé: prof. John Aitchison (Université de Natal, Scottsville, Afrique du Sud)
Animateur: Wolfgang Leumer (office régional d'Afrique australe de l'IIZ/DVV, le Cap, Afrique du Sud)

Constitution de groupes de travail et désignation des animateurs des groupes

12h00 – 13h00: groupes de travail

13h00 – 14h30: déjeuner

14h30 – 16h00: groupes de travail

16h00 – 16h30: pause

16h30 – 18h00: présentation et débat concernant les résultats des groupes de travail

Mercredi 13.04.2005

09h00 – 11h00: présentation et débat concernant les résultats des groupes de travail (reprise)

11h00 – 11h30: pause

11h30 – 13h00: débat entre experts sur les perspectives d'avenir de la formation des éducateurs d'adultes en Afrique et dans la région Asie-Pacifique

Président: Dr Adama Ouane, (IUE, Hambourg, Allemagne)

Heidi Arnaudon (office subrégional de l'ASPBAE, Canberra, Australie)

Bernard Hagnonnou (Institut Alpha-Dev, Cotonou, Bénin)

Dr Mandakini Pant (PRIA, New Delhi, Inde)

Dr Bernd Sandhaas (office régional est-africain de l'IIZ/DVV, Addis-Abeba, Éthiopie)

13h00 – 14h00: déjeuner

14h00 – 15h00: résultats et recommandations pour les mesures à venir
Prof. John Aitchison, Université de Natal, Scottsville, Afrique du Sud (rapporteur)

Observations finales

Henner Hildebrand (office régional ouest-africain de l'IIZ/DVV, Conakry, Guinée)

17h45: les participants se rendent à pied au **Cape Town International Convention Centre, Roof Terrace Room**

18h00 – 18h30: les participants prennent place pour assister à la cérémonie

18h30 – 21h00: lancement de la collection d'ouvrages: «*African Perspectives on Adult Learning*» (APAL)

Cérémonie présidée par le, *Dr Gabo Ntseane, université du Botswana*

Oratrice spécialement invitée à cette occasion, *Mme Naledi Pandor, ministre de l'Éducation de la République d'Afrique du Sud*

Orateurs

Wolfgang Leumer (office régional d'Afrique australe de l'IIZ/DVV, le Cap, Afrique du Sud)

Dr Anne Katahoire, Université de Makerere, Kampala, Ouganda

Mme Nikki Clarke, directrice générale de Pearson Education South Africa

Jeudi 14.04.2005

Dans le courant de la journée: départ de la plupart des participants africains et des chercheurs

Membres du comité éditorial de la collection APAL

08h30 – 10h00: sixième réunion du comité éditorial

10h00 – 14h30: visite des locaux de Pearson Education office et d'une imprimerie; déjeuner

15h00 – 17h00: réunion (reprise)

17h00 – 19h00: dîner

19h00 – 21h00: réunion (reprise)

Personnel de l'IIZ/DVV

09h00 – 13h30: réunion du personnel de l'IIZ/DVV : débat de clôture sur le programme de formation I+C (formation des éducateurs) de l'IIZ/DVV et proposition du prochain projet

13h30 – 15h00: déjeuner

15h00: départ de quelques membres du personnel de l'IIZ/DVV

Vendredi 15.04.2005

09h00 – 12h30: sixième réunion du comité éditorial (reprise)

12h30: déjeuner

Dans le courant de la journée: départ du reste des membres du personnel de l'IIZ/DVV, des participants africains et des chercheurs

Organisateur de la conférence au siège de l'IIZ/DVV, Bonn:

Dr Hanno Schindele

Institut de coopération internationale de la Confédération allemande pour l'éducation des adultes (IIZ/DVV)

Obere Wilhelmstr. 32

53225 Bonn, Allemagne

Tél.: +49 - 228 - 97569-50

Fax: +49 - 228 - 97569-55

E-mail: schindele@iiz-dvv.de

Internet: www.iiz-dvv.de

Organisateur de la conférence de l'office régional d'Afrique australe de l'IIZ/DVV, au Cap:

Wolfgang Leumer

9, Scott Road

Observatory 7925, le Cap

Afrique du Sud

Tél.: +27 - 21 - 44 74 828 ou - 44 74 898

Fax: +27 - 21 - 44 74 878

E-mail: iiz-dvv@iafrica.com

Secrétaire de la conférence de l'office régional d'Afrique australe de l'IIZ/DVV, au Cap:

Mme Eunice Christians

Même adresse

E-mail eunicech@iafrica.com

Participants

Rapporteur, Prof. John Aitchison, Université de Natal, Scottsville, Afrique du Sud

Personnel de l'IIZ/DVV:

1. Uwe Gartenschlaeger, office régional d'Asie centrale de l'IIZ/DVV, Tachkent, Ouzbékistan
2. Henner Hildebrand, office régional ouest-africaine de l'IIZ/DVV, Conakry, Guinée
3. Prof.(H) Dr Heribert Hinzen, directeur de l'IIZ/DVV, Bonn, Allemagne

4. Wolfgang Leumer, office régional d'Afrique australe de l'IIZ/DVV, le Cap, Afrique du Sud
5. Dr Bernd Sandhaas, office régional est-africain de l'IIZ/DVV, Addis-Abeba, Éthiopie
6. Dr Hanno Schindele, coordinateur du programme de l'IIZ/DVV pour l'Afrique/la région Asie-Pacifique, Bonn, Allemagne

Chercheurs

1. Mme Heidi Arnaudon, office subrégional de l'ASPBAE, Canberra, Australie (étude sur le Pacifique Sud)
2. Chia Mun Onn, Singapore Association for Continuing Education (SACE) (étude sur l'Asie du Sud-Est)
3. Bernard Hagnonnou, Institut Alpha-Dev, Cotonou, Bénin (étude sur l'Afrique francophone)
4. Prof. Stanley Mpofo, Bulawayo, Zimbabwe (étude sur l'Afrique anglophone)
5. Dr Mandakini Pant, Society for Participatory Research in Asia (PRIA), New Delhi, Inde (étude sur l'Asie du Sud)
6. Prof. Dr Ewa Przybylska, Université de Warszawa/Torún, Pologne (co-éditeur de «*Training of Adult Educators in Institutions of Higher Education – A Focus on Central, Eastern and South Eastern Europe*»)
7. Prof. Dr Frank Youngman, Université du Botswana, Gaborone (étude sur l'Afrique anglophone)

Membres du comité d'APAL:

1. Dr Martin Kamwengo, Université du Zambie, Lusaka
2. Dr Anne Katahoire, Université de Makerere, Kampala, Ouganda
3. David Langhan, Pearson Education South Africa, le Cap
4. Wolfgang Leumer, office régional d'Afrique australe de l'IIZ/DVV, le Cap, Afrique du Sud
5. Dr P. Ntseane, Université du Botswana, Gaborone
6. Dr Adama Ouane, Institut de l'UNESCO pour l'éducation (IUE), Hambourg, Allemagne
7. Dr Orrin F. Summerell, Institut de l'UNESCO pour l'éducation (IUE), Hambourg, Allemagne

8. Edward Turay, université de Sierra Leone, Freetown
9. Prof. Dr Frank Youngman, université du Botswana, Gaborone

Représentants des organismes africains de formation:

1. Adama Ouane, Institut de l'UNESCO pour l'éducation (IUE), Hambourg, Allemagne
2. Elizabeth Abama, Université de Jos, centre de formation continue, Jos, Nigeria
3. Idowu Biao, Université de Calabar, département d'éducation des adultes et de formation continue, Calabar, Nigeria
4. Jenny Birkett, Université du Cap, centre de développement de l'enseignement supérieur, le Cap, Afrique du Sud
5. Linda Cooper, Université du Cap, centre de développement de l'enseignement supérieur, le Cap, Afrique du Sud
6. Zeldia Groener, Université de Western Cape, centre d'éducation des adultes et de formation continue, le Cap, Afrique du Sud
7. Bernard Hagnonnou, Institut Alpha-Dev, Cotonou, Bénin
8. Lin Helme, Adult Learning Forum, Somerset West, Afrique du Sud
9. Natheem Hendricks, Université de Western Cape, centre d'éducation des adultes et de formation continue, le Cap, Afrique du Sud
10. Farrell Hunter, Adult Learning Network, le Cap, Afrique du Sud
11. Vaughn John, Université de Kwazulu Natal, centre d'éducation des adultes, Pietermaritzburg, Afrique du Sud
12. Anne Katahoire, Université de Makerere, Institut d'éducation des adultes et de formation continue, Kampala, Ouganda
13. Lambertha H. Mahai, Institut d'éducation des adultes, Dar Es-Salaam, Tanzanie
14. Bothephana Makhakhane, Université nationale du Lesotho, Institut d'études extra-muros, Maseru, Lesotho
15. Saley Maman, Université de Niamey, Niamey, Niger
16. Debora Nandja, Université Eduardo Mondlane, Maputo, Mozambique
17. Seydi Ababacar Sy Ndiaye, Coalition nationale EPT, Dakar, Sénégal
18. Mary Ngechu, Université de Nairobi, département d'éducation à distance, College of Education & External Studies, Nairobi, Kenya

19. Professeur Norbert Nikiema, Université de Ouagadougou, UFR/LAC, Ouagadougou, Burkina Faso
20. Rahmat Omar, Université de Western Cape, centre d'éducation des adultes et de formation continue, le Cap, Afrique du Sud
21. Mastin Prinsloo, Université du Cap, School of Education, le Cap, Afrique du Sud Makgwana Rampedi, Université de Limpopo, éducation des adultes, Sovenga, Afrique du Sud
22. Dr Lungi Sosibo, Université de Western Cape, centre d'éducation des adultes et de formation continue, le Cap, Afrique du Sud
23. Adrian Strydom, Cape Peninsula University of Technology, centre de formation continue, le Cap, Afrique du Sud
24. Jacky Thomas, Network, le Cap, Afrique du Sud

Liste d'adresses des délégués présents à la conférence d'apal qui s'est déroulée au cap du 11 au 13 avril 2005

Adama Ouane, directeur
 Institute de l'UNESCO pour l'éducation
 Feldbrunnenstr. 58
 20148 Hamburg
 Allemagne
 E-mail: a.ouane@unesco.org
 Tél.: 49 40 44804130
 Fax: 49 40 4107723

Adrian Strydom, directeur
 Cape Peninsula University of Technology
 Centre de formation continue
 P.O. Box 1906
 Bellville, 7535, Le Cap
 Afrique du Sud
 E-mail: strydoma@cput.ac.za
 Tél.: 27 21 9596475
 Fax: 27 21 959 6107

Anne Katahoire, directrice adjointe
 Université de Makerere
 Institut d'éducation des adultes
 et de formation continue
 P.O. Box 7062, Kampala
 Ouganda
 E-mail: annekatahoire@yahoo.co.uk or
 akatahoire@iace.mak.ac.ug
 Tél.: 256 41 534803 or 256 77 723729
 Fax: 256 41 232836

Bernard Hagnonnou, directeur
 Institut Alpha-Dev
 C/2029 Zogbohoue,
 02BP1812, Cotonou, Bénin
 E-mail: hagber@yahoo.fr or
 alphadev@yahoo.com
 Tél.: 229 912242
 Fax: 229 386149

Bernd Sandhaas
 IIZ/DVV
 Office régional de l'Afrique de l'Est
 P.O. Box 34743, Addis-Ababa
 Éthiopie
 E-mail: sandhaasiizdv@web.de

Bothephana Makhakhane,
 responsable du département
 Université Nationale du Lesotho,
 Institut d'études extra-muros
 Private Bag A47, Maseru 100.
 Lesotho
 E-mail: bothepha@ananzi.co.za
 Tél.: 266 22 322038
 Fax: 266 22 310433

Chia Mun Onn, président
 Singapore Association for Continuing
 Education
 c/o 117 Serangoon North
 Avenue One # 13-235
 Singapore
 550117, République de Singapour
 E-mail: chiamo@singnet.com.sg or
 sace3@yahoo.com
 Tél.: 65 9 750 6883

Deborá Nandja, responsable du département
 Université Eduardo Mondlane
 P.O. Box 257, Maputo
 Mozambique
 E-mail: debora.nandja@uem.mz or
 deboranandja@hotmail.com
 Tél.: 2581 493313
 Fax: 2581 493313

Edward Turay, responsable du département
 Fourah Bay College
 Université de Sierra Leone
 Centre d'études extramuros
 P.O. Box 43, Freetown
 Sierra Leone
 E-mail: edaturay@yahoo.co.uk
 Tél.: 23222 221679
 Fax: 232 22 241620

Elizabeth Abama, professeur
Université de Jos
Centre de formation continue
9 Murtala Mohammed Way, Jos
Nigeria
E-mail: abamaeli@yahoo.com
Tél.: 234 73 454089
Fax: 234 7345 8544

Ewa Przybylska
professeur/chef de projet/
responsable de la division
IIZ/DVV
Université Nicolaus Copernicus de Toruń
Division d'éducation de formation continue
et de la pédagogie comparative &
Comparative Pedagogy
PL 02—743 Warszawa, ul J. S.
Bacha 10, Pologne
E-mail: iiz-dvv@iiz-dvv.moe.pl or
evaprzyb@medianet.pl
Tél.: 48 22 8534283
Fax: 48 22 8534236

Farrell Hunter, coordinateur national
Adult Learning Network
P.O. Box 107
Observatory, 7935, Le Cap
Afrique du Sud
E-mail: aln-national@iafrica.com
Tél.: 27 21 447 4828/98
Fax: 27 21 447 4878

Frank Youngman, professeur
Département d'éducation des adultes
Université du Botswana
P/Bag 0022, Gaborone
Botswana
E-mail: youngman@info.bw or
youngman@mopipi.ub.bw
Tél.: 267 3552266
Fax: 267 3185096 or 267 356591

Gabo Ntseane, Dr
Département d'éducation des adultes
Université de Botswana
P/Bag 0022, Gaborone
Botswana
E-mail: ntseanep@mopipi.ub.bw
Tél.: 267 3552266
Fax: 267 3185096

Hanno Schindele, Dr/coordonateur,
Asie/Afrique
IIZ/DVV
Obere Wilhelmstr. 32, 53225 Bonn
Allemagne
E-mail: schindele@iiz-dvv.de
Tél.: 49 228 9756950
Fax: 49 228 9756955

Heidi Arnaudon, membre du programme
ASPBAE
2 Bradfield Street
Downer CREEDA Business Centre
Australie 2602
E-mail: heidi.aspbae@emailme.net.au
Tél.: 61 2 62421356
Fax: 61 2 62421967

Henner Hildebrand, directeur
IIZ/DVV
Office régional de l'Afrique de l'Ouest
La Minière, Conakry
Guinée
E-mail: hennerhildebrand@web.de or
iiz-dvv@sotelgui.net.gn
Tél.: 00224 278443

Heribert Hinzen, directeur/professeur
IIZ/DVV
Obere Wilhelmstr. 32, 53111 Bonn
Allemagne
E-mail: hinzen@iiz-dvv.de
Tél.: 49 228 9756950
Fax: 49 228 9756955

Idowu Biao
professeur/responsable du département
Université de Calabar,
Département d'éducation des adultes
et de formation continue
Calabar, Nigeria
E-mail: idowubiao@yahoo.com
Tél.: 080563 39065

Jacky Thomas, chef de projet
Network
8 Warrick Street, Woodstock
7925, Le Cap
Afrique du Sud
E-mail: jackythomas@telkomsa.net
Tél.: 27 21 4471219
Fax: 27 21 4473059

Jenny Birkett
Université du Cap
Centre de développement de
l'enseignement supérieur
Private Bag, Rondebosch, 7700,
Le Cap, Afrique du Sud
E-mail: jbirkett@ched.uct.ac.za
Tél.: 27 21 650 3490
Fax: 27 21 650 2893

John Aitchison
Université de Kwa-Zulu Natal
Centre d'éducation des adultes
Private Bag X01, Scottsville, 3209
Pietermaritzburg, Afrique du Sud
E-mail: aitchisonj@ukzn.ac.za
Tél.: 27 33 260 5069
Fax: 27 33 260 5756

Lambertha H. Mahai, directeur
Institut d'éducation des adultes
Box 20679, Bibititi Mohamed Street
Dar Es Salaam
Tanzanie
E-mail: lhmahai@yahoo.com or
tewww_2004@yahoo.co.uk
Tél.: 255 222 150838
Fax: 255 222 150836

Lin Helme, coordinatrice
Adult Learning Forum
Western Cape
301 Victoria Centre
Victoria Street, Somerset West, 7130,
Le Cap, Afrique du Sud
E-mail: abeshare@iafrica.com
Tél.: 27 21 8511427
Fax: 27 21 8511427

Linda Cooper, maître de conférences
Université du Cap, Centre de développement
de l'enseignement supérieur
Private Bag, Rondebosch, 7700
Le Cap, Afrique du Sud
E-mail: lcooper@ched.uct.ac.za or
comaka@iafrica.com
Tél.: 27 21 6503999
Fax: 27 21 6505045

Lungi Sosibo, Dr/maître de conférences
Université du Cap
Centre d'éducation des adultes
et de formation continue
Private Bag X17, Bellville, 7535
Le Cap, Afrique du Sud
E-mail: zsosibo@uwc.ac.za
Tél.: 27 21 959 2798
Fax: 27 21 959 2481

Makgwana Rampedi, Dr/responsable
du département
Université de Limpopo, Centre d'éducation
des adultes
Private Bag X1106, Sovenga, 0727
Afrique du Sud
E-mail: abet@ul.ac.za
Tél.: 27 15 2682977
Fax: 27 15 2682246

Mandakini Pant, spécialiste technique
PRIA
42 Tughlakabad Institutional Area
New Delhi 110062
Inde
E-mail: mpant@pria.org or
manupant@hotmail.com
Tél.: 91 11 29956908/91 11 29960931/2/3
Fax: 91 11 299 551832

Martin Kamwengo, maître de conférences
Université de Zambia, School of Education
Département d'éducation des adultes
P.O. Box 32379, Lusaka
Zambie
E-mail: mkamwengo@yahoo.com
Tél.: 260-1 292702
Fax: 260-1 292702

Mary Ngechu, chaire
Université de Nairobi
Département d'éducation à distance
P.O. Box 30197, Nairobi
Kenya
GPO 00100
E-mail: ngechuw@wananchi.com
Tél.: 254 66 32029
Fax: 254 66(154) 32467

Mastin Prinsloo, maître de conférences
Université du Cap
School of Education, Upper Campus
Rondebosch, Le Cap
Afrique du Sud
E-mail: mp@humanities.uct.ac.za
Tél.: 27 21 650 3821
Fax: 27 21 650 3489

Natheem Hendricks, maître de conférences
Université du Cap
Centre d'éducation des adultes
et de formation continue
Private Bag X17, Bellville, 7535, Le Cap
Afrique du Sud
E-mail: mnhendricks@uwc.ac.za
Tél.: 27 21 939 3002
Fax: 27 21 959 2481

Norbert Nikiema, professeur
Université du Ouagadougou,
UFR/LAC
03 BP 7021 Ouagadougou 03
Burkina Faso
E-mail: norbert.nikiema@univ-ouaga.bf
Tél.: 226 50 31 78 14
Fax: 226 50 31 78 14

Orrin Summerell
responsable des publications
et de l'information
Institut de l'UNESCO pour l'éducation
Feldbrunnenstr. 58, Hambourg
Allemagne
E-mail: o.summerell@unesco.org
Tél.: 49 40 448041
Fax: 49 40 448021

Rahmat Omar, maître de conférences
Université du Cap,
Centre d'éducation des adultes
et de formation continue
Private Bag X17, Bellville, 7535, Le Cap
Afrique du Sud
E-mail: raomar@uwc.ac.za
Tél.: 27 21 959 2800
Fax: 27 21 959 2481

Saley Maman, directeur
Université du Niamey
BP 329 Niamey,
Niger
E-mail: galoma01@yahoo.fr
Tél.: 227739282 or 227893505 (mobile)
Fax: 227 3862

Seydi Ababacar Sy Ndiaye
vice-président
Coalition Nationale EPT, Cite Millionnaire,
BP 19380, Dakar
Sénégal
E-mail: sasndiaye@yahoo.fr or
coalept@yahoo.fr
Tél.: 221 8671843
Fax: 221 8273215

Uwe Gartenschlaeger
IIZ/DVV
Office régional d'Asie centrale
Tachkent, Ouzbékistan
E-mail: gartenschlaeger@iiz-dvv.de

Vaughn John, directeur
Université de Kwa-Zulu Natal,
Centre d'éducation des adultes
Private Bag X01, Scottsville, 3209
Pietermaritzburg
Afrique du Sud
E-mail: johnv@ukzn.ac.za
Tél.: 27 33 260 5592
Fax: 27 33 260 5756

Wolfgang Leumer, directeur de project
IIZ/DVV
Office régional de l'Afrique du Sud
P.O. Box 107, Observatory, 7935,
Le Cap, Afrique du Sud
E-mail: iiz-dvw@iafrica.com
Tél.: 27 21 447 4828/98
Fax: 27 21 447 4878

Zelda Groener, Dr/prof./directrice
Université du Cap
Centre d'éducation des adultes
et de formation continue
Private Bag X17, Bellville, 7535, Le Cap
Afrique du Sud
E-mail: zgroener@uwc.ac.za
Tél.: 27 21 959 2801/3880
Fax: 27 21 959 2481